

## LA FISCALITÉ À BYZANCE SOUS LES PALÉOLOGUES (13<sup>e</sup>-15<sup>e</sup> SIÈCLES) Les impôts directs et indirects\*

Anastasia KONTOGIANNOPOULOU

La fiscalité était un des piliers de l'économie byzantine, puisqu'elle constituait la source principale de revenus pour l'État. En suivant la tradition romaine, Byzance a fondé son économie sur un système fiscal bien organisé. Les impôts étaient divisés en impôts qui grevaient la terre et les paysans (impôts directs), et en impôts qui grevaient les transactions commerciales et la circulation des marchandises et des personnes (impôts indirects). Les contribuables étaient obligés en outre d'assumer une série de charges supplémentaires et de rendre à l'État des services gratuits<sup>1</sup>. De plus, chaque fois qu'ils requéraient leurs services, ils étaient obligés de verser aux autorités publiques des droits, comme par exemple dans le cas de délivrance d'attestations et de jugements, etc.<sup>2</sup>.

Le système fiscal de l'Antiquité tardive ou de la première période byzantine (4<sup>e</sup>-6<sup>e</sup> siècles) et de la période byzantine moyenne (6<sup>e</sup>-11<sup>e</sup> siècles) a été étudié en profondeur<sup>3</sup>. Plusieurs études, en outre, élucident divers aspects de la fiscalité tardive<sup>4</sup>. Il n'existe pourtant pas d'étude concentrée sur les impôts de l'époque

\* Pour l'élaboration de cette étude, j'ai bénéficié d'une bourse postdoctorale de la Fondation de Bourses de l'État Grec (IKY) pour les années 2004-2005. Je remercie le Conseil d'Administration de la Fondation pour le financement de ma recherche. – Pour la résolution des sigles et abréviations utilisées dans les notes, on se reportera à la Bibliographie placée à la fin de l'article, ainsi qu'aux abréviations de la page III de couverture de la revue.

1. STAVRIDOU-ZAFRAKA, *Αγγαρεία*, p. 23.

2. DÖLGER, *Gebührenwesen*, p. 5 s.; KARAGIANNOPOULOS, *Βυζαντινό Κράτος*, p. 92.

3. Voir notamment DÖLGER, *Beiträge*; IDEM, *Gebührenwesen*; KARAYANNOPULOS, *Finanzwesen*; IDEM, Η θεωρία του Α. Piganiol για την iugatio-capitatio και οι νεώτερες αντιλήψεις για την εξέλιξη των κοινωνικών και οικονομικών θεσμών στο Βυζάντιο, *EEPhSAPTh* 8, 1960, p. 19-46; IDEM, Die Iugatio-Capitatio-Frage und die Bindung der Agrarbevölkerung an die Scholle, dans *Actes du VII<sup>e</sup> Congrès de la F.I.E.C.*, II, Budapest 1993, p. 59-72; SVORONOS, *Cadastre*; IDEM, *Βυζαντινή επαρχία*; ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Fiscalité*; PAPAGIANNÈ, *Φορολογικές πληροφορίες*; L. NEVILLE, The Marcian Treatise on Taxation and the Nature of Bureaucracy in Byzantium, *BF* 26, 2000, p. 47-62; C. ZUCKERMAN, Fiscalité et institutions d'État: la transition du VII<sup>e</sup> siècle, *Livret-Annuaire, École pratique des Hautes Études, Section des sciences historiques et philologiques*, Paris 2003-2004, 19, p. 162-164.

4. Voir notamment OSTROGORSKY, *Féodalité*; IDEM, *État tributaire*; LAIOU, *Peasant Society*; EADEM, *Débat*; LEFORT, *Fiscalité*; H. İNALCIK, The Problem of Relationship between Byzantine and Ottoman Taxation, dans *Akten des XI. Internationalen Byzantinistenkongresses*, Munich 1960, p. 237-242; ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Haradji*; IDEM, *Ottoman Influence*; IDEM, *Αγροτικό περίσσειμα*.

*Revue des Études Byzantines* 67, 2009, p. 5-57.

des Paléologues. Les axes principaux de ce travail consistent à présenter le système fiscal des Paléologues, les divers impôts, directs et indirects, ainsi que leur impact, dans la mesure du possible, sur l'économie de la période.

Les documents d'archives (registres du fisc, actes attribuant des privilèges à des laïcs, à des monastères ou à des marchands étrangers, documents divers, publics ou privés)<sup>5</sup> constituent la source principale d'information sur la question fiscale de l'époque. Les ouvrages historiques et les autres sources littéraires de l'époque fournissent aussi des renseignements importants<sup>6</sup>.

L'imposition pesait sur l'ensemble de la population byzantine, qu'il s'agisse des propriétaires et des locataires de terre ou des commerçants, des artisans et des autres entrepreneurs. L'intérêt majeur de l'État était d'établir avec précision les obligations des unités fiscales de base. Dans l'Antiquité tardive, les impôts directs étaient calculés selon le système de la *jugatio-capitatio*. Le montant des taxes était calculé sur la base de deux unités fiscales correspondantes, le *jugum* concernant la terre et le *caput* concernant les personnes et les animaux. La somme de ces unités attribuait à une région sa valeur fiscale. Le montant de l'impôt était établi en fonction de la superficie de la terre arable cultivée et de la nature des cultures pratiquées. Ainsi, le *jugum* représentait selon le cas une superficie différente<sup>7</sup>.

Dans la période moyenne (6<sup>e</sup>-11<sup>e</sup> siècles), le système fiscal de la *jugatio-capitatio* a été graduellement abandonné<sup>8</sup>. L'impôt foncier a commencé à être

5. Mentionnons notamment les actes des monastères du Mont Athos (voir la série des Archives de l'Athos: Chilandar, Dionysiou, Docheiariou, Esphigménou, Iviron, Kutlumas, Lavra, Saint-Pantéléon, Vatopédi, Xénophon, Xéropotamou), les *Actes de Zographou*, les *Actes de Philothée*, les *Actes de Chilandar* (éd. L. PETIT-B. KORABLEV), les actes provenant du monastère de Saint-Jean-Prodrôme de Serrès et ceux de Patmos (GUILLOU, *Prodrome*; BÉNOU, *Prodrome*; Έγγραφα Πάτμου, A'-B'), les actes de la collection de MIKLOSICH-MÜLLER (MM), les traités de Byzance avec les autres puissances et spécialement les archives des villes italiennes, surtout de Venise et de Gênes (voir TAFEL-THOMAS, *Urkunden*; BELGRANO, *Prima serie*; DVL, I-II; BERTOLOTTO, *Documenti*; THIRIET, *Régestes*; *Acta Albaniae Veneta*).

6. Il s'agit de PACHYMÉRÈS (pour la période 1258-1307), GRÉGORAS (pour la période 1204-1359), CANTACUZÈNE (pour la période 1320-1354 environ), CHALKOKONDYLÈS (son ouvrage va jusqu'à 1463), SPHRANTZÈS (pour la période 1413-1477) et DOUKAS (son ouvrage va jusqu'à 1462). Les trois derniers ont écrit leur ouvrage après la chute de Constantinople. Les correspondances du patriarche Grégoire de Chypre (GRÉGOIRE DE CHYPRE, *Correspondance*), du patriarche Athanase I<sup>er</sup> (ATHANASE, *Correspondance*) et de Démétrius Cydonès (DÉMÉTRIUS CYDONÈS, *Correspondance*) donnent aussi d'importantes informations sur la politique fiscale des Paléologues.

7. KARAYANNOPULOS, *Finanzwesen*, p. 28-43; IDEM, Η θεωρία του Α. Ριγανιολ για την *iugatio-capitatio* και οι νεώτερες αντιλήψεις για την εξέλιξη των κοινωνικών και οικονομικών θεσμών στο Βυζάντιο, *EEPhSAPTh* 8, 1960, p. 19-46; IDEM, Die *iugatio-Capitatio*-Frage und die Bindung der Agrarbevölkerung an die Scholle, dans *Actes du VII<sup>e</sup> Congrès de la F.I.E.C.*, II, Budapest 1993, p. 59-72; SVORONOS, *Βυζαντινή επαρχία*, p. 22-26. Cf. PAPAGIANNÈ, *Φορολογικές πληροφορίες*, p. 391-395; KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β'*, p. 226. Sur le système fiscal de *jugatio-capitatio*, voir aussi A. SEGRÈ, *Studies in Byzantine Economy: jugation and capitation*, *Traditio* 3, 1945, p. 101-127. Sur les méthodes de la géométrie byzantine pour l'établissement du montant de l'impôt, voir *Géométries du fisc byzantin*, édition-traduction-commentaire par J. LEFORT, R. BONDoux, J.-C. CHEYNET, J.-P. GRÉLOIS, V. KRAVARI, J.-M. MARTIN, Paris 1991.

8. DÖLGER, *Beiträge*, p. 50, 54; D.-M. GORECKI, The Heraclian Land Tax Reform: Objectives and Consequences, *Byzantine Studies* 4, 1977, p. 127-146, ici p. 129-130; PAPAGIANNÈ, *Φορολογικές πληροφορίες*, p. 396; KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β'*, p. 226.

calculé en fonction de la quantité et de la qualité de la terre en *modioi*, et non plus en *juga* et *capita*. Un *modios* correspondait en règle générale à une monnaie d'or pour une terre de première qualité, à une demi-monnaie d'or pour une terre de deuxième qualité, à un tiers de monnaie d'or pour une terre de troisième qualité. Le montant de l'impôt pouvait varier selon les particularités locales et la politique impériale. L'impôt que le contribuable devait payer correspondait en règle générale à 1/24 de la valeur de sa terre<sup>9</sup>.

La fiscalité pesant sur les personnes et les animaux a également changé pendant la période moyenne. Les paysans dépendants (*parèques*) sont répartis en trois catégories fiscales selon le nombre de bœufs qu'ils possédaient : les *zeugaratoi* disposaient d'un attelage de deux bœufs, les *boïdatoi* disposaient d'un bœuf, les *aktèmones* n'en avaient aucun. En règle générale, un *zeugaratos* équivalait à deux *boïdatoi* et à quatre *aktèmones*<sup>10</sup>. Les animaux étaient également taxés selon leur valeur fiscale<sup>11</sup>.

Pour régler la crise économique du 11<sup>e</sup> siècle, Alexis I<sup>er</sup> Comnène réforma le système fiscal. L'objectif de sa réforme, qui concernait la manière de payer les impôts, consistait à adapter la taxation à la circulation monétaire. Jusqu'à cette époque les contribuables payaient les chiffres entiers et la part fractionnaire de l'impôt en *charagma*, à savoir en monnaie d'or. Dorénavant la somme globale de l'impôt était uniquement perçue en *charagma*, tandis que la part fractionnaire était réglée en d'autres dénominations monétaires. En outre, il fut établi que les surtaxes pesant sur la somme globale de l'impôt devaient être calculées séparément et hors de la part fractionnaire. Le nouveau système est décrit dans la *Néa Logarikè*, le traité fiscal du 12<sup>e</sup> siècle<sup>12</sup>. Ce système fiscal s'est maintenu jusqu'à la fin de l'Empire dans ses lignes générales<sup>13</sup>.

9. Sur l'imposition de la terre et sur l'unité d'imposition (*modios*), voir SCHILBACH, *Metrolgie*, p. 56 s. Cf. OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 49-51.

10. OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 67-68.

11. OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 67-68 ; LEFORT, *Fiscalité*, p. 319-321, 342 ; KARAGIANNOPOULOS, *Βυζαντινὸ Κράτος*, p. 96 ; KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 227.

12. *JGR*, I, p. 326-340. Cf. SVORONOS, *Cadastre*, p. 77 s. ; M. HENDY, *Studies in the Byzantine Monetary Economy, c. 300-1450*, Cambridge 1985, p. 50-64. Cf. aussi C. MORRISON, *La Logarikè : réforme monétaire et réforme fiscale sous Alexis I<sup>er</sup> Comnène*, *TM* 7, 1979, p. 419-464 = *Monnaie et finances à Byzance : analyses, techniques*, Variorum, Aldershot 1994 (VI) ; A. HARVEY, *The Land and Taxation in the Reign of Alexios I Komnenos: The Evidence of Theophylakt of Ochrid*, *REB* 51, 1993, p. 139-154 ; KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 227.

13. OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 50-51 ; KARAGIANNOPOULOS, *Βυζαντινὸ Κράτος*, p. 98 ; KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 227. Vers la fin du 13<sup>e</sup> siècle, on peut signaler un changement dans l'inventaire des biens imposables. Les termes *zeugaratos*, *boïdatos* et *aktèmon* ont peu à peu disparu des *praktika*, et le terme *zeugarion* a fait son apparition. Selon J. LEFORT (*Fiscalité*, p. 342-343), « entre 1280 et 1300 l'imposition pesant sur le feu a disparu, du moins dans le cas des *parèques* qui possèdent quelque bien, mais en revanche après 1300, les animaux, et notamment les bœufs, sont frappés d'une imposition ». Ce changement a permis « une fiscalité plus précise ». Le mot *zeugarion*, qui apparaît dans les documents des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> siècles, se réfère notamment à la possession des animaux. Dans certains cas le *zeugarion* signifiait en même temps la possession d'animaux et de terre et il a été utilisé comme unité de métrage de la terre. Voir LAIOU, *Peasant society*, p. 161-164. Sur le *zeugarion*, voir LEMERLE, *Chrysobulle*,

Les impôts indirects étaient calculés sur la valeur des marchandises selon un taux donné<sup>14</sup>. Les divers droits que les Byzantins versaient aux autorités publiques contre des services reçus étaient calculés suivant un taux qui différait selon le cas<sup>15</sup>. Les impôts étaient versés en espèces et en nature pendant toute la période byzantine<sup>16</sup>.

Le recensement des obligations et des exemptions fiscales de tout tenancier ou de tout propriétaire foncier était nécessaire pour la confirmation et la perception des impôts. Les recensements étaient enregistrés dans les cadastres. Dans l'Antiquité tardive, les cadastres étaient répartis en trois catégories : les cadastres détaillés déposés dans les bureaux provinciaux, les cadastres brefs déposés au siège des préfets du prétoire, le cadastre central de Constantinople, où n'était mentionné que le nombre des unités fiscales des provinces<sup>17</sup>. La rédaction des cadastres a changé pendant la période moyenne en suivant le changement du système fiscal. Pour que l'impôt soit calculé avec la plus grande précision, une description détaillée des biens était nécessaire<sup>18</sup>. Cependant, le morcellement des lots familiaux (par le biais des mariages, des donations, des héritages, etc.) rendait difficile la rédaction détaillée des cadastres. Aussi le cadastre a-t-il été remplacé par un autre type d'acte, le *praktikon*, qui a servi comme principal document fiscal jusqu'à la fin de l'Empire<sup>19</sup>.

Le *praktikon* suivait un type de protocole dans lequel une propriété terrienne était décrite avec tous ses éléments imposables<sup>20</sup>. Le *praktikon* conte-

p. 444 ; F. DÖLGER sur l'étude de V. MOŠIN, Zur Δουλικόν ζευγάριον. Frage der Leibeigenschaft in Byzanz, *Annales de l'Institut N. P. Kondakov* (Sem. Kondak.) 10, 1938, p. 113-132, dans *BZ* 38, 1938, p. 528-530 ; P. CHARANIS, On the Social Structure and Economic Organization of the Byzantine Empire in the Thirteenth Century and Later, *BS* 12, 1951, p. 94-153 = *Social, Economic and Political Life in the Byzantine Empire*, Variorum Reprints, Londres 1973 (IV), p. 144 ; SCHILBACH, *Metrologie*, p. 67 s. ; XANALATOS, *Beiträge*, p. 40 ; PAPAGIANNĒ, *Φορολογικές πληροφορίες*, p. 396.

14. KARAYANNOPULOS, *Finanzwesen*, p. 148-156 ; KARAGIANNOPOULOS, *Βυζαντινό Κράτος*, p. 97.

15. DÖLGER, *Gebührenwesen*, p. 6 s.

16. LEFORT, *Rural Economy*, p. 111.

17. KARAYANNOPULOS, *Finanzwesen*, p. 43-53.

18. OIKONOMIDĒS, *Fiscalité*, p. 32, 34.

19. Les *praktika* ont remplacé les *kôdikes* et les *isokôdika*, qui, à partir du milieu du 12<sup>e</sup> siècle, n'étaient plus utilisés en tant que registres du fisc ; voir DÖLGER, *Beiträge*, p. 100 ; OIKONOMIDĒS, *Fiscalité*, p. 61-64. Selon N. OIKONOMIDĒS (*Fiscalité*, p. 62), le cadastre était limité à la terre et décrivait sa répartition, tandis que le *praktikon* concernait le contribuable et décrivait ses biens, « indépendamment de leur emplacement ». Le cadastre était « impersonnel et objectif, alors que le *praktikon*, document personnalisé, pouvait mieux s'adapter à une fiscalité de privilège ». Voir aussi KARAGIANNOPOULOS, *Βυζαντινό Κράτος*, p. 91, 97. Sur le *praktikon*, voir aussi G. OSTROGORSKY, *Vizantijskie piscovyie knigi*, *BS* 9/2, 1948, p. 203-306 (en traduction française in *Les praktika byzantins*, dans *Pour l'histoire de la féodalité byzantine*, Bruxelles 1954, p. 259-368) ; DÖLGER, *Beiträge*, p. 92-112, 120 ; J. LEFORT, Observations diplomatiques et paléographiques sur les *praktika* du 14<sup>e</sup> s., dans *La Paléographie grecque et byzantine* (Colloque international du CNRS no. 559), Paris 1977, p. 461-472 ; V. KRAVARI, L'enregistrement des paysans dans les *praktika* byzantins, 11<sup>e</sup>-15<sup>e</sup> siècle, dans *Documenti medievali greci e latini. Studi comparativi*, éd. G. DE GREGORIO et O. KRESTEN, Spolète 1998, p. 187-201.

20. DÖLGER, *Beiträge*, p. 100.

nait premièrement la délimitation des biens (*périorismos*) en indiquant la superficie et le genre de culture pratiqué. Suivaient la description de la composition de la famille des parèques, de leurs animaux, des biens meubles et immeubles, et leur imposition fiscale<sup>21</sup>. Les *praktika* étaient rédigés par les recenseurs du fisc sur ordre impérial<sup>22</sup>. Ils étaient enregistrés dans un code du fisc, appelé θέσις ou μεγάλη θέσις<sup>23</sup>. La rentabilité des contribuables était calculée d'après les *praktika* et toute la politique fiscale était organisée sur cette base<sup>24</sup>.

## I. – LES IMPÔTS DIRECTS

### 1. L'IMPÔT FONCIER ET L'IMPÔT DES PARÈQUES

La contribution principale des paysans pendant toute la période byzantine était l'impôt foncier. Le propriétaire d'une terre était obligé de payer cet impôt, soit qu'il exploitait la terre directement, soit qu'il la louait. L'impôt était établi selon la superficie et la qualité de la terre ; il grevait la terre, et non pas le revenu provenant d'elle, et il était versé, même si la terre restait incultivée, dans le cadre de la responsabilité fiscale collective<sup>25</sup>.

L'impôt essentiel d'une propriété se composait de l'impôt foncier et de l'impôt des parèques qui y habitaient. L'impôt des parèques grevait leur personne, leurs familles, leurs animaux et leurs biens immeubles<sup>26</sup>. La somme de

21. DÖLGER, *Beiträge*, p. 106-107 ; LEFORT, *Fiscalité*, p. 315-316 ; LAIOU, *Peasant society*, p. 9.

22. Voir *Actes d'Esphigménou*, n° 14<sup>1-2.231-232</sup> (1318) : 'Επει ὀρίσθημεν παρὰ τοῦ κραταιοῦ καὶ ἁγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως ποιῆσαι ἀπογραφικὴν ἐξίσωσιν καὶ ἀποκατάστασιν εἰς τὸ θέμα τῆς θεοσώστου πόλεως Θεσσαλονίκης... Ἐπὶ τούτῳ γὰρ ἐγγόνει καὶ τὸ παρὸν ἡμῶν πρακτικόν... Dans un chrysobulle d'Andronic II en faveur du monastère de Vatopédi [*Actes de Vatopédi*, I, n° 62 (1324)], il est mentionné que les *praktika* étaient révisés pendant les recensements : καθὼς διαλαμβάνεται ἐν τῷ πρακτικῷ αὐτοῦ, ἀνεπαύζητον ἀπὸ τῆς ἀπογραφῆς. Sur le recensement, voir *LBO*, p. 142-143.

23. *Actes de Zographou*, n° 44<sup>10-11</sup> (1369) : θέσις τοῦ βασιλικοῦ βιβλίου τῶν ἀπογραφῶν Φαρισαίου καὶ Περγαμηνοῦ ; *Actes de Saint-Pantéléemôn*, n° 17<sup>13-14</sup> (1407) : ὡς ἐν τῇ μεγάλῃ τῇ ἀπογραφικῇ θέσει δηλοῦται ; *Actes du Pantocrator*, n° 25 (1442), n° 26 (1464). Cf. DÖLGER, *Beiträge*, p. 111-112 ; LEFORT, *Fiscalité*, p. 316 ; ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Fiscalité*, p. 63. Les contribuables gardaient des copies des *praktika* en tant que titres de possession. Voir LEFORT, *Fiscalité*, p. 352.

24. KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 230. Sur les procédés du calcul de l'impôt par les agents du fisc, voir LEFORT, *Fiscalité*, p. 322-328.

25. ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Fiscalité*, p. 46-47 ; IDEM, *Αγροτικό περίσσευμα*, p. 198.

26. La notion de l'impôt est présentée dans les documents par les termes *télos* (τέλος) et *képhalaion* (κεφάλαιον). Voici des exemples pour le terme *télos* : *Actes de Lavra*, II, n° 105<sup>24</sup> (1317) : Ὁμοῦ τὰ τοῦ τέλους ὑπέρπυρα δεκαεὺς δίμοιρον ; *Actes de Lavra*, III, n° 155<sup>23</sup> (1404) : τοῦ στιχικοῦ ἐτησίου τέλους αὐτῶν , n° 161 (1409), n° 165 (1420) ; *Actes de Zographou*, n° 53 (s.a.) ; *Actes de Philothée*, n° 10 (1355) ; MM, V, p. 155 (1284) : ἀνώτερα κεκτηῖσθαι τέλους καὶ βάρους ὁποιοῦδήτινος ; GUILLOU, *Prodrome*, n° 28 (1333), n° 29 (1333) ; ΒΕΝΟΥ, *Prodrome*, n° 156<sup>6-9</sup> (14<sup>e</sup> siècle) : καὶ ὀφείλει κατέχειν καὶ νέμεσθαι ταύτην πᾶσαν, καθὼς καὶ παρ' ἐκείνων κατεῖχετο καὶ ἐδεσπόζετο, ἀνενοχλήτως πάντη καὶ ἀδιασείστως, ἔτι τε ἀναφαιρέτως καὶ ἀναποσπάστως, ἐλευθέραν πάντη καὶ ἀκαταδούλωτον καὶ ἀνωτέραν παντὸς τέλους καὶ βάρους ; P. LEMERLE, Un praktikon inédit des archives de Karakala (janvier

leurs contributions s'appelaient *oikouménon* et était versé deux fois par an au propriétaire de la terre. Celui-ci le restituait à l'État<sup>27</sup>.

Les parèques payaient en outre au propriétaire de la terre, qu'il s'agisse de l'État, de l'Église ou d'un particulier, le loyer pour la terre prise à ferme<sup>28</sup>, ainsi que l'impôt foncier correspondant selon un accord établi avec le propriétaire<sup>29</sup>. Enfin, les parèques étaient obligés de lui verser un don, le *kaniskion*<sup>30</sup>, trois fois par an<sup>31</sup>.

1342) et la situation en Macédoine orientale au moment de l'usurpation de Cantacuzène, dans *Χαριστήριον εις Αναστάσιον Κ. Ορλάνδον*, I, Athènes 1965, p. 278-298, ici p. 285: 'Ομοῦ ὑπέρπυρα πεντηκονταπέντε, ἅτινα ὀφείλει κατέχειν καὶ νέμεσθαι εἰστοεῖξῃς ἐλευθέρα πάντῃ καὶ ἀκαταδούλωτα καὶ ἀνώτερα τέλους καὶ βάρους παντός; MM, VI, p. 224 (s.a.): ὁ ἀπογραφήν ποιούμενος εἰς τὴν νῆσον Κῶ... ὥστε ἀνενοχλήτως καὶ ἀδιασείστως κατέχειν καὶ νέμεσθαι τὴν μονὴν τὰ παραδοθέντα αὐτῇ ὀφείλουσαν πρὸς τὸ μέρος τοῦ δημοσίου καταβάλλειν μόνον τὸ ἐπιτεθεὶν τέλος αὐτῇ. Voici quelques exemples pour le terme *képhalaion*; tantôt il indique le total des impôts des parèques et des impôts supplémentaires d'une région: *Actes d'Iviron*, III, n° 74<sup>35</sup> (1316): ὁμοῦ τὰ ὅλα ὑπέρπυρα... εἰσκομίζεσθαι ὡς κεφάλαιον πρὸς τὸ μέρος τοῦ δημοσίου; tantôt il est utilisé comme synonyme de l'impôt: *Actes d'Iviron*, III, n° 72 (1310); *Actes de Lavra*, II, n° 89 (1298); *Actes de Lavra*, III, n° 118 (1329); *Actes de Philothée*, n° 6<sup>8-15</sup> (1326): μετόχιον περὶ τὰς Σέρρας... μετὰ πάσης τῆς περιοχῆς καὶ νομῆς καὶ τῶν δικαίων αὐτοῦ, ἔχον γῆν μοδίων πεντακοσίων ἐν τῇ τοποθεσίᾳ τῆς Ζεσεριανῆς, ἔτι δὲ καὶ παροίκους ἐκεῖσε, ὧν τὸ τέλος ἔστιν ὑπέρπυρα πεντήκοντα δύο καὶ ἐπιδίδωσι κατ' ἔτος πρὸς τὸ μέρος τοῦ δημοσίου ἢ τοιαύτη μονὴ τὰ ἀπὸ τούτων δεκαπέντε ἡμισυ ὑπέρπυρα ὡς κεφάλαιον, τὰ δὲ λοιπὰ ἔχει ἡ αὐτή; *Actes de Saint-Pantéléemōn*, n° 10 (1311); *Actes de Xénophon*, n° 21 (1325); MM, V, p. 166-167; MM, V, p. 84 (1319); *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', Appendice B (1326); *Actes de Chilandar*, n° 42 (1319), n° 43 (1319), n° 44 (1319); *Actes de Zographou*, n° 23 (1325), n° 26 (1327); *Actes de Vatopédi*, II, n° 71<sup>2</sup> (ca. 1330): κεφάλαιον δημοσιακόν; ATHANASE, *Correspondance*, n° 58. Cf. DÖLGER, *Beiträge*, p. 49-50. Sur le *télos* à l'époque moyenne, voir KAPLAN, *Les hommes et la terre*, p. 502. Cf. LEFORT, *Fiscalité*, p. 325; LAIOU, *Peasant society*, p. 181; ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΕΣ, *Αγροτικό περίσσευμα*, p. 198.

27. LEFORT, *Fiscalité*, p. 317; LAIOU, *Peasant society*, p. 176; ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΕΣ, *Αγροτικό περίσσευμα*, p. 198.

28. Voir *Actes d'Iviron*, III, n° 67<sup>35</sup> (1295): ἐτησίῳ πάκτῳ.

29. KARAGIANNOPOULOS, *Problem*, p. 227.

30. À l'époque moyenne, il s'agissait d'une prestation en nature fournie aux fonctionnaires de l'État, visant à assurer leur subsistance, quand ils se déplaçaient dans les provinces byzantines. L'*antikaniskion* est le remplacement du *kaniskion* par un versement en espèces. Voir ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΕΣ, *Role*, p. 991, 998-999. Selon G. ROUILLARD (*Taxes maritimes*, p. 288), au 12<sup>e</sup> siècle le *kaniskion* est mentionné parmi les versements des marins «aux fonctionnaires préposés sans doute à la police de la mer et à certains fonctionnaires provinciaux peut-être». À l'époque considérée, le *kaniskion* est présenté comme une contribution des parèques au propriétaire foncier, qui pouvait être en espèces; voir *Actes d'Esphigménou*, n° 79-10 (1283 ou 1298): καὶ ὑπὲρ τῶν τριῶν κανισκίων ἡγουν τῶν Χριστουγέννων, τῆς Ἀπόκρεω καὶ τοῦ Πάσχα, ἀφ' ἐνὸς ἐκάστου παροίκου κοκκία ἕξ, ὡς γίνεσθαι καὶ τὰ τοῦ κανισκίου ὑπέρπυρα πέντε ἡμισυ, n° 14 (1318), n° 16 (1321); *Actes de Vatopédi*, I, n° 30 (1301); *Actes de Xénophon*, n° 15 (1321), n° 16 (1321); *Actes de Xéropotamou*, n° 18c (1317/8); *Actes de Zographou*, n° 17 (1320); *Actes de Lavra*, II, n° 104 (1317), n° 109 (1321); *Actes d'Iviron*, III, n° 70<sup>458</sup> (1301): καὶ τὰ τοῦ ἔτους τρία κανίσκια, n° 74<sup>339</sup> (1316): καὶ τὰ συνήθη τετυπωμένα τρία κανίσκια, n° 75 (1318), n° 79 (1320); *Actes de Zographou*, n° 39 (1357); PETIT, *Chilandar*, n° 92 (1323). Le *kaniskion* est présenté aussi comme une charge qui grevait les bateaux et les barques de pêche (σανδάλια): *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', n° 36<sup>7-13</sup> (1269): ... τῶν τοιούτων τεσσάρων σανδαλίων ἐξκουσεῖα, ἡ βασιλεία μου... διορίζεται... μὴ ἀναλαμβάνεσθαι τινὰ ἐξ αὐτῶν τῶν τὰς σκάλας κρατούντων βασιλικῶν τέ καὶ τῆς βασιλείας μου κτημάτων, ἀλλὰ δὴ καὶ τῶν προσωπικῶν, τὸ τυχὸν χάριν σκαλιατικοῦ ἢ κομμερκίου ἢ ναυλοκαταρτιατικοῦ, ἐμβλητικίου,

## 2. LES IMPÔTS SUPPLÉMENTAIRES

Les paysans assumaient en outre une série de charges supplémentaires qui représentaient une grande partie de leurs obligations envers le fisc. Ces charges supplémentaires étaient une source importante de revenus pour l'État, mais on signale souvent des abus de la part des collecteurs lors de la perception. C'est pour cette raison qu'on utilise souvent dans les sources une terminologie ouvertement négative pour décrire cette activité: ἐπίθεις, καταδυναστεία (charges)<sup>32</sup>, ἐπήρειαι (vexations), ζημίαι (préjudices), διενοχλήσεις<sup>33</sup>, κατατριβαί (ennuis)<sup>34</sup>. Les charges supplémentaires étaient habituellement calculées en rapport avec l'*oikouménon* d'une commune rurale<sup>35</sup>. Les documents d'archives, qui sont la principale source d'informations pour l'époque, font état d'un grand nombre de charges spéciales, mais il n'est pas toujours aisé de les différencier, d'établir les rapports qui existent entre elles ou d'en déterminer la signification exacte<sup>36</sup>.

## a. L'impôt sur les animaux domestiques

Parmi les impôts supplémentaires, on peut citer ceux qui grèvent les animaux domestiques. L'*ennomion* (ἐννόμιον) était le plus connu et concernait l'accès à un pâturage. Cet impôt ne concernait pas les animaux travaillant la terre, car ceux-ci étaient soumis au fisc avec les cultivateurs<sup>37</sup>. À l'époque qui nous intéresse, l'*ennomion* est présenté soit comme une redevance versée par les parèques au propriétaire foncier, soit comme une charge dont les bénéfices

ἐκβλητικίου, πρατικίου, κανισκίου, μετρητικίου, ἐκπροσωπικίου, διαβατικοῦ ἢ ἐτέρου τινὸς ζητήματος καὶ κεφαλαίου οἰοιουδήτινος; *Actes de Vatopédi*, II, n° 92<sup>21-26</sup> (1345): ἐκκόπτεται δὲ καὶ εὐεργετῇ ἡ κραλότης μου διὰ τοῦ παρόντος αὐτῆς χρυσοβούλλου λόγου καὶ τὸ ἐπικείμενον τοῖς κτήμασιν αὐτῶ ζευγαράτικιον καὶ τὴν καστροκτισίαν, τὴν ἀπαίτησιν τοῦ σίτου καὶ τῶν ζώων, τῶν κανισκίων καὶ τῶν ἄλλων ἀπάντων κεφαλαίων... Περὶ τῶν καραβίων καὶ τῶν σανδαλίων τοῦ Ἁγίου Ὁρους καὶ τῆς Κομιτίσσης καὶ τοῦ Ἱερισσοῦ, ὅπως εἰσέρχωνται εἰς τὸν Στρυμμόνα ἀκωλύτως καὶ οὐδὲ εὐρίσκωσι παρά τινος τῶν ἀπάντων ἐμποδισμόν τινα ἢ ἐπήρειαν καὶ ζημίαν τὴν τυχοῦσαν, ἐξερευματικιον δηλονότι ἢ κανίσκιον ἢ ἄλλο τι...

31. KARAGIANNOPOULOS, *Problem*, p. 223-224 ; OIKONOMIDES, *Role*, p. 998.

32. *Actes de Saint-Pantéléèmon*, n° 10 (1311).

33. GUILLOU, *Prodrome*, n° 24 (1329).

34. GUILLOU, *Prodrome*, n° 26 (1332). Cf. OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 85.

35. LEFORT, *Fiscalité*, p. 317. Dès l'Antiquité tardive, les communes rurales constituaient des unités fiscales, qui avaient quelques droits et des obligations collectives envers l'État; voir KARAGIANNOPOULOS, *Βυζαντινὸ Κράτος*, p. 134 s.; G. OSTROGORSKY, La commune rurale byzantine, *Byz.* 32, 1962, p. 139-166. À l'époque byzantine tardive, les communes rurales diminuèrent à cause de l'expansion de la grande propriété terrienne, mais elles gardèrent quelques attributs de la collectivité, et il subsistait encore des traces de la responsabilité fiscale collective. Voir LAIOU, *Peasant society*, p. 53-54.

36. Voir DÖLGER, *Gebührenwesen*, p. 14.

37. DÖLGER, *Beiträge*, p. 53-54; OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 72-73. J. LEFORT (*Fiscalité*, p. 320, 342) mentionne qu'une taxe sur la pâture, qui apparaît dans un texte métrologique antérieur au 14<sup>e</sup> siècle, doit être conçue « comme une imposition portant sur le pâturage, sur la terre, et non pas être rapportée à la valeur ni à un taux d'imposition du bétail ». Selon N. OIKONOMIDÈS (*Fiscalité*, p. 75), l'*ennomion* était sans doute identique à une redevance similaire, la dîme (δεκατεία), et s'est transformé à la longue en une redevance permanente sur le bétail.

ciaires d'un privilège impérial étaient exemptés<sup>38</sup>. Dans les documents des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> siècles, on signale aussi le μελισσοεννόμιον (*ennomion* pour les abeilles)<sup>39</sup>, le προβατοεννόμιον (*ennomion* pour les moutons)<sup>40</sup>, le χοιροεννόμιον (*ennomion* pour les porcs)<sup>41</sup>, redevances qui sont précisées selon la catégorie des animaux.

38. MM, VI, p. 223-224 (*s.a.*): πειρῶνται γὰρ ἐννοιάζειν τὰ μέτρια ζῶα καὶ τὰ μελίσσια... διορίζεται καὶ τούτοις ἐν ἀγίῳ πνεύματι, ἵνα μὴ ἐπηρεάζωσι τὴν τοιαύτην μονὴν καὶ εἰς δόσεις ἐννομίου ἢ ἄλλων τινῶν καθέλκωσι κεφαλαίων ἀπαιτήσιν; *Actes d'Iviron*, III, n° 74 (1316); *Actes de Lavra*, II, n° 104<sup>165</sup> (1317): ὑπὲρ ἐννομίου καὶ ἀέρος τῶν τοιούτων παροίκων ἄνευ τῶν τριῶν δημοσιακῶν κεφαλαίων, ἧγουν φόνου, παρθενοφθορίας καὶ εὐρέσεως θησαυροῦ, ὑπέρπυρα εἴκοσιν, n° 105 (1317), n° 109 (1321), n° 112 (1321); *Actes de Lavra*, III, n° 171 (1447); *Actes d'Esphigménou*, n° 14 (1318), n° 22<sup>32-34</sup> (1346): ἀνώτεροι τῆς ἀπαιτήσεως τοῦ κεφαλαίου τοῦ ζευγαριακίου, τῆς ὀρεικῆς καὶ καστροκτισίας, τοῦ ἐννομίου τῶν ζώων αὐτῶν, τῶν προβάτων, χοίρων καὶ μελισσίων, τοῦ ἀέρος καὶ πάντων τῶν ἀπαιτουμένων καὶ διδομένων ἐτέρων δημοσιακῶν κεφαλαίων, ἧγουν φόνου, παρθενοφθορίας καὶ εὐρέσεως θησαυροῦ; *Actes de Philothée*, n° 3 (1287), n° 4 (1287), n° 9 (1346); *Actes de Xénophon*, n° 4<sup>11-13</sup> (1300): Εἰς τὸ Τριπόταμον μετόχιον... ἔχον... ὀροκόπιον τοῦ τοιοῦτου Τριποτάμου σὺν ταῖς ἐκεῖσε στροβιλαίαις καὶ τῷ ἐννομίῳ, n° 5<sup>15-16</sup> (1300): Βαλανηφόρος τόπος τῶν Βουρβούρων ὀνομαζόμενος, καθὼς προκατεῖχτο παρ' αὐτῆς τῆς μονῆς σὺν τῷ ἐκεῖσε ὀροκοπίῳ, ἐννομίῳ, ταῖς στροβιλέαις καὶ τῇ λούστρᾳ τῇ ἐπονομαζομένη Βυβάριν (comme droit de pâture), n° 12 (1318), n° 13 (1320), n° 17 (1322); *Actes de Chilandar*, n° 42 (1319): καὶ μάλιστα γὰρ τὰ τοῦ ἐννομίου ἀνήκοντα δίκαια τῷ εἰρημένῳ χωρίῳ τοῦ Γεωργηλᾶ; PETIT, *Chilandar*, n° 92 (1323); *Actes de Zographou*, n° 11<sup>60-61</sup> (1289): διατηρεῖσθαι καὶ τὰ ζῶα πάντα τῆς τοιαύτης μονῆς τῆς τοῦ ἐννομίου γινομένης χάριν ἀπαιτήσεως ἀνενόχλητα, n° 23 (1325), n° 26 (1327), n° 27<sup>66-67</sup> (1328): εἰς τὰς πλανηγάς καὶ εἰς τὸν κάμπον, n° 33 (1342), n° 34 (1342); MILLET, *Inscriptions byzantines*, n° IV (1320), n° V (1322); GUILLOU, *Prodrome*, n° 9 (1321), n° 10 (1321), n° 24 (1329), n° 26 (1332), n° 39 (1345); *Actes d'Iviron*, IV, n° 86 (1341), n° 87 (1341), n° 90 (1346); *Actes de Vatopédi*, II, n° 93 (1346), n° 97 (1348), n° 108 (1356); DÖLGER, *Regesten*, 3, n° 1956 (1268-1271); DÖLGER, *Regesten*, 5, n° 3455 (1436); *Actes du Pantocrator*, n° 26 (1464). Cf. DÖLGER, *Beiträge*, p. 53-54; ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Fiscalité*, p. 72-73; KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β'*, p. 233.

39. Impôt sur l'élevage des abeilles. Voir LEMERLE, *Chrysobulle* (1294); *Actes d'Iviron*, III, n° 70 (1301), n° 75 (1318), n° 79 (1320); *Actes de Lavra*, II, n° 71 (1259), n° 105 (1317), n° 109<sup>940</sup> (1321): ὑπὲρ χοιροδεκατείας καὶ μελισσοεννομίου νομίσματα τριάκοντα τέσσαρα, n° 112 (1321); *Actes de Lavra*, III, n° 161 (1409), n° 165 (1420); *Actes d'Esphigménou*, n° 7 (1283 ou 1298), n° 14 (1318), n° 22 (1346), Appendice A (1259); *Actes de Xénophon*, n° 15 (1321), n° 16 (1321); *Actes de Xéropotamou*, n° 10 (1275), n° 18b (env. 1300); *Actes d'Iviron*, IV, n° 87 (1341); *Actes de Zographou*, n° 32 (1342), n° 37 (1346); MM, IV, p. 352 (1266); MM, V, p. 83 (1319); PETIT, *Chilandar*, n° 45 (1319), n° 60 (1321), n° 61 (1321), n° 70 (1321), n° 71 (1321), n° 138 (1351); *Actes de Vatopédi*, I, n° 29 (1300), n° 30 (1301); *Actes de Philothée*, n° 9 (1346); GUILLOU, *Prodrome*, n° 39 (1345); *Actes de Docheiariou*, n° 53 (1409), n° 56 (1418). Cf. DÖLGER, *Beiträge*, p. 54; KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β'*, p. 233.

40. Impôt sur l'élevage des moutons. Voir LEMERLE, *Chrysobulle* (1294); PETIT, *Chilandar*, n° 45 (1319), n° 60 (1321), n° 61 (1321), n° 70 (1321), n° 71 (1321), n° 138 (1351); *Actes de Zographou*, n° 32 (1342), n° 37 (1346); *Actes de Philothée*, n° 9 (1346); *Actes d'Esphigménou*, n° 22 (1346). Sur la dîme des moutons (προβατοδεκατία), qui est considérée comme une redevance similaire, voir *Actes d'Iviron*, III, n° 58 (1259), n° 72 (1310); GUILLOU, *Prodrome*, n° 39<sup>33</sup> (1345): προβατοχοιροδεκατία. Cf. ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Fiscalité*, p. 74-75; KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β'*, p. 233.

41. Impôt sur l'élevage des porcs. Voir LEMERLE, *Chrysobulle* (1294); *Actes d'Iviron*, III, n° 72 (1310). En dehors de cela, le χοιροπρόβατον est présenté comme un impôt sur le pâturage, mais aussi comme une redevance sur les dégâts causés par les porcs et les moutons; voir *Actes d'Iviron*, III, n° 58 (1259), n° 70<sup>453-454</sup> (1301): ὁμοῦ καὶ τὰ τοῦ ἐξαλείμματος τῶν



Dans certains documents des 13<sup>e</sup>-14<sup>e</sup> siècles provenant de Thessalie et d'Épire, on rencontre, parmi d'autres versements fiscaux (τελεσµατικῶν δόσεων), ἡ ἀπαίτησις νομίθρου ou νόμιστρον (*nomistron*)<sup>42</sup>. À l'époque moyenne, les *nomistra* sont présentés comme une redevance concernant l'utilisation des pâturages<sup>43</sup>. Il s'agit probablement d'une redevance identique à l'*ennomion* et qui a maintenu sa dénomination ancienne dans ces régions. Mais ce n'est qu'une hypothèse. Dans un document du monastère de Vatopédi, il y a une référence au νομικόν (*nomikon*), que F. Dölger considère comme une redevance concernant l'usage des pâturages<sup>44</sup>.

#### *b. Les impôts sur les activités agricoles et les activités similaires*

Une autre catégorie de charges concernait la pêche. Dans les régions maritimes ou les régions se trouvant au bord d'un lac ou d'une rivière, les pêcheurs devaient payer certaines charges propres à cette activité. Dans les sources du 13<sup>e</sup> siècle, l'*haleia* (ἀλεία) apparaît comme un impôt qui pesait sur le produit de la pêche<sup>45</sup>. L'impôt sur l'*apostato* (ἀποστατό) apparaît dans

τοιούτων ἀπάντων κτημάτων, διά τε ὠφελείας, χοιροπροβάτου καὶ χοιροδεκατίας καὶ ἀέρος ὑπέρπυρα πεντακόσια ἐπτά..., n° 75 (1318), n° 79 (1320); *Actes de Lavra*, II, n° 109 (1321); *Actes d'Esphigménou*, n° 7 (1283 ou 1298), n° 14 (1318), n° 22 (1346), n° 31 (1409?), Appendice A (1259); *Actes de Xéropotamou*, n° 18b (env. 1300); *Actes de Vatopédi*, I, n° 29 (1300), n° 30 (1301). Sur la dîme des porcs (χοιροδεκατία), qui est considérée comme une redevance similaire, voir *Actes d'Iviron*, III, n° 70 (1301), n° 75 (1318), n° 79 (1320); *Actes de Lavra*, II, n° 71 (1259), n° 109 (1321); *Actes d'Esphigménou*, n° 7 (1283 ou 1298), n° 14 (1318); *Actes de Xénophon*, n° 15 (1321), n° 16 (1321); *Actes de Xéropotamou*, n° 10 (1275), n° 18b (vers 1300); *Actes de Zographou*, n° 32 (1342), n° 37 (1346); MM, IV, p. 352 (1266); MM, V, p. 83 (1319); PETIT, *Chilandar*, n° 45 (1319), n° 60 (1321), n° 61 (1321), n° 70 (1321), n° 71 (1321), n° 138 (1351); *Actes de Vatopédi*, I, n° 29 (1300), n° 30 (1301); *Actes d'Iviron*, IV, n° 87 (1341); *Actes de Philothée*, n° 9 (1346). Cf. DÖLGER, *Beiträge*, p. 54; ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Fiscalité*, p. 74-75; ΚΟΝΤΟΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΥ, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 234.

42. MM, IV, p. 352 (1266): ἀπαίτησις νομίθρου; dans ce document sont mentionnées aussi la δόσις ἐξωτύπων et la δόσις γειμόρου. On trouve aussi le νόμιθρον (*nomithron*) dans un chrysobulle en faveur du monastère de la Vierge Éléousa en Thessalie; voir DÖLGER, *Regesten*, 4, n° 2823 (1336), qui se demande s'il s'agit de l'*ennomion*. Voir aussi MM, V, p. 83 (1319): Νόμιστρον.

43. Voir *Actes d'Iviron*, I, n° 10 (996); KAPLAN, *Les hommes et la terre*, p. 354.

44. DÖLGER, *Regesten*, 5, n° 3321 (1408).

45. *Actes de Kutlumus*, n° 38<sup>4-6</sup> (1386): ἀπ' ἐκείνου γοῦν κατ' ὀλίγον ὑποτεμόντες πολλὴν καθήρπασαν γῆν τῶν Λαυριωτῶν οἱ τοῦ Κουτλουμούση, καὶ ἄλλα τινὰ δίκαια αὐτῶν, τὴν τε σκάλλαν καὶ τὴν ἀλείαν καὶ τὸ καπηλειατικόν; *Actes de Lavra*, IV, p. 164; *Actes de Vatopédi*, I, n° 29 (1300), n° 30 (1301); *Actes de Vatopédi*, II, n° 81 (1338); *Actes de Chilandar*, n° 42<sup>91-96</sup> (1319): καὶ κατέχεσθαι ταῦτα παρὰ τῆς τοιαύτης μονῆς, ἄνευ τῆς ἐν αὐτοῖς μόνης ἀλείας καὶ τοῦ ἐν τῷ δηλωθέντι χωρίῳ τῷ τοῦ Μάλακα πόρου· ἡ γὰρ τοιαύτη ἀλεία καὶ ὁ πόρος καθόλου γε ἀποκεκλήρωνται εἶναι δημοσιακὰ καὶ τῇ κοινῇ συντελοῦντα συνεισφορὰ; PETIT, *Chilandar*, n° 62<sup>14-21</sup> (1321): εἰς τὸ περὶ τὸν Στρυμμόνα χωρίον αὐτῶν τὸ τοῦ Γεωργηλᾶ... ἐνεργεῖται ἀλεία παρὰ τῶν παροίκων τοῦ αὐτοῦ χωρίου εἰς τὸν αὐτὸν ποταμὸν τὸν Στρυμμόνα... ἥτις καὶ εἶχεν ἐπικείμενον τέλος κατ' ἔτος ὑπέρπυρα ἐξήκοντα, καὶ ἠύρισκον διὰ τοῦτο ἐπίθεσιν οὐκ ὀλίγην καὶ κατατριβὴν οἱ εἰρημένοι πάροικοι αὐτῶν, καὶ παρεκλήτευσεν ἵνα γένηται μὲν ἐκκοπὴ τοῦ τοιοῦτου τέλους τῆς ἀλείας; *Actes de Lavra*, II, n° 109 (1321); *Actes de Xénophon*, n° 17 (1322); *Actes de Lavra*, III, n° 142 (1365), n° 166 (1428 ou 1443?); *Actes du Pantocrator*, n° 16 (1394); *Actes de Zographou*, n° 32 (1342); *Actes de Philothée*, n° 9<sup>66</sup> (1346): τὴν ἐκεῖσε ἀλείαν. Cf. K.-P. MATSCHKE, *Situation*,

les sources du 14<sup>e</sup> siècle et il frappait les stations de pêche<sup>46</sup>. L'impôt sur le *bibarian* (βιβάριον) fait son apparition dans les sources à partir du milieu du 13<sup>e</sup> siècle et il frappait les viviers<sup>47</sup>. La *tritomoiria* (τριτομοιρία) était une charge concernant la production de la pêche et elle grevait les exploitants des pêcheries<sup>48</sup>. Les paysans devaient en outre payer l'impôt sur le *rouissoir* (λινοβορχεῖον), le lieu où on faisait rouir le lin<sup>49</sup>.

Dans certains documents du monastère d'Iviron au Mont Athos, on trouve le droit de bercaïl, le *mandriatikon* (μανδριατικόν)<sup>50</sup>. La *planèna* (πλανηνά ou πλανηνή) désignait un terrain montagneux utilisé comme pâturage<sup>51</sup>. Un droit qui concernait l'usage de ce terrain fait son apparition dans les sources de

Organisation und Aktion der Fischer von Konstantinopel und Umgebung in der byzantinischen Spätzeit, *Byzantinobulgarica* 6, 1980, p. 281-298. Le mot παραλεία semble avoir un sens identique; voir *Actes de Xénophon*, n° 5 (1300). Une autre redevance frappait la pêche en eau douce, le λιμναῖον πάκτον, qui est mentionné dans le chrysobulle d'Andronic II en faveur de Iōannina; voir MM, V, p. 83 (1319). Cf. GASPARÈS, *Μεσαιωνική Κρήτη*, p. 107.

46. *Actes de Lavra*, IV, p. 164; *Actes de Lavra*, II, n° 109 (1321); *Actes d'Iviron*, III, n° 70<sup>279</sup> (1301): ὑπὲρ τῶν εἰς τὸ αὐτὸ χωρίον τριῶν ἀποστατῶν ὑπέρπυρα τρία; *Actes de Vatopédi*, I, n° 30 (1301); *Actes de Vatopédi*, II, n° 81 (1338). Cf. KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 233.

47. *Actes de Lavra*, II, n° 104<sup>169</sup> (1317): ὑπὲρ τῆς τριτομοιρίας τῶν ἐξήκοντα καραβίων τῶν ἀλιευόντων ἐν τῇ τοιαύτῃ λίμνῃ μετὰ καὶ τῶν ἀναγεγραμμένων βιβαρίων τῶν εὐρισκομένων καὶ κατεχομένων παρ' αὐτῶν, ὑπέρπυρα τριακόσια; *Actes d'Iviron*, III, n° 70 (1301). Cf. *Actes de Lavra*, IV, p. 164; *LBO*, p. 192-193; KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 233. Dans les *Actes de Xénophon*, n° 5 (1300), n° 12 (1318), n° 13 (1320), on rencontre la λούστρα ἢ ἐπονομαζομένη Βυβάριν.

48. *Actes de Lavra*, II, n° 104 (1317); *Actes de Zographou*, n° 34<sup>15-17</sup> (1342): καὶ μετὰ τὸ ἀλιὸν τῆς μεγάλης βάλτας, ἐν ᾧ ἀλιεύουν οἱ Δεκαλιστινοὶ καὶ ἵνα δίδουν τριτομοιρίαν πρὸς τὸ μέρος τοῦ Ζωγράφου. L'ἀλιευτική τετραμοιρία qui est mentionnée dans certains documents de cette période semble avoir un sens identique. Voir MM, V, p. 166 (1317): ἔτι δὲ καὶ ὅταν διακομίζωσι διὰ καραβίων τὰς τούτων πραγματείας... ἵνα διδώσιν, ὅσον ἀνωτέρω διορίζεται ἡ βασιλεία μου, οἱ δὲ ἔχοντες τὰ καράβια διαμένωσιν ἀνενόχλητοι χάριν τῶν τοιοῦτων πραγματειῶν αὐτῶν, μήτε τετραμοιρίαν ἢ ἄλλην ἀπαίτησιν τινα χάριν τῆς τοιοῦτων ἐξκουσεῖας παρά τινος ἀπαιτούμενοι; *Actes de Vatopédi*, II, n° 102 (1349), n° 109 (1356). Cf. *Actes de Lavra*, IV, p. 163-164. On rencontre aussi l'ἀλιευτική dans l'Histoire de NICÉPHORE GRÉGORAS (I, p. 428), qui mentionne qu'Andronic II prit après son abdication comme revenu annuel τὴν πρόσοδον τῆς ἀλιευτικῆς, qui se montait à 10 000 pièces d'or. Cf. GANCHOU, *Badoer*, p. 87. Dans un chrysobulle d'Étienne Dušan, on trouve aussi l'ἀπαιτούμενον τρίτον des bateaux des parèques d'Esphigménou; voir GUILLOU, *Prodrome*, n° 39 (1345). Cf. GANCHOU, *Badoer*, p. 83, 85.

49. *Actes d'Iviron*, III, n° 62 (1283), n° 70<sup>30.155</sup> (1301): τοῦ λινοβορχείου καὶ τῶν βυβαρίων τῆς αὐτῆς μονῆς... ὑπὲρ τοῦ ἐκεῖσε ἡμίσεος σκαλιατικοῦ καὶ τοῦ λινοβορχείου, n° 75<sup>317</sup> (1318): ὑπὲρ οὗ προκατεῖχεν ἡ αὐτὴ μονὴ παραθαλασσίῳ καὶ λινοβορχεῖῳ, n° 79 (1320); *Actes de Lavra*, II, n° 104 (1317), n° 105 (1317), n° 112 (1321); *Actes de Xénophon*, n° 15 (1321); *Actes de Xéropotamou*, n° 18b (env. 1300); *Actes d'Iviron*, IV, n° 86 (1341); *Actes de Philothée*, n° 9 (1346). Cf. DÖLGER, *Regesten*, 4, n° 2095 (1283) = *Actes d'Iviron*, III, n° 62 (1283); *Actes de Lavra*, IV, p. 164-165; KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 233.

50. *Actes d'Iviron*, III, n° 54 (12<sup>e</sup> siècle), n° 74 (1316). Cf. KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 234.

51. *Actes d'Iviron*, III, n° 54<sup>3-4</sup> (12<sup>e</sup> siècle): καὶ ἐξεῖπεν πρόβατα μὲν οὐδόλως, δηὰ τὸ μὴ ἔχειν, ἀνεβίβασεν εἰς τὴν πλανηνάν; *Actes de Chilandar*, n° 43 (1319): ἡ περὶ τὸν Μελένικον δημοσιακὴ πλανηνή ἢ Μάτζιστα. Cf. M. BLAGOJEVIĆ, Planine i pašnjaci u srednjovekovnoj Srbiji (XIII-XIV vek), tiré à part de l'*Istorijski Glasnik* 2-3, 1966.

l'époque considérée<sup>52</sup>. Le *balanistrion* (βαλάνιστρον), connu de l'époque moyenne, était un droit sur le pâturage dans les chênaies<sup>53</sup>. L'*orikè* (ὀρικὴ) est un droit sur l'exploitation du bois<sup>54</sup>. Un autre droit apparu dans les sources du 14<sup>e</sup> siècle, les *strobylaiai* (στροβυλαῖαι), concernait l'exploitation des pins<sup>55</sup>.

Les paysans payaient en outre un impôt pour l'exploitation des moulins<sup>56</sup> et l'impôt sur les foires<sup>57</sup>. À partir du milieu du 13<sup>e</sup> siècle apparaît une autre charge dont le contenu n'est pas clair : il s'agit des *alôpia* (ἀλώπια), que l'on trouve dans deux chrysobulles délivrés en faveur du monastère d'Iviron (1259 et 1310), dans un chrysobulle délivré par l'empereur Michel VIII en faveur du monastère de Saint-Paul (1259) et dans un chrysobulle délivré par l'empereur Andronic II en faveur du monastère de Karakalla au Mont Athos (1294)<sup>58</sup>. Il s'agit peut-être d'un droit sur la chasse des renards<sup>59</sup>.

52. *Actes d'Iviron*, III, n° 74<sup>330-331</sup> (1316): ὑπὲρ ἐννομίου... σὺν τῷ τοπιατικῷ καὶ μανδριατικῷ καὶ τῇ πλανητῇ τῇ εἰς τὴν περιοχὴν τοῦ Κτενίου; *Actes d'Iviron*, IV, n° 87 (1341). L'usage de terrains en altitude doit concerner un autre droit, l'*oreiatikon* (ὀρειαιτικόν). Sur l'*oreiatikon*, voir *Actes de Lavra*, II, n° 109<sup>970</sup> (1321): ὑπὲρ ἐννομίου καὶ ὀρειαιτικοῦ. Cf. KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 234.

53. F. SCHMID, *Byzantinisches Zehntwesen*, *JÖBG* 6, 1957, p. 45-110, ici p. 52; *LBO*, p. 180. À l'époque considérée, on trouve le *balanistrion* surtout dans les *Actes de Chilandar*, Appendice II (1300), p. 295; PETIT, *Chilandar*, n° 45 (1319), n° 60 (1321), n° 61 (1321), n° 70 (1321), n° 71 (1321), n° 138 (1351). Cf. KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 234.

54. F. DÖLGER (*Schatzkammern*, p. 146-147) a considéré l'*orikè* comme un droit de pâture en montagne. Dans un document du 12<sup>e</sup> siècle pourtant, l'*orikè* est mentionnée comme un droit d'exploitation du bois forestier; voir *Actes d'Iviron*, III, n° 54<sup>4</sup> (12<sup>e</sup> siècle): ὀρικὴν δέ, ὡσάκις ἐδέετο ξύλων, τῇ μονῇ τῶν Ἱβήρων παρείχεν τὸ ἐπιβάλεν. Sur l'*orikè*, voir *Actes de Zographou*, n° 23 (1325), n° 27 (1328), n° 31 (1342), n° 32 (1342), n° 33 (1342), n° 34 (1342), n° 37 (1346); MM, V, p. 83 (1319); GUILLOU, *Prodrome*, n° 8 (1318), n° 9 (1321), n° 10 (1321), n° 19 (1326), n° 20 (1326), n° 24 (1329), n° 26 (1332), n° 39 (1345); *Actes de Chilandar*, n° 42 (1319), n° 43 (1319), n° 44 (1319); PETIT, *Chilandar*, n° 45 (1319), n° 60 (1321), n° 61 (1321), n° 62 (1321), n° 63 (1321), n° 70 (1321), n° 71 (1321), n° 113 (1327), n° 138 (1351); *Actes d'Iviron*, IV, n° 90 (1346); *Actes de Philothée*, n° 9 (1346); *Actes d'Esphigmenou*, n° 22 (1346). Dans un chrysobulle d'Andronic II pour la ville de Monemvasie, on trouve entre autres charges l'*oreinë* (ὀρεινή): MM, V, p. 166 (1317). Cf. ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Fiscalité*, p. 84; KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 234.

55. Il n'apparaît pas clairement si ce droit avait un sens fiscal. Voir *Actes de Xénophon*, n° 4 (1300), n° 5 (1300), n° 12 (1318), n° 13 (1320), n° 17 (1322). Cf. KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 235.

56. *Actes d'Iviron*, III, n° 70<sup>107</sup> (1301): ὑπὲρ τέλους τῶν ἐκεῖσε δύο μυλῶνων, n° 75 (1318), n° 79 (1320); *Actes de Lavra*, II, n° 109 (1321); *Actes d'Esphigmenou*, n° 14 (1318); *Actes de Zographou*, n° 15 (1315?); PETIT, *Chilandar*, n° 92 (1323). Voir aussi *Actes de Vatopédi*, I, n° 29 (1300): ὑπὲρ τοῦ ἐν τῇ αὐτῇ περιοχῇ μυλωκοπίου ὑπέρπυρα α΄; *Actes de Vatopédi*, II, n° 81 (1338). Cf. KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 235.

57. *Actes d'Iviron*, III, n° 70<sup>157</sup> (1301): εἰς τὰ Λιβάδια μετόχιον τῆς αὐτῆς μονῆς ὁ Ἅγιος Ἰωάννης ὁ Πρόδρομος μετὰ τῶν δικαίων καὶ προνομίων αὐτοῦ καὶ τῆς ἐκεῖσε τελουμένης πανηγύρεως εἰς ὑπέρπυρα δύο, n° 74 (1316), n° 75 (1318), n° 79 (1320); *Actes de Lavra*, II, n° 104<sup>168</sup> (1317): ὑπὲρ τῆς τελουμένης πανηγύρεως τοῦ ἁγίου Νικολάου καὶ τῆς Χριστοῦ γεννήσεως ὑπέρπυρα δέκα, n° 109 (1321); *Actes d'Esphigmenou*, n° 14 (1318); MM, V, p. 167 (1317). Cf. KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 235.

58. LEMERLE, *Chrysobulle* (1294): ἀλλὰ διατηρεῖσθαι ἀνώτερα τῶν κατὰ χώραν ἐπερχομένων δημοσιακῶν ἐπηρεϊῶν καὶ συζητήσεων, ἥγουν... ἀπαιτήσεως ἀλωπίων; *Actes d'Iviron*, III, n° 58 (1259), n° 72 (1310).

59. Voir DÖLGER, *Schatzkammern*, p. 109; *LBO*, p. 100-101; KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 235.

### c. *Les corvées*

Dès l'Antiquité tardive, la fiscalité s'appuya sur l'attestation et la perception des impôts ordinaires et extraordinaires et sur la prestation, de la part des contribuables, de services gratuits à l'État<sup>60</sup>. L'*aggareia* (ἀγγαρεία) et la *paraggareia* (παρραγγαρεία)<sup>61</sup> appartiennent à ce genre de services. L'*aggareia* (la corvée) pouvait être imposée par l'État (corvée publique) ou par des particuliers (corvée particulière), qu'il s'agisse de propriétaires fonciers, de l'Église ou de monastères<sup>62</sup>. La corvée publique consiste dans la réquisition des animaux et des charrettes pour assurer les transports publics, dans le louage obligatoire de bêtes ou la vente obligatoire de produits agricoles à l'État et, enfin, dans le travail gratuit offert à l'État. La corvée grevait les habitants des villes et des communautés rurales disséminées sur les routes principales de l'Empire. L'imposition de la corvée aux habitants des villes et des communautés qui se trouvaient sur des routes détournées est généralement connue comme *paraggareia*<sup>63</sup>. La corvée publique concernait aussi les bateaux de transport<sup>64</sup>.

La corvée particulière grevait les paysans et les parèques, qui étaient obligés de mettre leurs bêtes à la disposition des officiers d'État en tournée dans la province et des propriétaires fonciers pour divers travaux dans leur domaine<sup>65</sup>.

À l'époque que nous examinons, la corvée a d'abord le sens générique du travail obligatoire et gratuit<sup>66</sup>. L'*aggareia* publique est d'ordinaire mentionnée parmi les autres charges et obligations qui pèsent sur la propriété, les parèques, les animaux. Le bénéficiaire d'un privilège impérial est habituelle-

60. KARAYANNOPULOS, *Finanzwesen*, p. 178 s.; STAVRIDOU-ZAFRAKA, *Αγγαρεία*, p. 23.

61. STAVRIDOU-ZAFRAKA, *Αγγαρεία*, p. 23.

62. STAVRIDOU-ZAFRAKA, *Αγγαρεία*, p. 25.

63. Voir surtout STAVRIDOU-ZAFRAKA, *Αγγαρεία*, p. 25-38. Selon N. OIKONOMIDÈS (*Fiscalité*, p. 106-107), le terme *paraggareia* désignait, au 10<sup>e</sup> siècle, l'obligation «pour le paysan à emprunter, pour servir l'État, une route détournée pour se rendre à un endroit où il irait n'importe comment de son propre gré».

64. STAVRIDOU-ZAFRAKA, *Αγγαρεία*, p. 39-40. Sur la corvée des bateaux, voir aussi ROUILLARD, *Taxes maritimes*, p. 280-281.

65. STAVRIDOU-ZAFRAKA, *Αγγαρεία*, p. 45-50.

66. Voir *Έγγραφα Πάτμου*, A', n° 35<sup>6</sup> (1269): οἱ τὰ δημόσια διενεργούντες ἀγγαρεύουσι τούτους παρὰ τὴν συνήθειαν; MM, VI, p. 220 (1267-1307): τοὺς καλογήρους καὶ τοὺς παροίκους αὐτῶν... μηδὲν τοὺς βαρίνη καὶ ἀναγκάζη νὰ δίδουσιν τὸ βόδι τοὺς, ἀλλ' οὐδὲ ἀνθρώπους τινὰς νὰ δίδουσιν τοῖς καστελλάνοις ἢ διὰ νὰ σπεύρωσιν ἢ διὰ νὰ ἀλωνεύουσιν ἢ διὰ νὰ λιχνίζουσιν καὶ νὰ κοσκινίζουσιν σιτάρην... εἰ μὴ οἱ λεχθέντες καλόγηροι καὶ οἱ χωριάται τῶν νὰ εἶναι ἐλεύθεροι τῆς τοιαύτης καὶ ὁμοίας ἀγγαρίας; MILLET, *Inscriptions byzantines*, n° IV (1320); *Έγγραφα Πάτμου*, A', n° 43<sup>1-7</sup> (1321): πρὸ καιροῦ ὥρισεν ἡ βασιλεία μου καὶ ἀπελύθη πρόσταγμα πρὸς τὸν... Τζυραπην... καὶ παραδέδωκε πρὸς τὴν κατὰ τὴν Πάτμον σεβασμίαν μονήν, τὴν εἰς ὄνομα τιμωμένην τοῦ ἁγίου ἀποστόλου καὶ εὐαγγελιστοῦ Ἰωάννου τοῦ Θεολόγου, γῆν ὅσπην παραδέδωκε · διὰ κυβέρνησιν δὲ ταύτης ἔταξε καὶ τινὰς τῶν ἐν τῇ τοιαύτῃ νήσῳ δημοσιακῶν παροίκων, ἵνα διδῶσι πρὸς τοὺς μοναχοὺς, τοὺς μέλλοντας κατασπερεῖν τὴν ρηθείσαν γῆν, ἀγγαρείας εἰς τὰς ἐργασίας αὐτῶν; PETIT, *Chilandar*, n° 92<sup>148-150</sup> (1323): ὑπὲρ τῆς εἰς τὸ αὐτὸ χωρίον ἐν διαφόροις τοποθεσίαις οὗσης ἀρίστης γῆς τῆς καὶ ὀφειλομένης κατακάμνεσθαι μετὰ τῆς ἀγκαρίας τῶν παροίκων; MM, V, p. 173 (15<sup>e</sup> siècle): καὶ οὐδὲν ἔχη τις ἐπ' ἀδείας ποτέ, κἄν τε κεφαλὴ ἔνι, κἄν τε ἄρχων, κἄν τις ἄλλος αὐθεντικὸς ἄνθρωπος, ποιῆσαι ἀγγαρείαν οὔτε εἰς αὐτοὺς, οὔτε εἰς τὰ ζῶα αὐτῶν, οὔτε εἰς τὰ τούτων πλευσίματα.

ment libéré de la corvée publique<sup>67</sup>. La corvée inclut en outre les journées de travail que les parèques sont obligés de fournir annuellement à leur seigneur. Les sources de l'époque mentionnent la semaine de travail obligatoire, les douze jours pleins, les vingt-quatre jours de travail ou encore τὰς ἀποτεταγμένας αὐτοῖς ἀγγραφείας κατὰ τὴν τετυπωμένην συνήθειαν<sup>68</sup>. Est aussi attestée la corvée imposée à des bateaux, mais cela ne concerne pas les monastères jouissant de privilèges et les villes commerciales italiennes, surtout Venise, qui sont actives dans l'Empire<sup>69</sup>. Il semble que l'État byzantin recourait à la corvée des bateaux dans des cas plutôt extraordinaires pour équiper la flotte de guerre. L'historien Doukas mentionne qu'au début du 15<sup>e</sup> siècle, après une bataille victorieuse contre les Byzantins, les Turcs εἰς τοὺς Χριστιανοὺς ἐτέραν ἔρευναν ἐρευνήσαντες, καὶ τοὺς μὲν ἀγγαρικῶ τρόπῳ εἰσαχθέντας ἐν τῷ στόλῳ τὴν ζωὴν ἐδωρήσαντο<sup>70</sup>.

Dans les sources de l'époque, la *paraggareia* apparaît parmi les autres charges et les obligations fiscales des parèques envers leur seigneur<sup>71</sup>.

67. Voir MM, V, p. 12-13 (1259); LEMERLE, *Chrysobulle* (1294): ἀλλὰ διατηρεῖσθαι ἀνώτερα τῶν κατὰ χώραν ἐπερχομένων δημοσιακῶν ἐπιχειρῶν καὶ συζητήσεων, ἡγουν ἀγγραφείας, ἀβιωτικίου, ζημίας, ψωμοζημίας...; *Actes de Vatopédi*, I, n° 30 (1301); *Actes de Kulumus*, n° 10 (1321); PETIT, *Chilandar*, n° 92 (1323); *Actes d'Esphigménou*, n° 23 (1347?), n° 31 (1409?), Appendice A (1259); *Actes de Zographou*, n° 32 (1342), n° 37 (1346); *Actes de Vatopédi*, II, n° 93 (1346), n° 97 (1348); *Actes de Docheiariou*, n° 25 (1349); GUILLOU, *Prodrome*, n° 46 (1355); BÉNOU, *Prodrome*, n° 215<sup>8-12</sup> (14<sup>e</sup> siècle): ἵνα οὐδὲν εὐρίσκωσιν οἱ τοιοῦτοι Ἰουδαῖοι καταδυναστεῖαν τινὰ καὶ κατατριβὴν καὶ ζημίαν παρὰ τῶν κατὰ καιροὺς ἐκείσε κεφαλαιτικούντων ἢ τὰ δημόσια διενεργούντων, ἀλλ' ἵνα καθέλκονται ἀγγραφείας καὶ ἕτερα ἐπιβλαβὴ καὶ κακωτικά, ἀλλ' ἵνα μένοντες ἀπὸ τούτων ἀνενόχλητοι καὶ ἀδιάσειστοι; *Actes de Lavra*, III, n° 155<sup>21-23</sup> (1404). Sur la corvée des *zeugaria*, voir *Actes de Lavra*, II, n° 71 (1259), n° 89 (1298); *Actes de Lavra*, III, n° 118 (1329). Cf. STAVRIDOU-ZAFRAKA, *Αγγραφεία*, p. 25-26; ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Αγροτικό περίσσευμα*, p. 200.

68. Voir *Actes d'Iviron*, III, n° 70<sup>457</sup> (1301): ἀγγραφείας πανημερίους ὑπὲρ ὅλου τοῦ ἐνιαυτοῦ τὰς συνήθεις καὶ τὰ τοῦ ἔτους τρία κανίσκια, n° 74<sup>337</sup> (1316): ἔχειν τε ἀφ' ἐνὸς ἐκάστου τῶν ἀναγεγραμμένων παροίκων ὑπὲρ ὅλου ἐνιαυτοῦ ἀγγραφείας πανημερίους εἰκοσιτέσσαρας μεθ' οἷας εὐρίσκεται ἕκαστος ἔχων δυνάμεως... καὶ τὰ συνήθη τετυπωμένα τρία κανίσκια, n° 75 (1318); *Actes de Lavra*, II, n° 74 (1284), n° 104 (1317); *Actes d'Esphigménou*, n° 7 (1283/4 ou 1298/9) [une semaine], n° 14 (1318) [12 jours], n° 16 (1321); *Actes de Xénophon*, n° 15 (1321), n° 16 (1321); *Actes de Xéropotamou*, n° 18c (1317/8); *Actes de Zographou*, n° 17 (1320).

69. MM, V, p. 12-13 (1259): Καὶ τὰ σανδάλια ταύτης, ἅπερ ἔχει ἐξκουσευόμενα ἀπὸ πάσης ἐπιχειρίας καὶ ὀχλήσεως ἡγουν κουμερκίου καὶ ἀγγραφίας παντοίας καὶ τῶν λοιπῶν ζητημάτων; *Acta Albaniae Veneta*, n° 64 (1324); MM, III, p. 101 (1324): ἄνευ τῆς τυχοῦσης δόσεως κομμερκίου, σκαλιατικοῦ, ἀγγραφείας; MM, V, p. 173 (15<sup>e</sup> siècle): καὶ οὐδὲν ἔχη τις ἐπ' ἀδείας ποτέ, κἂν τε κεφαλὴ ἐνι, κἂν τε ἄρχων, κἂν τις ἄλλος αὐθεντικὸς ἄνθρωπος, ποιῆσαι ἀγγραφείαν οὔτε εἰς αὐτούς, οὔτε εἰς τὰ ζῶα αὐτῶν, οὔτε εἰς τὰ τούτων πλευσίματα.

70. DOUKAS (Bonn), p. 110.

71. *Actes d'Esphigménou*, Appendice A (1259); MM, V, p. 13 (1259); *Actes de Lavra*, II, n° 72 (1263); MM, IV, p. 352 (1266); *Actes de Philothée*, n° 3<sup>94-98</sup> (1287): διατηρηθήσονται τὰ προσόντα τῇ δηλωθείσῃ σεβασμῇ μονῇ καὶ ἀπὸ πάσης δόσεως δημοσιακῆς, ἥτοι ἀγγραφίας, παραγγραφίας, καστροκτισίας, κατεργοκτισίας, ἐξελάσεως πεζῶν, κονταράτων, ἀπλήκτου, μητάτου, ἐννομίου, συνδοσίας, ἀέρος καὶ πάσης ἄλλης καὶ παντοίας ἐπιχειρίας τε καὶ ἐπιθέσεως ὑπερκείμενα; *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', n° 43 (1321); *Actes d'Esphigménou*, n° 31 (1409?). Cf. ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Fiscalité*, p. 106-107.

Comme d'autres prestations, la corvée pouvait être remplacée par un paiement en espèces, lequel est probablement exprimé par le mot δόσις dans les documents de l'époque considérée<sup>72</sup>. La somme payée par les parèques était proportionnelle à leur condition économique<sup>73</sup>.

À côté de l'*aggareia* et de la *paraggareia*, on trouve dans les sources certains services plus spécialement destinés aux parèques. L'ἐκφόρησις καὶ μετακομιδὴ ἄλατος, le transport obligatoire du sel, fait fréquemment partie des charges fiscales<sup>74</sup>. Le ξυλάχυρον<sup>75</sup>, le ξυλόσυρμα<sup>76</sup>, la καμίνων καῦσις<sup>77</sup> étaient sans doute des charges portant sur le transport ou l'usage de produits de bois (charbon, bois)<sup>78</sup>. À côté de la corvée, on peut citer aussi parmi les ἐπήρειαι la *zèmia* (ζημία) et la *psòmozèmia* (ψωμοζημία). La *zèmia* est souvent cantonnée entre la *paraggareia* et la *psòmozèmia*<sup>79</sup>, mais on ne dispose pas d'informations sur cette charge. S'agissait-il d'un droit régalien, comme le mentionne F. Dölger<sup>80</sup>? Quant à la *psòmozèmia*, elle

72. Voir *Actes de Philothée*, n° 3 (1287); MILLET, *Inscriptions byzantines*, n° IV (1320): διατηρηθήσονται γὰρ ταῦτα πάντα ἀνώτερα παντάπασι δημοσιακῆς ἐπηρείας καὶ συζητήσεως, καὶ λοιπῆς ἄλλης πάσης κατατριβῆς καὶ ὀχλήσεως · ἡγουν δόσεως ἐννομίου ἀγγαρείας · καστροκτισίας · σιταρκίας · καταθέσεως βρωσίμων · καὶ ποσίμων · καὶ ἀλλοίων εἰδῶν; MM, V, p. 261 (1342); *Actes de Zographou*, n° 37 (1346). Cf. STAVRIDOU-ZAFRAKA, *Αγγαρεία*, p. 50-51.

73. Voir *Actes de Lavra*, III, n° 165<sup>20-21.37-38</sup> (1420): εἴ τις δὲ ἀγγαρεία ἢ συντέλεια γένηται κοινὴ εἰς τὰ λοιπὰ χωρία, ὀφείλουσι καὶ οἱ ἐν τῷ τοιούτῳ χωρίῳ εὐρισκόμενοι ἄνθρωποι τὸ ἀνήκον ἀποδιδόναι ὡς καὶ αἱ ἄλλαι πᾶσαι χώραι... πρὸς δὲ τὴν μονήν, ἐπεὶ οὐ διδόασιν ἀγγαρείας, ὀφείλουσι διδόναι οἱ μὲν ζευγαράτοι ἀνὰ νομίσματα τέσσαρα, οἱ δὲ βοϊδάτοι ἀνὰ νομίσματα τρία ἡμισυν, οἱ ἄργοι ἀνὰ νομίσματα τρία καὶ αἱ χῆραι ἀνὰ ὑπέρπυρον ἓν. Cf. STAVRIDOU-ZAFRAKA, *Αγγαρεία*, p. 51-52.

74. *Actes de Lavra*, II, n° 89 (1298); *Actes de Lavra*, III, n° 118<sup>193</sup> (1329): οὔτε εἰς ἐκφόρησιν καὶ μετακομιδὴν ἄλατος... L'exemption de l'ἀναζήτησιν ἢ ἐξέτασιν τοῦ ἄλλοτρίου ἄλατος avait à voir avec le contrôle si le contribuable possédait, à part de son propre sel, celui d'autrui, qui échappait à l'imposition. Voir *Actes de Zographou*, n° 23 (1325), n° 26<sup>92-94</sup> (1327): καὶ οὐδὲ οἱ ποιοῦντες τὴν ἀναζήτησιν καὶ συστολὴν τοῦ ἄλλοτρίου ἄλατος ἵνα ἐπάγωσιν ὅλως εἰς αὐτὰ ἀπὸ συκοφαντίας καὶ διαβολῆς ζημίαν καὶ ἐπίθεσιν, n° 27 (1328), n° 32 (1342), n° 33 (1342), n° 34 (1342), n° 37<sup>40-46</sup> (1346): ἀνώτερα ἀπὸ πασῶν τῶν κατὰ χώραν ἐπερχομένων ἐπηρεϊῶν τὴν καὶ δόσεων... ναὶ μὴν τῆς ἐξετάσεως τοῦ ἄλλοτρίου ἄλατος καὶ ἀπὸ πασῶν ἄλλων δόσεων καὶ συζητήσεων. Cf. ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Αγροτικὸ περίσσευμα*, p. 200; DÖLGER, *Gebührenwesen*, p. 17; LBO, p. 93.

75. MM, V, p. 166 (1317), parmi d'autres charges. Il se trouve souvent à côté de l'*aggareia* et de la *psòmozèmia*; voir *Actes de Zographou*, n° 32 (1342), n° 33 (1342), n° 34 (1342), n° 37 (1346); *Actes de Vatopédi*, II, n° 93 (1346), n° 97 (1348), n° 109 (1356); *Actes d'Esphigménou*, n° 23 (1347 ?); PETIT, *Chilandar*, n° 138 (1351); GUILLOU, *Prodrome*, n° 26<sup>67</sup> (1332): μηδὲ εἰς δόσιν κατέλκειν τούτους ξυλάχυρον, n° 39 (1345); *Actes d'Iviron*, IV, n° 90 (1346); *Actes de Xénophon*, n° 29 (1352). Cf. DÖLGER, *Regesten*, 5, n° 2874 et n° 2875 (1342).

76. *Actes d'Iviron*, III, n° 58 (1259), n° 72 (1310).

77. *Actes d'Iviron*, III, n° 58 (1259), n° 72 (1310).

78. Selon F. DÖLGER (*Schatzkammern*, p. 109), la καμίνων καῦσις correspondait à la παροχὴ καρβάνων au 11<sup>e</sup> siècle. De même, le ξυλάχυρον et le ξυλόσυρμα étaient probablement d'autres désignations du καταβιβασμοῦ οἰασδήποτε ξυλῆς. Cf. ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Fiscalité*, p. 107; KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β'*, p. 237.

79. MM, V, p. 13 (1259): εἴ τι γὰρ εὐρημένον ἐστὶ τοῖς κακουργοῦσιν ἢ εὐρεθήσεται, εἴτε ἀγγαρείας ἐπινόημα ἢ παραγγαρείας ἢ ζημίας ἢ ψωμοζημίας...; *Actes de Lavra*, II, n° 72 (1263); LEMERLE, *Chrysobulle* (1294); *Actes d'Iviron*, III, n° 58 (1259), n° 72 (1310); *Actes de Kutlumus*, n° 10 (1321); *Actes de Vatopédi*, II, n° 93 (1346).

80. DÖLGER, *Regesten*, 4, n° 2320 (1310).

apparaît dans les sources du 11<sup>e</sup> siècle. Il s'agit de l'obligation de préparer et de fournir du pain<sup>81</sup>. À l'époque considérée, elle est présentée parmi d'autres charges, le plus fréquemment à côté de l'*aggareia*, de la *paraggareia* et de la *zèmia*<sup>82</sup>.

La corvée en tant que travail personnel obligatoire est liée à certaines charges extrêmement importantes, telles que la *kastroktisia* (καστροκτισία), la *katergoktisia* (κατεργοκτισία), le *bigliatikon* (βιγλιατικόν)<sup>83</sup>. La *kastroktisia* apparaît à l'époque moyenne et concerne le travail personnel obligatoire dans la construction ou l'entretien des forteresses. Dès le 11<sup>e</sup> siècle, cette obligation se transforme en redevance régulière en espèces<sup>84</sup>. À l'époque tardive, la *kastroktisia* est cantonnée avec les autres charges fiscales tantôt à côté de la *sitarkia* (σιταρκία) et de l'*orikè*, ou à côté de la *katergoktisia* et d'autres charges<sup>85</sup>. À part quelques exceptions, les bénéficiaires d'un privilège impérial sont exemptés de la *kastroktisia*<sup>86</sup>.

81. *Actes de Lavra*, I, n° 48 (1086). On trouve aussi la *psômozèmia* dans les *Lettres* de THÉOPHYLACTE, n° 19 (1092/3), p. 195. Selon D. XANALATOS (*Beiträge*, p. 49), cette obligation avait surtout trait à la concession des rations à l'armée. Cf. ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Fiscalité*, p. 108-109; ΠΑΠΑΓΙΑΝΝΗΣ, *Φορολογικές πληροφορίες*, p. 397.

82. MM, V, p. 13 (1259); *Actes de Lavra*, II, n° 72<sup>83-85</sup> (1263): ἀνώτερα ταῦτα πάντα διατηρεῖν ἀπὸ πάσης καὶ παντοίας ἐπιτελείας καὶ συζητήσεως, ἥγουν ἀγγραρείας, παραγγαρείας, ζημίας, ψωμοζημίας...; LEMERLE, *Chrysobulle* (1294); *Actes de Koutlunus*, n° 10 (1321); *Actes d'Iviron*, III, n° 58 (1259), n° 72 (1310); DÖLGER, *Regesten*, 4, n° 2824 (1336); *Actes de Zographou*, n° 32 (1342), n° 37 (1346); *Actes d'Esphigménou*, n° 23 (1347 ?), n° 31 (1409 ?), Appendice A (1259); GUILLOU, *Prodrome*, n° 46 (1355); *Actes de Vatopédi*, II, n° 93 (1346), n° 97 (1348). Cf. ΚΟΝΤΟΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΥ, *Ανδρόνικος Β'*, p. 237.

83. STAVRIDOU-ZAFRAKA, *Αγγραρεία*, p. 32.

84. STAVRIDOU-ZAFRAKA, *Αγγραρεία*, p. 32. Cf. DÖLGER, *Gebührenwesen*, p. 247-248; S. TROIANOS, *Kastroktisia*, *Βυζαντινά* 1, 1969, p. 39-57; ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Αγροτικό περίσσευμα*, p. 199; ΚΟΝΤΟΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΥ, *Ανδρόνικος Β'*, p. 237.

85. MM, V, p. 13 (1259); MM, IV, p. 332 (1272), p. 335 (1274): καὶ εἰς τὸ ἐξῆς ἡ διαληφθεῖσα τοῦ τιμίου μου Προδρόμου σεβασμία μονὴ ἀνενοχλήτως, ἀδιασειστώως, ἀναφαίρετως, ἀναποσπαστώως, ἀνεπηρέαστως καὶ ἔξω πάσης καὶ παντοίας δημοσιακῆς ἐπιτελείας καὶ συζητήσεως, ἀνευ μέντοιγε τοῦ ἐνὸς μόνου τούτου κεφαλαίου τῆς καστροκτισίας · τοῦτο γὰρ ὡς κοινωφελὲς καὶ παρὰ τῶν τοιούτων τῆς μονῆς κτημάτων ἀπαιτηθῆσεται; *Actes d'Iviron*, III, n° 58 (1259), n° 72 (1310); *Actes de Docheiariou*, n° 9 (1280/1), n° 25 (1349); *Actes de Lavra*, II, n° 71 (1259), n° 72 (1263), n° 89 (1298); *Actes de Lavra*, III, n° 118 (1329); *Actes de Philothée*, n° 3 (1287), n° 4 (1287), n° 9 (1346); *Actes d'Esphigménou*, n° 22 (1346), n° 23 (1347 ?); *Actes de Zographou*, n° 23 (1325), n° 27 (1328), n° 31 (1342), n° 32 (1342), n° 33 (1342), n° 34 (1342), n° 37 (1346), n° 50 (1378); MM, IV, p. 352 (1266); MM, V, p. 82 (1319), p. 166 (1317); MILLET, *Inscriptions byzantines*, n° IV (1320), n° V (1322); GUILLOU, *Prodrome*, n° 8 (1318), n° 9 (1321), n° 10 (1321), n° 19 (1326), n° 20 (1326), n° 24 (1329), n° 26 (1332), n° 39 (1345), n° 46 (1355); *Actes de Chilandar*, n° 42 (1319), n° 43 (1319), n° 44 (1319); *Actes de Vatopédi*, II, n° 92 (1345), n° 97 (1348); PETIT, *Chilandar*, n° 45 (1319), n° 60 (1321), n° 61 (1321), n° 62 (1321), n° 63 (1321), n° 70 (1321), n° 71 (1321), n° 113 (1327), n° 138 (1351); *Actes de Xénophon*, n° 29 (1352); *Actes de Saint-Pantéléemôn*, n° 11 (1353).

86. MM, IV, p. 332 (1272) [l'empereur Michel VIII a exempté le monastère de Makrinitissa de tout impôt envers le fisc sauf la *kastroktisia* et la *katergoktisia*], p. 335 (1274); MM, V, p. 82 (1319): ἔτι ἵνα οὐδὲ καστροκτισίας ἀπαιτήσεις γίνηται εἰς αὐτοὺς ἐνεκεν ἐτέρου κάστρου, εἰ μὴ ὑπὲρ μόνου τοῦ κάστρου αὐτῶν ὀφείλουσιν ἀγωνίζεσθαι, ὡς ἐνδέχεται, εἰς τὴν ἐπιμέλειαν καὶ περιποίησιν αὐτοῦ. En 1318 Andronic II exempte aussi le monastère de Saint-Jean-Prodrome sur le mont Ménécée de toute charge sauf la *sitarkia*, la *kas-*

La *katergoktisia* apparaît dans les sources au 11<sup>e</sup> siècle. Il s'agit du travail personnel et gratuit pour la construction d'un navire. Imposé dans les régions côtières, ce travail pouvait être remplacé par une redevance en espèces<sup>87</sup>. Durant l'époque considérée, la *katergoktisia* apparaît dans les listes d'exemption dont jouissaient les bénéficiaires des privilèges impériaux et elle était rangée à côté de l'obligation de fournir l'équipage d'un navire (l'ἐξέλασις ou l'ἐκβολή ou l'ἀπαίτησις ou la δόσις πλωϊμῶν)<sup>88</sup>.

Le *bigliatikon* apparaît dans les sources au 13<sup>e</sup> siècle. Il s'agit du paiement pour le rachat du service du garde de forteresse<sup>89</sup>. À l'époque tardive, le *bigliatikon* fait partie des *épereiāi* dont le bénéficiaire d'un privilège est en général exonéré<sup>90</sup>.

#### d. Les autres droits du fisc

Parmi les impôts supplémentaires que les contribuables devaient verser à l'époque des Paléologues, on peut citer l'*aēr* (ἀήρ), une amende judiciaire qui

*troktisia*, l'*orikē*, le *phonos* et l'*heurēsis thēsaurou*. Un peu plus tard cependant (1321), l'empereur exempta le monastère de la *sitarkia*, de l'*orikē*, de la *kastroktisia* et de l'*ennomion*. Voir GUILLOU, *Prodrome*, n° 8<sup>15-20</sup> (1318): ἀνωτέρους πάσης καὶ παντοίας δημοσιακῆς ἐπιρρείας καὶ συζητήσεως, ἄνευ μέντοι τοῦ κεφαλαίου τῆς σιταρκίας, τῆς καστροκτισίας, τῆς ὀρικῆς, τοῦ φόνου καὶ τῆς εὐρέσεως τοῦ θησαυροῦ · ταῦτα γὰρ καὶ μόνον ὀφείλουσιν ἀπαιτεῖσθαι ἐξ αὐτῶν, καθὼς καὶ ἐν πᾶσι κτήμασι καὶ αὐτοῖς τοῖς χρυσοβουλλάτοις ἐστὶ συνήθεια ἀπαιτεῖσθαι ταῦτα ὑπὲρ τῶν κοινῶν δουλειῶν καὶ τῆς κοινῆς χρήσεως, n° 9<sup>47-49</sup> (1321): οὕτε γὰρ τὸ τῆς σιταρκίας κεφάλαιον ἀπαιτηθῆσεται ἀπὸ τῶν κτημάτων αὐτῆς οὐτε τὸ τῆς ὀρικῆς καὶ τῆς καστροκτισίας καὶ τοῦ ἐννομίου, ἀλλὰ συντηρηθῆσεται καὶ ἀπὸ τούτων ἀνενόχλητος πάντῃ καὶ ἀναπαίτητος, n° 19<sup>8-20</sup> (1326): διατηρεῖσθαι τὰ προσόντα τῇ τοιαύτῃ μονῇ κτήματα ἀνώτερα πάσης κατατριβῆς καὶ δημοσιακῆς ὀχλήσεως καὶ συζητήσεως, ἀλλὰ δὴ καὶ ἀπ' αὐτῆς τῆς ἀπαιτήσεως τοῦ κεφαλαίου τῆς σιταρκίας, τῆς ὀρικῆς καὶ τῆς καστροκτισίας.

87. MM, V, p. 13 (1259), p. 166 (1317); *Actes d'Ivion*, III, n° 58 (1259), n° 72 (1310); *Actes de Lavra*, II, n° 89 (1298); *Actes de Philothée*, n° 3 (1287), n° 4 (1287). Cf. OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 111.

88. Selon notre documentation, la *katergoktisia* est exigée par l'État en 1272 (chrysobulle de Michel VIII pour le monastère de Makrinitissa): MM, IV, p. 332 (1272). Sur la *katergoktisia*, voir aussi MM, V, p. 13 (1259); *Actes d'Ivion*, III, n° 58 (1259), n° 72 (1310); *Actes de Docheiariou*, n° 9 (1280/1); *Actes de Lavra*, II, n° 72 (1263), n° 89 (1298); *Actes de Lavra*, III, n° 118 (1329); *Actes de Philothée*, n° 3 (1287), n° 4 (1287); MM, V, p. 166 (1317); PETIT, *Chilandar*, n° 45 (1319), n° 60 (1321), n° 61 (1321), n° 70, n° 71 (1321), n° 138 (1351); *Actes d'Esphigménou*, n° 23 (1347?); *Actes de Saint-Pantéléemôn*, n° 11 (1353). Cf. DÖLGER, *Gebührenwesen*, p. 247-248; STAVRIDOU-ZAFRAKA, *Αγγραεία*, p. 33; OIKONOMIDÈS, *Αγροτικό περίσσευμα*, p. 199; ΜΑΝΙΑΤΉ-ΚΟΚΚΙΝΗ, *Δωρεές*, p. 34 et 38; KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β'*, p. 237-238.

89. MM, V, p. 83 (1319). Cf. LEMERLE, *Chrysobulle*, p. 444; STAVRIDOU-ZAFRAKA, *Αγγραεία*, p. 32-33; LBO, p. 193-194. Selon N. OIKONOMIDÈS (*Role*, p. 1038), le *bigliatikon* assurait la protection des forteresses contre les pirates.

90. *Actes d'Ivion*, III, n° 58 (1259), n° 72 (1310); LEMERLE, *Chrysobulle* (1294); MM, V, p. 166 (1317); PETIT, *Chilandar*, n° 45 (1319), n° 60 (1321), n° 61 (1321), n° 70, n° 71 (1321), n° 138 (1351); *Actes de Vatopédi*, II, n° 81 (1338), n° 93 (1346), n° 97 (1348), n° 111 (1358): ὑπὲρ τῆς βίγλας, n° 114 (1359); *Actes de Zographou*, n° 33<sup>72-74</sup> (1342): τοῦ μὴ ἔχειν ἄδειαν τολμῆσαι τις ἐκβαλεῖν τινὰ ἀπὸ τῶν τοιούτων χωρίων τῆς τοιαύτης μονῆς, μήτε βίγλαν πεζὸν ἢ καβαλλάρην; *Actes de Zographou*, n° 34 (1342); *Actes de Docheiariou*, n° 60 (1<sup>er</sup> tiers du 15<sup>e</sup> siècle); MM, III, p. 226 (1450). Sur le *bigliatikon*, voir aussi LBO, p. 193-194; KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β'*, p. 237.



s'est graduellement transformée en imposition permanente.<sup>91</sup> L'*aēr* était calculé d'après l'*oikouménon* des paysans<sup>92</sup> et il fait partie d'une liste d'amendes judiciaires (*phonos*, *parthénophthoria*, *heurésis thésaurou*)<sup>93</sup>. Le bénéficiaire d'un privilège impérial est habituellement libéré de ce versement<sup>94</sup>.

Ce n'était pas toujours le cas avec les amendes judiciaires : le *phonos* (φόνος ou φονικόν, peine pour homicide), la *parthénophthoria* (παρθενοφθορία, peine pour le stupre) et la confiscation des trésors, l'*heurésis thésaurou* (εὔρεσις θησαυροῦ). Le *phonos* était imposé en cas de meurtre avéré. Selon le Digeste, les biens d'un meurtrier «honorable» étaient confisqués par l'État, tandis que la Nouvelle 134 de Justinien accordait les biens du meurtrier à la famille de la victime. Ces dispositions ont été incorporées dans les Basiliques et elles n'étaient appliquées que par les juges sans faire aucune distinction entre elles. A. Laiou, qui a récemment étudié la question, note que les informations sur l'évolution de la pratique au cours du 12<sup>e</sup> siècle ne sont pas claires. Mais au 13<sup>e</sup> siècle le fisc a exercé, suivant le Digeste, le droit de confiscation des biens du meurtrier. Cette pratique a été appliquée par les premiers Paléologues<sup>95</sup>.

91. Sur la provenance du terme *aerikon* et sa signification, il a coulé beaucoup d'encre. Selon F. DÖLGER (Das 'AETIKON', *BZ* 29/30, 1929/30, p. 450-457), il s'agissait à l'origine d'une amende sur les infractions aux règlements de l'urbanisme, qui s'est transformée graduellement en imposition régulière. D'après I. TORNANITIS (À PROPOS DE F. DÖLGER, Das 'AETIKON', *Αρχαίον Βυζαντινὸν Δικαίον* 1, 1930/31, p. 425-437), c'est une amende qui a pris son nom d'un ancien impôt. J. HALDON (Aerikon/Aerika: a Re-Interpretation, *JÖB* 44, 1994, p. 136-142) a considéré l'*aerikon* comme une autre appellation du *dikératon/hexaphollon*. Pour G. OSTROGORSKY (*Féodalité*, p. 116-118) et L. MAKSIMOVIĆ (*Provincial Administration*, p. 234-235), l'*aēr* a gardé à l'époque des premiers Paléologues le sens d'amende, et sa perception avait un rapport avec l'administration de la justice. N. ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ (*Fiscalité*, p. 80-82) a réexaminé les sources et conclu qu'il s'agissait d'une taxe supplémentaire payée en espèces et en nature (9<sup>e</sup>-10<sup>e</sup> siècles). Cette taxe frappait le bétail (10<sup>e</sup>-12<sup>e</sup> siècles) et est transformée en amende vers la fin du 11<sup>e</sup> siècle.

92. Sur l'origine de l'*aerikon*, voir aussi KARAYANNOPULOS, *Finanzwesen*, p. 177-178. Cf. *LBO*, p. 79-80, 83-84; KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 241-242.

93. *Actes de Lavra*, II, n° 72 (1263), n° 104<sup>165-167</sup> (1317): ὑπὲρ ἐννομίου καὶ ἀέρος τῶν τοιούτων παροίκων ἄνευ τῶν τριῶν δημοσιακῶν κεφαλαίων, ἧγουν φόνου, παρθενοφθορίας καὶ εὐρέσεως θησαυροῦ, ὑπέρπυρα εἴκοσιν, n° 105 (1317), n° 109 (1321), n° 112 (1321); *Actes d'Iviron*, III, n° 58 (1259), n° 70 (1301), n° 72 (1310), n° 74<sup>332</sup> (1316): ὑπὲρ ἀέρος τῶν τοιούτων ὅλων παροίκων, ἄνευ φόνου καὶ εὐρέσεως θησαυροῦ, ὑπέρπυρα δεκαοκτώ, n° 75 (1318), n° 79 (1320); *Actes de Kutlumas*, n° 10 (1321); *Actes d'Esphigménou*, n° 7<sup>7-8</sup> (1283 ou 1298): ὑπὲρ ἀέρος ἄνευ μέντοι φονικοῦ, παρθενοφθορίας, θησαυροῦ, n° 14 (1318), n° 22 (1346); *Actes de Philothée*, n° 3 (1287), n° 4 (1287), n° 9 (1346); *Actes de Xéropotamou*, n° 10 (1275), n° 18b (vers 1300); PETIT, *Chilandar*, n° 92 (1323); *Actes de Vatopédi*, I, n° 29 (1300), n° 30 (1301); *Actes de Vatopédi*, II, n° 81 (1338); *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', Appendice B (1326); *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', Appendice C (1331); *Actes d'Iviron*, IV, n° 86 (1341); *Actes de Zographou*, n° 32 (1342), n° 37 (1346).

94. *Actes de Lavra*, II, n° 72 (1263); *Actes d'Esphigménou*, n° 22<sup>33-34</sup> (1346): ἀνώτεροι... τοῦ ἀέρος καὶ πάντων τῶν ἀπαιτουμένων καὶ διδομένων ἐτέρων δημοσιακῶν κεφαλαίων, ἧγουν φόνου, παρθενοφθορίας καὶ εὐρέσεως θησαυροῦ; *Actes de Philothée*, n° 3 (1287), n° 9 (1346); *Actes de Zographou*, n° 32 (1342), n° 37 (1346); *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', Appendice B (1326); *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', Appendice C (1331); *Actes de Docheiariou*, n° 53 (1409).

95. LAIOU, *Débat*, p. 107-108.

Pour l'époque sous examen, le *phonos* figure parmi les impôts supplémentaires dont les bénéficiaires d'un privilège n'étaient pas toujours exemptés<sup>96</sup>. Dans plusieurs cas signalés dans les sources, le *phonos* se présente parmi les exigences auxquelles l'État n'a pas renoncé.

En 1259, le chrysobulle de Michel VIII en faveur du monastère d'Esphigménou du Mont Athos exonère le monastère de toutes ses charges publiques ἄνευ μέντοι τῶν τριῶν κεφαλαίων, τοῦ φονικοῦ δηλαδή, τῆς τοῦ θησαυροῦ εὐρέσεως καὶ τῆς παρθενοφθορίας, ὡς τῶν τοιούτων ἀποκερδαίνεσθαι ὀφειλόντων παρὰ τοῦ μέρους τοῦ δημοσίου<sup>97</sup>.

Le chrysobulle d'Andronic II en faveur de Lavra en 1298 libère le monastère du paiement de *phonikon*, à l'exception d'un meurtre avéré. Dans ce cas l'amende frappe personnellement le meurtrier, non la commune rurale dans son ensemble<sup>98</sup>. Un an plus tard, le même empereur confirme la possession d'une terre à un certain Georges Troulénos et exempte les parèques qui y sont installés de toute charge fiscale ἄνευ μέντοι τοῦ κεφαλαίου, τῆς σιταρκίας, τῆς καστροκτισίας, τῆς ὀρικῆς, τοῦ φόνου καὶ τῆς εὐρέσεως θησαυροῦ · ταῦτα γὰρ καὶ μόνον ὀφείλουσιν ἀπαιτεῖσθαι ἐξ αὐτῶν, καθὼς καὶ ἐν πᾶσι κτήμασι καὶ αὐτοῖς τοῖς χρυσοβουλλάτοις ἔστι συνήθεια ἀπαιτεῖσθαι ταῦτα ὑπὲρ τῶν κοινῶν δουλιῶν καὶ τῆς κοινῆς χρήσεως<sup>99</sup>.

L'exigence du *phonos* et d'autres droits régaliens, comme on va le voir par la suite, a provoqué le mécontentement et les protestations des contribuables, surtout des bénéficiaires des exemptions fiscales. Thomas Magistros est un représentant de cette catégorie de personnes<sup>100</sup>. Devant ces protestations, Andronic II décida de revoir les dispositions sur le *phonos*, sans renoncer pour autant à ses droits économiques. En 1305/6 ou 1307, la « Nouvelle » 26 d'Andronic, qui s'était fondé sur celle du patriarche Athanase (1304), précisait que l'État n'avait le droit de confisquer qu'une partie des biens du meurtrier<sup>101</sup>.

96. *Actes d'Iviron*, III, n° 74<sup>332</sup> (1316) : ὑπὲρ ἀέρος... ἄνευ φόνου καὶ εὐρέσεως θησαυροῦ ; *Actes de Lavra*, II, n° 71 (1259), n° 89 (1298), n° 104 (1317) ; *Actes de Lavra*, III, n° 118 (1329) ; *Actes d'Esphigménou*, n° 7<sup>7-8</sup> (1283 ou 1298) : ὑπὲρ ἀέρος ἄνευ φονικοῦ, παρθενοφθορίας καὶ θησαυροῦ, n° 20 (1334), n° 22 (1346), n° 31 (1409 ?) ; *Actes de Saint-Pantéléèmon*, n° 10 (1311) ; PETIT, *Chilandar*, n° 92 (1323) ; *Actes de Zographou*, n° 26 (1327), n° 27 (1328), n° 32 (1342), n° 33 (1342), n° 34 (1342), n° 37 (1346) ; MM, V, p. 82 (1319), p. 90 (1299) ; GUILLOU, *Prodrome*, n° 8 (1318) ; *Actes de Philothée*, n° 8 (1344), n° 9 (1346).

97. *Actes d'Esphigménou*, Appendice A (1259).

98. *Actes de Lavra*, II, n° 89<sup>179-188</sup> (1298) : ναὶ μὴν διατηρηθήσεται τὰ τοιαῦτα κτήματα ἀνενόχλητα πάντῃ καὶ ἀδιάσειστα καὶ ἐξ αὐτοῦ τοῦ φονικοῦ μὲν ὀνομαζομένου, κακῶς δ' ἐπινενοημένου, ἅτε δὴ τοῦ φόνου οὐκ ἐξ ἐπιβουλῆς ἀνθρώπων ἢ ἄλλης τινὸς τοιαύτης ἐπιχειρήσεως, ἀλλὰ κατὰ τρόπον ἕτερον καὶ τυχηρὰν αἰτίαν συμβαίνοντος · εἰ δέ γε φανερώς καὶ ὁμολογουμένως εὐρεθείη ἄνθρωπος ἄνθρωπον ἀπεκτονῶς τότε δὴ καὶ μόνον ὀφείλει ἀπαιτεῖν ὁ δημόσιος ἐξ αὐτοῦ μόνου τοῦ φονεύσαντος ἢ καὶ ἐτέρων εἰς τοῦτο συνεργησάντων αὐτῷ τὸ ἀνήκον ὑπὲρ τοῦ τοιούτου φόνου, ἐτέρω δέ τινα τῶν μὴ συμπραξάντων μὴ ἐνοχλεῖν ὅλως ὑπὲρ τούτου.

99. GUILLOU, *Prodrome*, n° 8 (1318).

100. THOMAS MAGISTROS, *Περὶ βασιλείας* : PG 145, p. 477-481 ; édition de P. VOLPE CACCIATORE, *Toma Magistro, La regalità. Testo critico, introduzione e indici*, Napoli 1992, p. 63-67. Cf. LAIOU, *Débat*, p. 114.

101. Sur la Nouvelle 26, voir JGR, I, p. 533-536. Cf. N. MATSÈS, *Η Νεαρά του πατριάρχου Αθανασίου περί τριμοιρίας*, *BNJ* 21, 1971-76, p. 177-192 ; M. TOURTOGLOU, *Παρατηρήσεις*

En pratique, l'État traitait le *phonos* selon les circonstances. Ainsi, dans un chrysobulle d'Andronic II en faveur de la métropole de Kanina (Albanie) en 1307, il est expressément stipulé qu'en cas de meurtre avéré les biens du meurtrier seraient confisqués par l'État<sup>102</sup>. Si le meurtrier avait une conjointe et des enfants, ses biens meubles seraient partagés à part égale entre l'État et sa famille<sup>103</sup>. Mais si le meurtrier n'avait pas de famille, tous ses biens meubles seraient confisqués par l'État, tandis que son lot de terre resterait à la métropole<sup>104</sup>. En 1311, le monastère de Saint-Pantéléemôn au Mont Athos est exempté de toutes les charges fiscales, sauf le *phonikon*, la *parthénophthoria*, l'*heurésis thésaurou* et l'*halôniatikon*<sup>105</sup>. En outre, en 1318 Andronic II exempté le monastère de Saint-Jean-Prodrôme de Serrès de toutes les charges sauf la *sitarkia*, la *kastroktisia*, l'*orikè*, le *phonos* et l'*heurésis*<sup>106</sup>, tandis qu'en 1319 le même empereur, dans un chrysobulle en faveur de la ville de Iôannina, confirme la validité des coutumes locales et stipule que ὁ μέλλων ἐμπεσεῖν εἰς φόνον παιδεύηται ὑπὲρ τούτου κατὰ τὴν ἐκεῖσε συνήθειαν<sup>107</sup>.

À partir du déclenchement de la guerre civile entre les deux Andronic, il semble que l'État ait renoncé à exiger le *phonos*<sup>108</sup>.

La *parthénophthoria* était une amende judiciaire imposée en cas de viol et d'infractions similaires. La législation des empereurs isauriens et macédo-

ἐπὶ τῆς φερομένης ὡς Νεαράς 26 τοῦ Ἀνδρονίκου Β' Παλαιολόγου, *Πρακτικά τῆς Ακαδημίας Ἀθηνῶν* 70, 1995, p. 65-87 ; G. NAKOS, *Προβλήματα βυζαντινοῦ Κληρονομικοῦ Δικαίου ἐπὶ Παλαιολόγων. Ἡ λειτουργικὴ ἰσχὺς τῆς Νεαράς 26 τοῦ Ἀνδρονίκου Β' Παλαιολόγου*, Thessalonique 1988 ; LAIOU, *Débat*, p. 115-116, 118.

102. ALEXANDER, *Chrysobull*, p. 180-182.

103. ALEXANDER, *Chrysobull*, p. 181 : ἀπαιτῇ τὸ μέρος τοῦ δημοσίου καὶ ἀναλαμβάνει τὸ ἥμισυ τοῦ κινητοῦ πράγματος αὐτοῦ χάριν φονικοῦ, τὸ δὲ ἐπίλοιπον ἥμισυ κατέχουσιν ἡ γυνὴ καὶ οἱ παῖδες αὐτοῦ ὡς ἂν μὴ τελείως ἐξαπορήσωσιν οὗτοι καὶ ἐκτριβῶσιν.

104. ALEXANDER, *Chrysobull*, p. 181 : εἰ δὲ οὐδὲν εὐρίσκεται ἔχων γυναῖκα καὶ παῖδας αὐτὸς ὁ ἐνεργήσας τὸν φόνον, ὀφείλει τὸ μέρος τοῦ δημοσίου ἀναλαμβάνειν χάριν φονικοῦ τὸ ὅλον κινητὸν πρᾶγμα αὐτοῦ, τὴν δὲ ὑπόστασιν αὐτοῦ καταλαμβάνειν ἀνενόχλητον κατέχεσθαι ἀδιασείστως παρὰ τοῦ μέρους τῆς δηλωθείσης ἀγιωτάτης ἐπισκοπῆς.

105. *Actes de Saint-Pantéléemôn*, n° 10<sup>71-79</sup> (1311) : ἀλλὰ διατηρηθήσεται ταῦτα πάντα καὶ μενοῦσιν ἀνενόχλητα παντελῶς καὶ ἀδιάσειστα ἀπὸ πάσης καὶ παντοίας ἐπηρείας καὶ συζητήσεως τῆς κατὰ χώραν ἐπέρχομένης, ἄνευ μόνων τῶν καθολικῶς τεταγμένων τεσσάρων τούτων κεφαλαίων, ἧγον φονικοῦ παρθενοφθορίας εὐρέσεως θησαυροῦ καὶ ἁλωνιατικοῦ ἥτοι σιταρκίας · ταῦτα γὰρ ὀφείλουσιν ἀπαραιτήτως ἀπαιτεῖσθαι ἐξ αὐτῶν ὥσπερ καὶ ἀπὸ τῶν λοιπῶν πάντων κτημάτων.

106. GUILLOU, *Prodrome*, n° 8<sup>16-17</sup> (1318) : ἀνωτέρους πάσης... δημοσιακῆς ἐπηρείας καὶ συζητήσεως, ἄνευ μέντοι τοῦ κεφαλαίου τῆς σιταρκίας, τῆς καστροκτισίας, τῆς ὀρικῆς, τοῦ φόνου καὶ τῆς εὐρέσεως.

107. MM, V, p. 82 (1319).

108. *Actes de Zographou*, n° 26<sup>59-60</sup> (1327) : οὐδὲ ἔχει ἐπ' ἀδείας ὁ δημόσιος... ἀπαιτεῖν τὸ τυχὸν χάριν τοῦ κεφαλαίου τοῦ φόνου καὶ τῆς παρθενοφθορίας, n° 27 (1328), n° 32 (1342), n° 33 (1342), n° 34 (1342), n° 37 (1346) ; *Actes d'Iviron*, IV, n° 87 (1341), n° 90 (1346). On mentionne notamment un cas en 1334, sous le règne d'Andronic III, où l'empereur exempté le monastère d'Esphigménou [*Actes d'Esphigménou*, n° 20<sup>21-23</sup> (1334)] des autres impôts ἄνευ μέντοι καὶ μόνον τοῦ κεφαλαίου τῆς σιταρκίας ὡς εἴρηται καὶ τῶν τριῶν κεφαλαίων, τοῦ φόνου δηλαδὴ, τῆς παρθενοφθορίας καὶ τῆς τοῦ θησαυροῦ εὐρέσεως, et deux cas en 1344 et 1346 [*Actes de Philothée*, n° 8 (1344), n° 9 (1346)]. Cf. LAIOU, *Débat*, p. 118-120.

niens stipulait que la femme violée avait certains droits sur les biens du coupable<sup>109</sup>. Mais dans les années suivantes, il semble qu'une autre législation ait prévalu en mettant l'État à la place de la femme<sup>110</sup>. La Novelle 26 de 1305/6 ou 1307 confirme le droit de l'État sur les biens du coupable<sup>111</sup>. La *parthénophthoria* fait partie des impôts supplémentaires et figure à côté du *phonos* et de l'*heurésis thésaurou*. Sauf exception, les bénéficiaires d'un privilège impérial étaient libérés du paiement de la *parthénophthoria*<sup>112</sup>.

L'*heurésis thésaurou* était un droit de l'État sur les trésors découverts. Dans l'Antiquité tardive était en vigueur le partage des trésors découverts entre le découvreur et l'État<sup>113</sup>. Plus tard, Nicéphore I<sup>er</sup> exigea la totalité du trésor pour le compte de l'État, tandis que Léon VI stipula que le trésor découvert devait être partagé entre celui qui l'avait découvert et le possesseur de la terre où le trésor avait été trouvé<sup>114</sup>. À l'époque des Paléologues<sup>115</sup>, l'*heurésis thésaurou* est un droit de l'État sur la totalité du trésor<sup>116</sup>.

109. *Éclogè*: éd. L. BURGMANN, *Ecloga. Das Gesetzbuch Leons III. und Konstantinos' V.* (Forschungen zur byzantinischen Rechtsgeschichte Band 10), Löwenklau-Gesellschaft e.V., Frankfurt am Main 1983, p. 17<sup>29</sup>; *Basiliques*: éd. H. J. SCHELTEMA-N. VAN DER WAL, *Basilicorum libri LX*, Groningen 1953-1988, 60.37.79. Cf. M. TOURTOGLOU, *Παρθενοφθορία και εύρεσις θησαυρού*, Athènes 1963, p. 68; LAIOU, *Débat*, p. 108.

110. Selon A. LAIOU (*Débat*, p. 108), il s'agissait d'une législation antérieure à celle des empereurs isauriens et macédoniens.

111. LAIOU, *Débat*, p. 118.

112. *Actes de Lavra*, II, n° 71 (1259), n° 104<sup>166-167</sup> (1317): ὑπὲρ... ἀέρος τῶν τοιοῦτων παροίκων ἄνευ τῶν τριῶν δημοσιακῶν κεφαλαίων, ἡγουν φόνου, παρθενοφθορίας καὶ εὐρέσεως θησαυροῦ; *Actes d'Esphigménou*, n° 7 (1283 ou 1298), n° 22 (1346), n° 31 (1409 ?); PETIT, *Chilandar*, n° 92 (1323); *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', Appendice B (1326); *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', Appendice C (1331); *Actes de Zographou*, n° 26 (1327), n° 27 (1328), n° 32 (1342), n° 33 (1342), n° 34 (1342), n° 37 (1346); *Actes d'Iviron*, IV, n° 87 (1341), n° 90 (1346); GUILLOU, *Prodrome*, n° 39 (1345). On mentionne notamment quatre cas, en 1259, 1311, 1334 et 1344, où les bénéficiaires des exemptions fiscales ne sont pas exemptés du paiement de la *parthénophthoria*; voir *Actes d'Esphigménou*, Appendice A<sup>56-63</sup> (1259): διατηρεῖσθαι ἄνωτέρα πάσης δημοσιακῆς ἐπιτελείας καὶ ὀχλήσεως... ἄνευ μέντοι τῶν τριῶν κεφαλαίων, τοῦ φονικοῦ δηλαδή, τῆς τοῦ θησαυροῦ εὐρέσεως καὶ τῆς παρθενοφθορίας, ὡς τῶν τοιοῦτων ἀποκερδαίνεσθαι ὀφειλόντων παρὰ τοῦ μέρους τοῦ δημοσίου; *Actes de Saint-Pantéléèmon*, n° 10<sup>74-77</sup> (1311): ἄνευ μόνων τῶν καθολικῶς τεταγμένων τεσσάρων τούτων κεφαλαίων, ἡγουν φονικοῦ παρθενοφθορίας εὐρέσεως θησαυροῦ καὶ ἀλωνιατικοῦ ἥτοι σιταρκίας; *Actes d'Esphigménou*, n° 20<sup>21-23</sup> (1334): ἄνευ μέντοι τοῦ κεφαλαίου τῆς σιταρκίας καὶ τῶν τριῶν κεφαλαίων, τοῦ φόνου, τῆς παρθενοφθορίας καὶ τῆς εὐρέσεως θησαυροῦ; *Actes de Philothée*, n° 8 (1344).

113. MORRISON, *Découverte*, p. 332.

114. THÉOPHANE, p. 487 (*Theophanis Chronographia*, I-II, éd. C. DE BOOR, Leipzig 1883-1885, réimpression Hildesheim 1963); *Les Nouvelles de Léon VI le Sage*, éd. P. NOAILLES-A. DAIN, Paris 1944, p. 197-198 (titre de la Novelle: Ὁ αὐτὸς βασιλεὺς Στυλιανῶ τῷ αὐτῷ). Cf. MORRISON, *Découverte*, p. 334-336.

115. *Actes d'Iviron*, III, n° 74<sup>332</sup> (1316): ὑπὲρ ἀέρος τῶν τοιοῦτων ὅλων παροίκων, ἄνευ φόνου καὶ εὐρέσεως θησαυροῦ; *Actes de Lavra*, II, n° 104 (1317); *Actes d'Esphigménou*, n° 7 (1283 ou 1298), n° 22 (1346), n° 31 (1409 ?); *Actes de Zographou*, n° 32 (1342); PETIT, *Chilandar*, n° 92<sup>146-148</sup> (1323): ὑπὲρ ἀέρος τῶν ἀναγεγραμμένων παροίκων, ἄνευ τῶν τριῶν δημοσιακῶν κεφαλαίων, ἡγουν φόνου, παρθενοφθορίας καὶ εὐρέσεως θησαυροῦ; *Actes d'Iviron*, IV, n° 87 (1341), n° 90 (1346). Sur l'exigence de l'*heurésis thésaurou*, voir *Actes d'Esphigménou*, Appendice A (1259), n° 20 (1334); *Actes de Saint-Pantéléèmon*, n° 10 (1311);

Parmi les impôts supplémentaires on trouve l'*abiôtikion* (ἀβιωτίκιον), qui était un droit sur les biens de ceux qui sont morts sans héritiers et sans laisser de testament (ἀδιάθετοι)<sup>117</sup>. Selon la Nouvelle 12 de Constantin VII, si quelqu'un mourait sans progéniture ou testament, les deux tiers de ses biens iraient aux autres membres de sa famille ayant droit à l'héritage et le dernier tiers servirait à célébrer des offices religieux pour le salut de son âme<sup>118</sup>. À une date incertaine, l'État a exigé la totalité des biens du défunt, et cette pratique resta en vigueur sous les premiers Paléologues<sup>119</sup>.

La Nouvelle 26 de 1305/6 ou 1307 a prévu que les biens du défunt seraient divisés entre l'époux ou les parents ayant droit à l'héritage et l'Église ou le fisc. A. Laiou mentionne que deux versions de la Nouvelle donnent au fisc la moitié des biens du défunt qui n'a pas de proches<sup>120</sup>. En réalité, il semble que les fonctionnaires de l'État aient pratiqué des abus. Dans une lettre de Manuel Kalékas adressée à l'empereur Manuel II, il est question d'un homme qui était parent d'un défunt dont l'État avait confisqué tous les biens. Kalékas demande à l'empereur de réparer l'injustice, conformément aux dispositions de la Nouvelle 26<sup>121</sup>.

L'*abiôtikion* est, dans l'époque que nous examinons, une des charges dont sont exemptés les bénéficiaires de privilèges impériaux<sup>122</sup>.

GUILLLOU, *Prodrome*, n° 8 (1318); *Actes de Philothée*, n° 8 (1344), n° 9 (1346). Cf. KONTOGIAN-NOPOULOU, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 241-242. Dans son Dialogue entre un riche et un pauvre (entre 1342 et 1345), Alexis Makrembolitès se réfère aussi à l'*heurésis thesaurou*. Le riche dit au pauvre que, quand l'État prospérerait, καὶ γὰρ καὶ εὖρεσιν θησαυροῦ πολυτάλαντου τότ' ὁ κρατῶν οὐ προσήκατο, ἀλλὰ καταχρῆσθαι τῷ εὐρηκῶτι προσέταξε · νῦν δὲ καὶ τὰς τῶν τεθνεώτων οὐσίας ὑπ' ἐνδείας ἀρπάζουσιν, ἐπεὶ περ αἱ πρόσοδοι αὐτῶν ὀλιγώθησαν. Voir I. ŠEVČENKO, Alexis Makrembolites and his 'Dialogue between the Rich and the Poor', *ZRV* 65, 1960, p. 187-228, ici p. 213, 225.

116. Dans un chrysobulle en faveur de Iōannina (1319), il est mentionné explicitement que, ἐὰν γένηται εὖρεσις θησαυροῦ ἐκεῖσε παρὰ τινος, εἰ μὲν κατὰ ἀλήθειαν ἔνι τοῦτο, ἀναλαμβάνηται αὐτὸ τὸ μέλλον εὐρεθῆναι καὶ εἰσκομίζεται εἰς τὸ θεοφροῦρητον βεστιάριον; MM, V, p. 82 (1319). Cf. LAIOU, *Débat*, p. 109.

117. LEMERLE, *Chrysobulle* (1294); *Actes de Lavra*, II, n° 71 (1259), n° 109<sup>90</sup> (1321): ... καὶ τοῦ ἐκεῖσε βιωτικίου; MM, II, p. 170 (1450, selon KALLIGAS, *Μονεμβασία*, p. 248), p. 174 (1442); *Ἐγγράφα Πάτμου*, A', Appendice C (1331); *Actes de Philothée*, n° 9 (1346). Selon M. TOURTOGLOU (Το Αβιωτίκιον. Συμβολή εἰς το Βυζαντινὸν Κληρονομικὸν Δίκαιον, dans *XENION, Festschrift für Pan. I. Zepos*, I, Athènes 1973, p. 633-646), à la fin du 13<sup>e</sup> et au début du 14<sup>e</sup> siècle l'État avait droit seulement à un tiers des biens du défunt. M. Tourtoglou n'a cependant pas pris en considération le texte de Thōmas Magistros, qui se réfère clairement à l'ensemble des biens du défunt (Thōmas Magistros, *Περὶ βασιλείας*, p. 64 = PG 145, p. 477; voir ci-dessus la note 100). Sur ce sujet, voir LAIOU, *Débat*, p. 105. Sur l'*abiôtikion*, voir aussi A. KARPOZÉLOS, Το Αβιωτίκιον, *Δωδώνη* 8, 1979, p. 73-80, ici p. 77; *LBO*, p. 49-50.

118. Nouvelle 12: *JGR*, I, p. 235-238. Cf. LAIOU, *Débat*, p. 105.

119. THŌMAS MAGISTROS, *Περὶ βασιλείας*, p. 71-74 = PG 145, p. 484-488. Cf. LAIOU, *Débat*, p. 105-106. En ce qui concerne les étrangers qui mouraient sur le territoire byzantin intestats, voir A. STAVRIDOU-ZAFRAKA, Στοιχεῖα τοῦ διεθνούς ἐμπορικοῦ καὶ ναυτικοῦ δικαίου σὲ συμφωνίες τοῦ 13<sup>ου</sup> αἰ., *Βυζαντινικά* 14, 1994, p. 375-392, ici p. 382, 387.

120. LAIOU, *Débat*, p. 117-118.

121. MANUEL CALÉKAS, *Correspondance*, éd. R.-J. LOENERTZ (Studi e Testi 152), Vatican 1950, p. 167-337, n° 34 (1397-98).

122. LEMERLE, *Chrysobulle* (1294); *Actes de Lavra*, II, n° 71 (1259); *Ἐγγράφα Πάτμου*, A', Appendice C (1331); *Actes d'Iviron*, IV, n° 90 (1346); *Actes de Philothée*, n° 9 (1346). Selon

### e. Les obligations militaires

Une autre catégorie de charges supplémentaires se rapporte à l'obligation des contribuables de fournir des soldats légèrement armés pour une expédition militaire. Cette obligation, connue de la tradition militaire byzantine, paraît être un versement en espèces à l'époque des Paléologues<sup>123</sup>. Sous les premiers Paléologues, on trouve dans les listes d'exemption la suppression de la levée des *plōimoi* (ἐξέλασις ou ἐκβολή ou ἀπαίτησις ou δόσις πλωϊμῶν)<sup>124</sup> et des fantassins légers (ἐξέλασις πεζῶν)<sup>125</sup>, du *kontaratikion* (κονταρατίκιον)<sup>126</sup>, des *mourtatoi* (μουρτάτοι)<sup>127</sup>, de la levée des archers (δόσις τοξαρίων)<sup>128</sup>. Dès le milieu du 14<sup>e</sup> siècle, on ne trouve plus ces charges dans les sources. Au 15<sup>e</sup> siècle apparaissent, dans deux documents provenant du monastère de Vatopédi à l'Athos, deux charges qui ont un caractère militaire, le *phosiatikon* (φοσιατικόν)<sup>129</sup> et l'*heurésis basmoulôn* (εὐρεσις βασμούλων), qui concerne sans doute le recrutement de soldats *gasmouloi*<sup>130</sup>.

Era Vranoussi, deux charges, qui apparaissent dans le Péloponnèse byzantin au 15<sup>e</sup> siècle, ont un rapport avec les biens des défunts. Il s'agit d'abord du *phlōriatikon* (φλωριατικόν). Les revenus provenant de cette charge ont été parfois utilisés pour la reconstruction ou la restauration des forteresses locales. Après avoir examiné les sources de cette période, Vranoussi a conclu que le *phlōriatikon* pourrait s'identifier à l'*abiōtikion*: MM, III, p. 173 (1427), p. 175 (1428), p. 225 (1450). Cf. VRANOUSI, *Institutions*, p. 82-85. La deuxième charge, ce sont les deux *meizai* (μεῖζαι ou μύζαι) qui apparaissent également au 15<sup>e</sup> siècle dans le Péloponnèse. Selon Vranoussi, il s'agissait sans doute des deux tiers des biens des défunts qui iraient à leurs proches ou, d'après les documents concernés, au seigneur de la région: MM, III, p. 173 (1427), p. 174 (1428), p. 226 (1450). Cf. VRANOUSI, *Institutions*, p. 85-87.

123. Sur cette obligation pendant la période moyenne, voir OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 113-116. Cf. IDEM, *Αγροτικό περίσσευμα*, p. 199-200.

124. Paiement pour le recrutement des marins: *Actes de Lavra*, II, n° 71 (1259), n° 89 (1298); *Actes d'Esphigménou*, Appendice A (1259); MM, V, p. 13 (1259); MM, IV, p. 352 (1266); DÖLGER, *Regesten*, 3, n° 1956 (1268-1271); *Actes d'Iviron*, III, n° 72 (1310). Cf. BARTUSIS, *Army*, p. 145; OIKONOMIDÈS, *Αγροτικό περίσσευμα*, p. 199-200.

125. Paiement pour le recrutement des fantassins légers: *Actes de Philothée*, n° 3 (1287), n° 4 (1287). Cf. BARTUSIS, *Army*, p. 145.

126. Paiement pour le recrutement des fantassins légers, armés de piques: *Actes de Lavra*, II, n° 71 (1259); LEMERLE, *Chrysobulle* (1294); *Actes d'Iviron*, III, n° 58 (1259), n° 72 (1310). Cf. BARTUSIS, *Army*, p. 145.

127. D'après M. BARTUSIS (*Army*, p. 278), il s'agissait d'un paiement concernant un type de soldats spécifique, dont quelques-uns avaient peut-être servi à la garnison impériale: *Actes de Lavra*, II, n° 71 (1259).

128. Paiement pour le recrutement des archers: *Actes de Lavra*, II, n° 71 (1259). Cf. BARTUSIS, *Army*, p. 145.

129. ARKADIOS VATOPÉDINOS, Βασιλική διαταγή προς Δημήτριον τον Βουλιώτην περί Αγίου Όρους, *Γρηγόριος ό Παλαμάς* 2, 1918, p. 449-452, ici p. 451. Cf. DÖLGER, *Regesten*, 5, n° 3301 (1404).

130. ARKADIOS VATOPÉDINOS, Αγιορειτικά ανάλεκτα εκ του αρχείου της μονής του Βατοπεδίου, *Γρηγόριος ό Παλαμάς* 3, 1919, p. 209-223, 326-339, 429-441, n° 34 (15<sup>e</sup> siècle). Cf. BARTUSIS, *Army*, p. 69-70, 278. Sur les *gasmouloi*, qui étaient la progéniture de mariages mixtes entre Byzantins et Italiens, voir CHRYSOSTOMIDES, *Privileges*, p. 287; Ch. MALTÉZOU, Παρατηρήσεις στο θεσμό της βενετικής υπηκοότητας. Προστατευόμενοι της Βενετίας στον λατινοκρατούμενο ελληνικό χώρο (13<sup>ος</sup>-15<sup>ος</sup> αι.), *Σύμμεικτα* 4, 1981, p. 1-16, ici p. 10-12.

### f. Autres charges

Parmi les charges supplémentaires, on peut signaler une contribution extraordinaire, le *charagma* (χάραγμα). Au 11<sup>e</sup> siècle, le mot *charagma* désignait la partie de l'impôt payée en pièces d'or. Aux 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> siècles, le *charagma* apparaît comme une contribution exceptionnelle, exigée de certains domaines, villages ou villes<sup>131</sup>.

Parmi les impôts supplémentaires figure aussi à partir du 11<sup>e</sup> siècle l'*oikomodion*<sup>132</sup>. Selon F. Dölger, l'*oikomodion* pourrait être considéré comme une taxe concernant l'enregistrement dans les *praktika* des biens des parèques et de l'impôt correspondant<sup>133</sup>. N. Oikonomidès pense qu'il s'agit d'une redevance annuelle probablement en nature et non pas d'une taxe d'arpentage<sup>134</sup>. Pour l'époque qui nous intéresse, l'*oikomodion* apparaît en tant que redevance annuelle en nature, proportionnelle au *télos* des parèques<sup>135</sup>.

Parmi les *épèreiai* apparaît aussi le *dimodaion* (διμοδαῖον), tantôt à côté du *charagma*, tantôt à côté des *alôpia* et de l'*oikomodion*, tantôt à côté d'autres contributions (συνδοσίαι)<sup>136</sup>. Sur la nature de cette charge, diverses

131. *Actes d'Ivion*, III, n° 58<sup>48</sup> (1259): δοχῆς χαράγματος, n° 72 (1310); *Actes d'Esphigmenou*, n° 7 (1283/4 ou 1298/9); *Actes de Lavra*, II, n° 71 (1259), n° 89<sup>82-90</sup> (1298): ἐπεὶ δ' εἰς τὸ αὐτὸ χωρίον ἐπέκειντο πρότερον χάριν κεφαλαίου ὑπέρπυρα διακόσια τεσσαράκοντα καὶ ἕνεκεν χαράγματος ὑπέρπυρα εἴκοσιν... ὀφείλει ἀπὸ γε τοῦ νῦν διαμένειν τὸ τοιοῦτον χωρίον ἀνενόχλητον καὶ ἀνώτερον τῆς τοῦ εἰρημένου κεφαλαίου καὶ χαράγματος ἀπαιτήσεως τε καὶ δόσεως..., n° 104 (1317); *Actes de Lavra*, III, n° 118 (1329); *Actes de Zographou*, n° 23 (1325), n° 26 (1327), n° 27 (1328), n° 32 (1342), n° 33 (1342), n° 34 (1342), n° 37 (1346): τοῦ κεφαλαίου τοῦ χαράγματος; *Actes de Philothée*, n° 9 (1346); MM, V, p. 82 (1319): ἔτι ἵνα οὐδὲ ἕτερον χάραγμα παρὰ τὸ νῦν πολιτευόμενον εἰς αὐτοὺς τεθῇ ἐκεῖσε; *Actes de Xénophon*, n° 29 (1352). Cf. SVORONOS, *Cadastre*, p. 77-89; OIKONOMIDÈS, *Αγροτικό περίσσευμα*, p. 198; KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β'*, p. 238. Voir aussi MM, II, p. 476 (s.a.) = DARROUZÈS, *Regestes*, n° 3195 (1401): διέγνω τοίνυν καὶ ἀπεφάνετο ἡ μετριότης ἡμῶν, λαβεῖν τὸν κύριον Σίμωνα ἀπὸ τοῦ Χαρσειανίτου τὸ τρίτον τῆς καθόλου περιουσίας τῆς θυγατρὸς αὐτοῦ, ἥγουν τῶν θεωρέτρων τῶν νυμφικῶν αὐτῆς καὶ τῆς προικὸς καὶ ἀπὸ τοῦ χαράγματος ἢ τὰ γ' ὑπέρπυρα ἢ εἶδη, ὡς ἔχουσι νῦν τιμῆς, p. 485 (s.a.) = DARROUZÈS, *Regestes*, n° 3200 (1401). Selon G. ROUILLARD (Le mot *χάραγμα* dans les actes des Paléologues, *Εἰς μνήμην Σπ. Λάμπρου*, Athènes 1935, p. 375-380, ici p. 380), le *χάραγμα* pourrait être une taxe exigée par un fonctionnaire «à la suite des opérations fiscales imposées aux terres d'une certaine catégorie». Selon L. MAKSIMOVIĆ (*Provincial Administration*, p. 160), le *kaniskion*, le *charagma* et le *dimodaion* peuvent être considérés comme des impôts perçus par les fonctionnaires de l'État.

132. Sur la provenance d'*oikomodion*, voir G. CANKOVA-PETKOVA, *Za agrarnite otnoshenija v srednevekovna Bŭlgarija XI-XIII v.*, Sofia 1964, p. 91-95. Cf. OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 82; J. BOMPAIRE, Sur trois termes de fiscalité byzantine, *BCH* 80, 1956, p. 625-631.

133. DÖLGER, *Gebührenwesen*, p. 23.

134. OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 82-83.

135. *Actes d'Ivion*, III, n° 58 (1259), n° 72 (1310), n° 74<sup>338-339</sup> (1316): ὑπὲρ οἰκομοδίου ἀνὰ ἐνὶ ἐκάστῳ ὑπερπύρῳ τοῦ τέλους τῶν τοιούτων παροίκων σίτου μόδιον ἀνονικὸν ἐν καὶ κριθῆς ὁμοίως μόδιον ἀνονικὸν ἐν; *Actes de Lavra*, II, n° 104 (1317); *Actes de Lavra*, III, n° 164 (1415); *Actes d'Esphigmenou*, n° 7 (1283 ou 1298), n° 14 (1318), n° 16 (1321); *Actes de Xénophon*, n° 15 (1321), n° 16 (1321); *Actes de Xéropotamou*, n° 18c (1317/8); *Actes de Vatopédi*, I, n° 30 (1301). Cf. OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 83.

136. *Actes d'Esphigmenou*, n° 7<sup>13-14</sup> (1283/4 ou 1298/9): ἂ καὶ ὀφείλει κατέχειν καὶ νέμεσθαι καὶ τὴν ἐξ αὐτῶν πᾶσαν καὶ παντοίαν ἀποκερδαίνειν πρόσοδον ἀνεν μέντοι [...12.. τοῦ] χαράγματος καὶ τοῦ διμοδαίου; LEMERLE, *Chrysobulle* (1294); *Actes d'Ivion*, III, n° 58

opinions ont été avancées. A. Solovjev et V. Mošin ont placé le *dimodaion* parmi les taxes commerciales<sup>137</sup>. G. Litavrin l'a considéré comme un impôt sur les arbres fruitiers<sup>138</sup>. F. Dölger a soutenu qu'il s'agit d'une fourniture en nature sur les céréales<sup>139</sup>. L'interprétation de F. Dölger, suivie par N. Oikonomidès, semble la plus vraisemblable au vu des données de notre documentation<sup>140</sup>. Comme le *charagma*, le *dimodaion* semble être exigé de certains domaines<sup>141</sup>.

Un autre impôt supplémentaire apparaît dans les sources dès le 11<sup>e</sup> siècle : c'est le *zeugaratikion* (ζεγγαρατίκιον)<sup>142</sup>. G. Ostrogorsky le considère comme une petite taxe supplémentaire relative à la dîme postérieure des *zeugaria* (δέκατον τῶν ζευγαρίων)<sup>143</sup>. Selon N. Svoronos, il s'agit d'une rede-

(1259), n° 72 (1310); *Actes de Lavra*, II, n° 89 (1298), n° 109 (1321); *Actes de Lavra*, III, n° 118 (1329); *Actes de Zographou*, n° 23 (1325); *Actes de Philothée*, n° 9 (1346); *Actes de Docheiariou*, n° 25 (1349); *Actes de Xénophon*, n° 29 (1352).

137. SOLOVJEV-MOŠIN, *Povelje*, p. 423.

138. G. LITAVRIN, Une ville de province byzantine à la limite des 12<sup>e</sup>-13<sup>e</sup> siècles [en russe], VV 37, 1976, p. 17-29, ici p. 23.

139. Il s'agissait plus précisément de l'offre de deux *modioi* de blé par attelage: DÖLGER, *Beiträge*, p. 59 (ἀπὸ τοῦ συνήθους διδομένου σίτου τῶν ἀνὰ δύο μοδίων εἰς τὸ ζευγάριον ἐπὶ ἀγορᾷ τεσσάρων ὑπερπύρων εἰς τὸ μόδιον); IDEM, *Schatzkammern*, p. 109; IDEM, *Gebührenwesen*, p. 25 et 87.

140. OIKONOMIDÈS, *Αγροτικό περίσσευμα*, p. 200.

141. *Actes d'Esphigménou*, n° 7 (1283/4 ou 1298/9); LEMERLE, *Chrysobulle* (1294); *Actes d'Iviron*, III, n° 58 (1259), n° 72 (1310); *Actes de Lavra*, II, n° 89 (1298), n° 109 (1321); *Actes de Lavra*, III, n° 118 (1329); *Actes de Zographou*, n° 23<sup>49-53</sup> (1325): ἵνα δὲ διαμένωσιν ἀνενόηλητα καὶ τὰ εἰρημένα μετόχια ἀπὸ τῶν κατὰ καιροὺς εὐρισκομένων εἰς τὸν πόρον τοῦ ποταμοῦ τοῦ Στρυμμόνος, καθὼς εὐρίσκονται εἰς τοῦτο καὶ τὰ ἐκεῖσε ἕτερα πάντα μετόχια τῶν ἐν τῷ ἁγίῳ ὄρει σεβασμίων μονῶν μετὰ τὸ ἀποδιδόναι τὸ ἀποτεταγμένον καὶ σύνηθες διμοδιαίων; *Actes de Philothée*, n° 9 (1346). Selon L. MAKSIMOVIĆ (*Provincial Administration*, p. 160), le *kaniskion*, le *charagma* et le *dimodaion* peuvent être considérés comme des impôts perçus par les fonctionnaires de l'État.

142. *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', Appendice B<sup>35-38</sup> (1326): ὡσαύτως δὲ καὶ ἀπὸ τῶν ἀπαιτουμένων ἐκεῖσε τοπικῶς συνήθων ἀπαιτήσεων... τοῦ ζευγαρατικίου καὶ τῶν ἄλλων τῶν τοιούτων δημοσιακῶν ἢ ἄλλων ἀπαιτημάτων; *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', Appendice C (1331); *Actes de Zographou*, n° 32<sup>51-54</sup> (1342): ὡσαύτως καὶ τῶν ζευγαρίων τῶν ἐκ τῶν κτημάτων τῆς αὐτῆς μονῆς κατακαμνόντων εἰς ἐτέρων χωρῶν γῆν μηδ' ὅλως ἔχει τις ἄδειαν ἀπαιτεῖν ζευγαρατίκιον ἐξ αὐτῶν εἰ μὴ ἡ ρηθεῖσα μονή, n° 33 (1342), n° 50 (1378); *Actes d'Iviron*, IV, n° 89 (1346), n° 90 (1346); *Actes de Philothée*, n° 9 (1346); *Actes de Xéropotamou*, n° 25 (1346); *Actes d'Esphigménou*, n° 22 (1346), n° 23 (1347?); *Actes de Vatopédi*, II, n° 92 (1345), n° 93 (1346), n° 97 (1348), n° 108 (1356); *Actes de Docheiariou*, n° 25 (1349); *Actes de Xénophon*, n° 29 (1352); *Actes de Saint-Pantéléemôn*, n° 11 (1353); *Actes de Lavra*, III, n° 166 (1428 ou 1443?).

143. OSTROGORSKY, *Féodalité*, p. 304-305, 357-358. Cf. OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 83 et 145. Dans un document du monastère de Vatopédi [*Actes de Vatopédi*, II, n° 114<sup>50</sup> (1359)], il est mentionné que les parèques de la région de Moudros verseraient εἴπερ ἔχουσι ζῶα καὶ τὴν νενομισμένην δεκατίαν. On rencontre la dîme des *zeugaria* dans quelques documents de la première moitié du 15<sup>e</sup> siècle. Voir *Actes de Lavra*, III, n° 161<sup>33</sup> (1409): τὸ δέκατον τῶν ζευγαρίων αὐτῶν νομίσματα λ'; *Actes de Lavra*, III, n° 165<sup>38-39</sup> (1420): ἔτι οφείλουσι δίδοναι πρὸς τὴν μονὴν τὸ δέκατον τῶν ζευγαρίων αὐτῶν καὶ τὸ μελισσοεννόμιον. D'après le premier document, la dîme des *zeugaria* était une surtaxe importante de l'impôt de base. En plus, on trouve aussi le *zeugaratikion* plus tard dans un document de la première moitié du 15<sup>e</sup> siècle.



vance qui frappait les parèques, quand ils travaillaient en dehors d'un domaine<sup>144</sup>. D'après F. Dölger, il s'agit d'un impôt de possession (« Besitztsteuer ») sur les *zeugaria* ou d'une redevance sur les animaux qui paissaient dans un champ étranger<sup>145</sup>. Selon N. Oikonomidès, le *zeugaratikion* frappait le *zeugaratos*, non le *zeugarion*, et était étroitement lié au *paroikiatikon* (παροικιατικόν)<sup>146</sup>. H. Inalcik pense que le *zeugaratikion* constituait probablement une charge semblable à celle que les Ottomans nommaient « Chift-resmi » et qui était une redevance sur le *zeugarion* (au sens de l'attelage, mais aussi de la terre cultivée par un *zeugarion*)<sup>147</sup>. À l'époque qui nous intéresse, le *zeugaratikion* apparaît parmi les charges dont sont exemptés les bénéficiaires d'un privilège. L'exemption concerne soit les biens (κτήματα) du bénéficiaire<sup>148</sup>, soit les parèques du bénéficiaire<sup>149</sup>, soit les *zeugaria* d'un domaine<sup>150</sup>. Si on traduit le ζευγαράτικιον τῶν τοιούτων παροίκων καὶ προσκαθημένων καὶ τῶν ἄλλων τῶν ἐκεῖσε εὐρισκομένων καὶ κατοικούντων comme l'impôt payé par les parèques pour leurs *zeugaria*, on sera plus proche de l'opinion de F. Dölger.

Parmi les *éperei* figure aussi le *zeugologion* (ζευγολόγιον), qui apparaît dans les sources dès la fin du 11<sup>e</sup> siècle<sup>151</sup>. Selon F. Dölger, le *zeugologion* pourrait traduire une taxe sur l'enregistrement dans les *praktika* des animaux travaillant la terre et de l'impôt correspondant<sup>152</sup>. N. Svoronos note qu'il s'agit d'une taxe agraire importante, mais sans donner plus de détails<sup>153</sup>. Selon N. Oikonomidès, le *zeugologion* frappait les parèques et leurs *zeugaria* et était versé soit à l'État soit à leur maître<sup>154</sup>. Même si notre documentation ne permet pas de vérifier le bien-fondé de ces opinions, l'interprétation de F. Dölger semble la plus vraisemblable. À l'époque considérée, le *zeugolo-*

144. SVORONOS, *Cadastre*, p. 139-140.

145. DÖLGER, *Gebührenwesen*, p. 25 ; IDEM, *Regesten*, 5, n° 2874 et n° 2875 (1342).

146. OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 83 et 145.

147. H. INALCIK, The Problem of the Relationship between Byzantine and Ottoman Taxation, dans *Akten des XI. Internationalen Byzantinistenkongresses*, Munich 1958, éd. F. DÖLGER et H.-G. BECK, Munich 1960, p. 237-242, ici p. 238.

148. Voir notamment *Actes de Saint-Pantéléemôn*, n° 11<sup>25-26</sup> (1353) : τὰ τοιαῦτα κτήματα... μενούσιν ἀνενόχλητα παντελῶς καὶ ἀδιάσειστα ἀπὸ τε τῆς συζητήσεως τοῦ κεφαλαίου τῆς σιταρκείας, ἡγουν τοῦ ζευγαράτικιου...

149. Voir notamment *Actes de Philothée*, n° 9<sup>69-71</sup> (1346) : ζευγαράτικιον τῶν τοιούτων παροίκων καὶ προσκαθημένων καὶ τῶν ἄλλων τῶν ἐκεῖσε εὐρισκομένων καὶ κατοικούντων.

150. Voir notamment *Actes de Zographou*, n° 32<sup>31-34</sup> (1342) : ὡσαύτως καὶ τῶν ζευγαρίων τῶν ἐκ τῶν κτημάτων τῆς αὐτῆς μονῆς κατακαμνόντων εἰς ἐτέρων χωρῶν γῆν μηδ' ὅλως ἔχει τις ἄδειαν ἀπαιτεῖν ζευγαράτικιον ἐξ αὐτῶν εἰ μὴ ἡ ῥηθείσα μονή ; *Actes de Lavra*, III, n° 166<sup>22-24</sup> (1428 ou 1443 ?) : ὡσαύτως διορίζεται ἡ βασιλεία μου ἵνα διατηρῶνται καὶ τὰ ζευγάρια τῶν τοιούτων μονυδρίων ἀναπαίτητα καὶ ἀκαταζήτητα τῶν δημοσιακῶν κεφαλαίων τοῦ τε ζευγαράτικιου...

151. Voir THÉOPHYLACTE, *Lettres*, n° 12, n° 96. Cf. OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 84 ; A. HARVEY, *Economic Expansion in the Byzantine Empire, 900-1200*, Cambridge 1985, p. 104 ; PAPAGIANNÈ, *Φορολογικές πληροφορίες*, p. 396 ; OIKONOMIDÈS, *Αγροτικό περίσσευμα*, p. 200.

152. DÖLGER, *Gebührenwesen*, p. 24-26.

153. N. SVORONOS, Les privilèges de l'Église à l'époque de Manuel I<sup>er</sup> Comnène, *TM* 1, 1965, p. 325-391, ici p. 356 et 149.

154. OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*, p. 84.

*gion* apparaît dans les sources entre le milieu du 13<sup>e</sup> et le début du 14<sup>e</sup> siècle parmi les charges dont les bénéficiaires d'un privilège étaient libérés<sup>155</sup>.

Un impôt supplémentaire important était la *sitarkia* (σιταρκία)<sup>156</sup>. Elle est apparue dans les sources à l'époque de l'Empire de Nicée<sup>157</sup>. Selon G. Ostrogorsky, dont l'opinion a été suivie par P. Charanis, la *sitarkia* était l'impôt foncier commun payé en espèces<sup>158</sup>. F. Dölger a soutenu qu'elle a remplacé la *synônè* et qu'elle a été transformée graduellement en versement en espèces<sup>159</sup>. M. Angold a identifié la *sitarkia* au *zeugaratikion*, l'impôt agraire supplémentaire sur les attelages (*zeugaria*) des parèques payé en espèces<sup>160</sup>. Selon N. Oikonomidès, la *sitarkia* dérive sans doute de l'expression σιτάρκισι κάστρου signalant le ravitaillement des forteresses. Cette obligation, connue dès le 9<sup>e</sup> siècle, est devenue au 13<sup>e</sup> siècle une redevance régulière en espèces<sup>161</sup>. D'après le témoignage des sources, l'opinion de F. Dölger semble la plus plausible. À l'époque considérée, la *sitarkia* apparaît comme une charge annuelle en espèces dont parfois les bénéficiaires de privilèges impériaux ne sont pas exemptés<sup>162</sup>.

155. *Actes d'Esphigménou*, Appendice A (1259); *Actes de Lavra*, II, n° 71 (1259), n° 89 (1298); *Actes de Lavra*, III, n° 118 (1329); *Actes d'Iviron*, III, n° 58 (1259), n° 72 (1310); MM, V, p. 83 (1319).

156. LEMERLE, *Chrysobulle* (1294); *Actes de Saint-Pantéléèmon*, n° 10 (1311); *Actes de Xéropotamou*, n° 23 (1324); *Actes de Zographou*, n° 23 (1325), n° 26 (1327), n° 27 (1328); MILLET, *Inscriptions byzantines*, n° IV (1320), n° V (1322); GUILLON, *Prodrome*, n° 8 (1318), n° 9 (1321), n° 10 (1321), n° 19 (1326), n° 20 (1326); *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', Appendice B (1326); *Actes de Chilandar*, n° 42 (1319), n° 43 (1319), n° 44 (1319); PETIT, *Chilandar*, n° 45 (1319), n° 60 (1321), n° 61 (1321), n° 62 (1321), n° 63 (1321), n° 70, n° 71 (1321), n° 113 (1327); *Actes de Vatopédi*, II, n° 93 (1346).

157. Dans la même période est apparu un autre impôt, l'*agapè*, qui n'est plus mentionné dans les sources après 1261. Sur l'*agapè*, voir H. AHRWEILER, La concession des droits incorporels. Donations conditionnelles, dans *Actes du XII<sup>e</sup> Congrès International d'Études byzantines*, II, Belgrade 1964, p. 103-114 = *Études sur les structures administratives et sociales de Byzance*, Variorum Reprints, Londres 1971 (I), p. 109 et n. 35; ANGOLD, *Government*, p. 224-225; LBO, p. 52-53.

158. Voir P. CHARANIS, The Phonikon and Other Byzantine Taxes, *Speculum* 20, 1945, p. 331-333 = *Social, Economic and Political Life in the Byzantine Empire*, Variorum Reprints, Londres 1973 (X), p. 331.

159. DÖLGER, *Beiträge*, p. 59.

160. ANGOLD, *Government*, p. 224.

161. OIKONOMIDES, *Role*, p. 1037. De même D. NICOL (*To Δεσποτάτο της Ηπείρου, 1267-1479*, Athènes 1991; titre de l'original: *The Despotate of Epiros, 1267-1479*, Cambridge 1984, p. 314) mentionne qu'il s'agissait d'un impôt militaire, probablement en nature, pour l'approvisionnement de la garnison de la forteresse. A. LAIOU (*Débat*, p. 104) mentionne aussi la *sitarkia* parmi les droits régaliens sur la sécurité des citoyens.

162. LEMERLE, *Chrysobulle* (1294); *Actes de Xéropotamou*, n° 23 (1324); *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', Appendice B (1326); *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', Appendice C<sup>40-43</sup> (1331): διατηροῦνται ταῦτα πάντα τὰ προσόντα τῇ τοιαύτῃ σεβασμῷ μὴ, ἔτι δὲ οἱ ἐν αὐτοῖς πάροικοι καὶ προσκαθήμενοι ἀνώτεροι πάσης ἡστινοσοῦν ἀδικίας καὶ περιφρονήσεως καὶ κατατριβῆς, ὡσαύτως καὶ ἀπὸ τῶν ἀπαιτουμένων ἐκεῖσε τοπικῶς συνήθων ἀπαιτήσεων τοῦ τε κεφαλαίου τῆς σιταρκίας...; MILLET, *Inscriptions byzantines*, n° IV (1320), n° V (1322); GUILLON, *Prodrome*, n° 8 (1318), n° 9 (1321), n° 10 (1321), n° 19 (1326), n° 20 (1326), n° 24 (1329), n° 26 (1332), n° 39 (1345); MM, V, p. 13 (1259): ταῦτα πάντα περιαρεῖ ἡ βασιλεία

Certaines charges supplémentaires apparaissent dans les sources sous des termes généraux : διανομή<sup>163</sup>, ἐξέλασις<sup>164</sup>, συγκρότησις<sup>165</sup>. Sont citées certaines autres réquisitions comme l'ἀπαίτησις τοῦ πανίου (exigence de tissu), concernant le tissu vendu au marché, et l'exigence d'une partie du blé transporté par les navires. Ces réquisitions sont mentionnées dans le chrysobulle d'Andronic II en faveur de la ville de Monemvasie (1317)<sup>166</sup>. Une autre taxe, qui consiste en blé et en animaux, est mentionnée dans un chrysobulle d'Étienne Dušan en faveur du monastère de Vatopédi<sup>167</sup>.

Parmi les impôts supplémentaires, on signale dès le 13<sup>e</sup> siècle l'ὀφθήλεια (ὠφέλεια). F. Dölger y voit une charge sur l'utilisation des voies publiques ou des fondations publiques<sup>168</sup>. Selon G. Ostrogorsky, il s'agit d'une charge qui grevait les parèques<sup>169</sup>. N. Oikonomidès pense que l'ὀφθήλεια au 11<sup>e</sup> siècle avait un rapport avec les sportules au profit des juges et de leurs serviteurs et

μου ἀπὸ τῆς τοιαύτης μονῆς, ὡς καὶ τὰ ἐπικείμενα αὐτῇ τρία νομίσματα ὑπὲρ τοῦ κεφαλαίου τῆς σιταρκίας χάριν τῶν ἐξ ἀγορασίας περιελθόντων τῇ τοιαύτῃ μονῇ χωραφίων ἐν τῷ μετοχίῳ τοῦ ἀγίου Εὐστρατίου ἐκποσάσης τῆς βασιλείας μου; *Actes de Chilandar*, n° 42 (1319), n° 43 (1319), n° 44 (1319); PETIT, *Chilandar*, n° 45 (1319), n° 60 (1321), n° 61 (1321), n° 62 (1321), n° 63 (1321), n° 70, n° 71 (1321), n° 113 (1327), n° 138 (1351); *Actes de Zographou*, n° 23<sup>36-42</sup> (1325): τὴν εἰρημένην μονὴν ἀνενόχλητον παντελῶς ἀπὸ πάσης καὶ παντοίας δημοσιακῆς ἐπηρείας καὶ συζητήσεως καὶ ἐτέρας ἀπάσης διανοχλήσεως, πλὴν τοῦ κεφαλαίου τῆς σιταρκίας· αὐτὸ γὰρ καὶ μόνον ὀφείλει ἀπαιτεῖσθαι ἐξ αὐτοῦ, καθὼς δηλονότι ἀπαιτεῖται τοῦτο οὐ μόνον ἀπὸ τῶν ἄλλων κτημάτων τῶν ἐν τῇ χώρᾳ τῆς βασιλείας μου εὐρισκομένων, ἀλλὰ καὶ ἀπ' αὐτῶν τῶν ζευγηλατείων τῆς βασιλείας μου διὰ τὴν ἀποτεταγμένην εἰς τοῦτο ἀσάλευτον κατάστασιν; *Actes de Zographou*, n° 26 (1327), n° 27 (1328), n° 31 (1342), n° 32<sup>30-34</sup> (1342): μὴ ἔχωσιν ἄδειαν αἱ τῶν ἐτέρων χωρίων τῆς αὐτῆς λίμνης πλάται ἐνεργεῖν καθόλου, οὔτε ἄνω οὔτε κάτω· ὥσαύτως καὶ μηδὲ καθέλκονται τῆς τοιαύτης σεβασμίας μονῆς εἰς δόσιν τῶν πεντήκοντα ὑπερπύρων, ἀπερ ἐδίδουν κατ' ἔτος χάριν τοῦ κεφαλαίου τῆς σιταρκίας..., n° 33 (1342), n° 34 (1342), n° 37 (1346); *Actes d'Esphigménou*, n° 20<sup>21-23</sup> (1334): ἄνευ μέντοι τοῦ κεφαλαίου τῆς σιταρκίας καὶ τῶν τριῶν κεφαλαίων, τοῦ φόνου, τῆς παρθενοφορίας καὶ τῆς εὐρέσεως θησαυροῦ; *Actes de Saint-Pantéléémōn*, n° 10 (1311), où la *sitarkia* s'identifie à l'*halōniatikon* (ἀλωνιατικόν), qui pourrait être interprété comme droit sur l'utilisation de l'aire publique (voir *LBO*, p. 100), n° 11<sup>25-26</sup> (1353): ἀδιάσειστα ἀπὸ τε τῆς συζητήσεως τοῦ κεφαλαίου τῆς σιταρκίας, ἡγουν τοῦ ζευγαρατικίου, μιτάτου, καστροκτησίας καὶ ἐτέρας πάσης καὶ παντοίας ἐπηρείας καὶ συζητήσεως.

163. *Actes de Lavra*, II, n° 72 (1263).

164. MM, V, p. 13 (1259); *Actes de Lavra*, II, n° 72<sup>86</sup> (1263): ἐξελάσεως; *Actes de Xénophon*, n° 29<sup>20</sup> (1352): ἐξελάσεως ἀνθρώπων.

165. *Actes de Zographou*, n° 34 (1342); *Actes de Lavra*, III, n° 166 (1428 ou 1443 ?), où il est mentionné comme charge exigée des attelages de *monydria*.

166. MM, V, p. 166 (1317): τῆς ἀπαιτήσεως τοῦ πανίου τοῦ ἐν τῷ φόρῳ πωλουμένου, ἔτι δὲ καὶ τοῦ κεφαλαίου τοῦ σιταρίου τοῦ εἰσαποταχθέντος ἀπαιτεῖσθαι ἀπὸ τῶν караβίων. Voir aussi *Actes de Vatopédi*, II, n° 109<sup>7-14</sup> (1356): καράβιον... ἀνώτερον καὶ ἀκαταζήτητον παντάπασιν τοῦ κομμερκίου, τοῦ σιταρίου... Cf. ΖΑΚΥΘΙΝΟΣ, *Despotat*, p. 243. Sur le terme ἀπαίτησις, voir *LBO*, p. 132.

167. *Actes de Vatopédi*, II, n° 92<sup>22</sup> (1345): τὴν ἀπαίτησιν τοῦ σίτου καὶ τῶν ζώων.

168. DÖLGER, *Schatzkammern*, p. 191. Dans une autre étude, F. DÖLGER (*Sechs byzantinische Praktika des 14. Jahrhunderts für das Athoskloster Iberon*, Munich 1949, p. 31) suppose qu'il s'agissait d'un compromis sur les dettes de l'impôt des parèques (*télos*) ou d'une sorte d'intérêts moratoires pour le paiement des deux versements de l'impôt.

169. OSTROGORSKY, *Féodalité*, p. 346.

que le terme a pris son sens technique de surtaxe au 14<sup>e</sup> siècle<sup>170</sup>. Notre documentation ne permet d'appuyer aucune de ces propositions. L'*ôphéleia* apparaît dans les documents jusqu'au milieu du 14<sup>e</sup> siècle, comme un impôt proportionnel au *télos* des parèques<sup>171</sup>.

Au milieu du 14<sup>e</sup> siècle apparaît dans les sources une autre charge supplémentaire, le *gouvéliatikon* (γουβελιατικόν)<sup>172</sup>. T. Sàturnik pense que le mot *gouvéliatikon* s'identifie à *kouvéliatikon* (κουβελιατικόν), qui dérive de *κουβέλιον* (vaisseau de blé). Le terme *kouvéliatikon* apparaît dans des chrysobulles slaves et signifie, d'après Sàturnik, un impôt sur le blé, qu'il identifie à la *sitarkia* (?). Il suppose que le terme était de provenance slave, étant donné qu'il se trouve plus souvent dans les documents slaves que dans les documents grecs<sup>173</sup>. Selon A. Solovjev et V. Mošin, le *kouvélion* est une unité de mesure du grain et désigne aussi la ruche. Il pourrait donc être aussi considéré comme un impôt sur le blé ou sur les ruches<sup>174</sup>.

Certains impôts frappaient diverses catégories de terre. Dans les sources on trouve l'impôt sur les parcelles et la terre en friche ou sur les prairies, les vignobles et autres champs<sup>175</sup>.

Dans un document d'Andronic II (1294), on trouve l'*anépignôstikion* (ἀνεπιγνωστικίον)<sup>176</sup>. Selon P. Lemerle, il s'agit d'un impôt qui grevait les

170. ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Fiscalité*, p. 88 et 6. Cf. LAIOU, *Peasant society*, p. 181.

171. *Actes de Xéropotamou*, n° 10<sup>36</sup> (1275): Καὶ ὑπὲρ ὠφελείας αὐτῶν ὑπέρπυρα εἰκοσιδύο; LEMERLE, *Chrysobulle* (1294); *Actes d'Iviron*, III, n° 72 (1310); *Actes d'Esphigménou*, n° 14<sup>184</sup> (1318): ὑπὲρ ὠφελείας τοῦ ἐμψύχου νομίσματα δεκαοκτώ; *Actes de Lavra*, II, n° 109<sup>940</sup> (1321): ὑπὲρ ὠφελείας νομίσματα ἑκατόν; *Actes de Xénophon*, n° 16<sup>25</sup> (1321): ὑπὲρ ὠφελείας τοῦ ἐμψύχου νομίσματα δύο ἡμισυ; *Actes de Vatopédi*, II, n° 81 (1338); *Actes d'Iviron*, IV, n° 86 (1341).

172. *Actes de Vatopédi*, II, n° 93<sup>17-20</sup> (1346): "Ἐτι προσεπιφιλοτιμεῖται καὶ δωρεῖται τῇ ῥηθείᾳ μονῇ ἡ βασιλεία μου ἵνα καὶ τὸ κεφάλαιον τοῦ ζευγαρατικίου, καὶ τῆς καστροκτισίας καὶ τοῦ ἐνομείου τῶν ζώων τῆς τοιαύτης μονῆς οὐδὲν ἀπαιτεῖται ἀπὸ πάντων τῶν κτημάτων αὐτῆς, ἀπὸ τε παροίκων, ξενοπαροίκων καὶ προσκαθημένων, ἢ τὸ λεγόμενον γουβελιατικόν, ὅπερ ἦν σύνθετος ἀπαιτεῖσθαι ἐν τῇ τῶν Ῥωμαίων ἀρχῇ; PETIT, *Chilandar*, n° 138<sup>57-61</sup> (1351): καὶ ἵνα οὐδὲ εἰς δόσιν καθέλκωνται οἱ πάροικοι τῶν κτημάτων αὐτῶν τῶν κεφαλαίων, τῶν ἐν τῇ χώρᾳ τῆς θεοσώστου πόλεως Θεσσαλονίκης ἀπαιτουμένων παρὰ πάντων, τοῦ τε γουβελιατικοῦ καὶ τοῦ καλουμένου ξυλαχύρου, ἀλλὰ διατηρῶνται καὶ τούτων χάριν ἀνενόχλητοι, κατὰ λόγον εὐεργεσίας καὶ δωρεᾶς τῆς βασιλείας μου; *Actes de Xénophon*, n° 29<sup>19-20</sup> (1352): ἀπὸ τε ζευγαρατικίου, καστροκτισίας, διμοδέου, χαράγματος, ξυλαχύρου, κουβελιατικοῦ, ἐξέλάσεως ἀνθρώπων...

173. T. SÀTURNIK, *Γουβελιατικόν*, *BS* 2, 1930, p. 42-46, ici p. 43-46.

174. SOLOVJEV-MOŠIN, *Povelje*, p. 415-416. Cf. L. MAKSIMOVIĆ, *Poreski sistem u grčkim oblastima srpskog carstva*, *ZRVI* 17, 1976, p. 116-117; *LBO*, p. 216.

175. Sur les terres en friche, voir *Actes de Xéropotamou*, n° 16 (1275); *Actes d'Iviron*, III, n° 70<sup>156</sup> (1301): ὑπὲρ τῆς ἐξαλειμματικῆς στάσεως τοῦ Σκιωματᾶ, n° 74 (1316), n° 75 (1318), n° 79 (1320); *Actes d'Esphigménou*, n° 14 (1318); *Actes de Zographou*, n° 15<sup>49</sup> (1315?): ὑπὲρ τῆς εἰς τὴν Ἑρμῆλειαν ἐξαλειμματικῆς στάσεως τοῦ Δρουβέλη. Sur les prairies, les vignobles et les autres champs, voir *Actes de Xéropotamou*, n° 16 (1275); *Actes de Vatopédi*, I, n° 29 (1300), n° 30 (1301); *Actes d'Iviron*, III, n° 70 (1301), n° 75 (1318), n° 79 (1320); *Actes de Lavra*, II, n° 104 (1317), n° 109 (1321); *Actes de Zographou*, n° 15 (1315?); PETIT, *Chilandar*, n° 92<sup>145-146</sup> (1323): ὑπὲρ... τριτολιβαδίου; *Actes d'Esphigménou*, n° 14 (1318); *Actes de Zographou*, n° 15 (1315?); *Actes de Vatopédi*, II, n° 81 (1338). Cf. ZAKYTHINOS, *Despotat*, p. 240-241.

176. LEMERLE, *Chrysobulle*, p. 432.

inconnus du fisc (ἀνεπιγνώστους τῷ δημοσίῳ), à savoir les étrangers (ξένους, προσκαθημένους ξένους) ou les ouvriers libres (ἐλευθέρους) qui échappaient à l'impôt public, puisqu'ils n'étaient pas inscrits aux registres du fisc<sup>177</sup>. Dans deux faux chrysobulles d'Andronic III en faveur du monastère de Patmos (1326 et 1331), on trouve l'*halatotélos* (ἁλατοτέλος), sans doute un impôt sur le sel<sup>178</sup>. Parmi les charges supplémentaires, on signale aussi le *topiatikon* (τοπιατικόν), mais il n'est pas facile d'en préciser le sens. Il s'agit probablement du loyer d'un terrain<sup>179</sup>.

Au début du 15<sup>e</sup> siècle, une série de charges est attestée dans certains actes, comme le δέκατον τῶν ζευγαρίων (la dîme des *zeugaria*) dont on a parlé plus haut, le δέκατον τῆς γεννηματικῆς κατασπορᾶς (redevance sur la production de grains)<sup>180</sup>, le δέκατον τοῦ οἴνου (redevance sur le vin)<sup>181</sup>. N. Oikonomidès considère que ces redevances proviennent du système fiscal ottoman<sup>182</sup>. En 1409 une autre charge apparaît, le *kokkiatikon* (κοκκιατικόν)<sup>183</sup>. Il s'agissait probablement de l'impôt de *coca* (le bateau),

177. P. LEMERLE (*Chrysobulle*, p. 445) compare l'*anépignōstikion* au *paroikiatikon* (παροικιατικόν) et à l'*aktēmonētikion* (ἀκτημονητικόν) des 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> siècles. Cf. D. JACOBY, Une classe fiscale à Byzance et en Romanie latine : les inconnus du fisc, éléuthères ou étrangers, dans *Actes du XIV<sup>e</sup> Congrès International des Études byzantines* (Bucarest 1971), II, Bucarest 1975, p. 139-152 = *Recherches sur la Méditerranée orientale du XI<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle*, Variorum Reprints, Londres 1979 (III), p. 152; LBO, p. 119; KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 235. Il est possible que l'*anépignōstikion* ait trait au *xenotēlos* (ξενοτέλος), qui apparaît dans deux faux chrysobulles d'Andronic III en faveur du monastère de Patmos en 1326 et 1331; voir *Έγγραφα Πάτμου*, A', Appendice B (1326); *Έγγραφα Πάτμου*, A', Appendice C (1331).

178. *Έγγραφα Πάτμου*, A', Appendice B (1326); *Έγγραφα Πάτμου*, A', Appendice C (1331). Cf. LBO, p. 94.

179. Sur le *topiatikon*, voir *Jus Graeco-Romanum*. Pars VI, *Prochiron auctum*, éd. C.E. ZACHARIAE VON LINGENTHAL, Leipzig 1870, p. 390-391 : ἀλλὰ καὶ περὶ τῶν ἐποχῶν νενομοθέτηται ἵνα ὁ νεμηθεὶς ἀλλότριον πρόθυρον δι' ἐποχῆς ἐπὶ δέκα ἐνιαυτοὺς παρόντος καὶ τοῦ δεσπότη τοῦ τόπου, εἴκοσι δὲ ἀπόντος, μὴ ἐκδιώκεται. πλὴν μὴδὲ τὸν δεσπότην στερεῖσθαι τοῦ προθύρου κέρδους, ἀλλὰ λαμβάνειν τὸ ἐπιλαγχάνον αὐτῷ τοπιατικόν; DÖLGER, *Regesten*, 3, n° 1956 (1268-1271); *Actes d'Iviron*, III, n° 74 (1316); BÉNOU, *Prodrome*, n° 79<sup>3-5</sup> (14<sup>e</sup> siècle) : ... παρέλαβον... τὰ ὀσπητοτόπια ἅπερ ποτὲ κατεῖχεν ἡ Λαοδικινὴ ἐκείνη, ὅπως κτίσω καὶ ἀνοικοδομήσω αὐτά, οἷά με φανῶσιν. Ἐτάχθη δὲ ἵνα ἐπιδίδω πρὸς αὐτοὺς κατ' ἔτος, χάριν τοπιατικοῦ, δουκάτα οὐγγίαν μίαν. Cf. DÖLGER, *Schatzkammern*, p. 208.

180. *Actes de Lavra*, III, n° 155<sup>29-30</sup> (1404) : ἀποχαρίζομενος αὐτοῖς διὰ τοῦ παρόντος καὶ τὸ δέκατον τῶν παρ' αὐτῶν προσκαθησάι μελλόντων τῆς γεννηματικῆς κατασπορᾶς, n° 159<sup>32</sup> (1407) : καὶ μερίζεσθωσαν ὥσπερ εἵπομεν τὴν δεκατίαν ἀπάσης γεννηματικῆς τῶν ζευγαρίων μου κατασπορᾶς; *Actes de Dionysiou*, n° 10 (1408); *Actes de Docheiariou*, n° 53 (1409), n° 56 (1418).

181. *Actes de Lavra*, III, n° 161 (1409). On trouve aussi dans le passé des charges identiques; voir le chrysobulle d'Alexis III en faveur du monastère de Chilandar : PETIT, *Chilandar*, n° 5<sup>55-56</sup> (1199) : τῆς δεκατείας τῶν ἀγωγίμων αὐτοῦ ἐν βρωσίμοις καὶ ποσίμοις εἶδεσι; *Actes de Docheiariou*, n° 56 (1418). Cf. OIKONOMIDÈS, *Le bateau de Chilandar*, p. 32.

182. Sur la dîme (*üsr*) du système fiscal ottoman, voir OIKONOMIDÈS, *Ottoman Influence*, p. 7-9. On trouve aussi la *decima* (dîme) dans deux documents du Péloponnèse en 1396 et 1402. Voir *Monumenta Peloponnesiaca. Documents for the History of the Peloponnese in the 14th and 15th Centuries*, éd. J. CHRYSOSTOMIDES, Athènes 1995, n° 182 (1396), n° 246 (1402).

183. *Actes de Lavra*, III, n° 161<sup>36-37</sup> (1409) : οὐδὲ γὰρ ἔξει τις τῶν ἀπάντων ἄδειαν ἀπαιτῆσαί ποτε ἐξ αὐτῶν... ἄνευ τοῦ κοκκιατικοῦ τοῦ παρὰ τῶν ζευγαρίων τῶν παροίκων ὀφειλόμενου, n° 162<sup>23-24</sup> (1409) : ὀφείλοντας μόνον τοὺς τοιοῦτους ἀνθρώπους... ἀποδιδόναι κατ' ἔτος χάριν ψωμίου τῶν κατέργων τὸ σύνθητες κοκκιατικόν, n° 164 (1415), n° 167 (1429).

que Manuel Paléologue a imposé après 1404, afin de construire une flotte. Il représentait l'obligation des *zeugaratoi* de fournir à l'État un *koilon* (34 litres environ) de blé pour la biscotte des galères<sup>184</sup>.

À cette période, d'autres impôts apparaissent, comme l'*ospètiakon* (ὀσπητιακόν) et le *képhalatikion* (κεφαλατίκιον)<sup>185</sup>. N. Oikonomides pense que l'*ospètiakon*, impôt sur les maisons, provient du système fiscal ottoman<sup>186</sup>. Le *képhalatikion*, à distinguer des droits du *képhalatikion* (δίκαια τοῦ κεφαλατικίου), qui sont les droits reçus par le gouverneur impérial (κεφαλή), pourrait être considéré comme une sorte de capitation ou de fouage comparable aux *ispendje*, *djizya*, *bash-haradji*, *glavnica* ottomanes<sup>187</sup>.

## II. – LES IMPÔTS INDIRECTS

### 1. LE KOMMERKION

Les impôts indirects, à savoir les droits qui frappent les transactions commerciales et la circulation des marchandises et des personnes, constituaient une source importante de revenus pour l'État byzantin. Le *kommerkion* (κομμέρκιον), qui est apparu au 8<sup>e</sup> siècle et a remplacé l'*oktava* (ὀκτάβα), était le droit de douane par excellence sur la circulation et la vente des marchandises<sup>188</sup>. Le *kommerkion* frappait toutes les marchandises qui parvenaient au marché byzantin par terre ou par mer et il était versé aux douanes. Jusqu'au milieu du 14<sup>e</sup> siècle, il représentait environ 10 % sur la valeur des marchandises<sup>189</sup>. Le *kommerkion* concernait tant les transactions externes

184. OIKONOMIDES, *Ottoman Influence*, p. 10; IDEM, *Role*, p. 1038. Sur la flotte de Manuel, voir K.-P. MATSCHKE, *Die Schlacht bei Ankara und das Schicksal von Byzanz*, Weimar 1981, p. 107-125. Sur le *koilon*, voir SCHILBACH, *Metrologie*, p. 158-159.

185. ARKADIOS VATOPÉDINOS, Βασιλική διαταγή προς Δημήτριον τον Βουλιώτην περί Αγίου Όρους, *Γρηγόριος ὁ Παλαμᾶς* 2, 1918, p. 449-452, ici p. 452; *Actes de Lavra*, III, n° 155 (1404), n° 161<sup>28</sup> (1409): τὰ τοῦ κεφαλατικίου νομίσματα κθ', n° 165<sup>36-37</sup> (1420): ὁμοῦ τὸ τέλος τούτων νομίσματα ἐβδομήκοντα, ἅτινα ὀφείλουσι διδόναι πρὸς τὸ μέρος τοῦ δημοσίου διὰ δύο τοῦ ἔτους καταβολῶν, ὁμοίως καὶ τὸ κεφαλατίκιον αὐτῶν; *Actes de Docheiariou*, n° 53 (1409), n° 56 (1418).

186. OIKONOMIDES, *Ottoman Influence*, p. 5-6. Cf. DÖLGER, *Regesten*, 5, n° 3301 (1404).

187. OIKONOMIDES, *Ottoman Influence*, p. 6-7. Dans une autre étude, N. OIKONOMIDES (*Role*, p. 1039) mentionne que l'*ospètiakon* et le *képhalatikion* étaient probablement des impôts identiques.

188. Sur l'*oktava*, voir G. MILLET, L'octava, impôt sur les ventes dans le Bas-Empire, tiré à part des *Mélanges Glotz*, II, Paris 1932, p. 615; ANTONIADIS-BIBICOU, *Douanes*, p. 59-74. Sur l'*oktava* et le *kommerkion*, voir aussi KARAYANNOPULOS, *Finanzwesen*, p. 159-168.

189. PACHYMÉRÈS, IV, p. 493<sup>17</sup>; GRÉGOIRE DE CHYPRE, *Correspondance*, p. 128 (1283-1289); *Actes de Lavra*, II, n° 89 (1298), n° 104<sup>168-169</sup> (1317): ὑπὲρ τοῦ γομαριατικοῦ, τοῦ κομμερκίου μετὰ καὶ τοῦ ὀσωνίου καὶ τοῦ καταγωγίου, ὑπέρπυρα πενήτηκοντα; *Actes de Lavra*, III, n° 118 (1329); MM, V, p. 12 (1259), p. 155 (1284), p. 165-167 (1317): les commerçants de Monemvasie ἐφ' αἷς ἂν ποιῶσι πραγματείας εἰς τὴν θεοδόξαστον Κωνσταντινούπολιν, τὴν Σηλυμβρίαν, τὴν Ἡράκλειαν, τὸ Ῥαιδεστόν, τὴν Καλλιούπολιν καὶ τὰς ἄλλας τῆς Μακεδονίας καὶ Θράκης διδῶσι χάριν κομμερκίου εἰς ποσότητα νομισμάτων ρ' νομίσματα β', εἰς δὲ τοὺς λοιποὺς πάντας τόπους καὶ χώρας καὶ σκάλας τῆς βασιλείας μου διαμένωσιν ἀνώτεροι ἀπαιτήσεως κομμερκίου παντελῶς... οὐδὲ οἱ πωλοῦντες πρὸς αὐτοὺς

qu'internes<sup>190</sup>. Il frappait aussi les foires<sup>191</sup>, alors que, dans les listes des plaintes que les Vénitiens adressent à l'empereur byzantin, le *kommerkion* apparaît comme une sorte de taxe professionnelle. D'après les textes des traités, les douaniers (commerciaires) exigeaient le paiement du *kommerkion* par les marins grecs qui travaillaient sur les navires vénitiens<sup>192</sup>.

Pour l'époque qui nous intéresse, les revenus byzantins provenant du *kommerkion* étaient restreints, puisque la plupart des revenus douaniers de Constantinople aboutissaient dans la trésorerie des Génois de Galata, lesquels jouissaient, comme les Vénitiens, d'une exemption totale du versement de *kommerkion*<sup>193</sup>. Au milieu du 14<sup>e</sup> siècle, Jean Cantacuzène abaissa à 2 % le

ἡ ἐξωνούμενοι ἀπὸ τῶν πραγματειῶν αὐτῶν, εἴτε ζῶα εἰσιν, εἴτε γεννηματικά εἶδη ἢ καὶ ἄλλο τί... ἀπαιτοῦνται χάριν κομμερκίου...; *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', n° 33 (1264), n° 36 (1269), n° 39 (1271); *Actes de Vatopédi*, II, n° 102 (1349), n° 109 (1356); MM, III, p. 78 (1265), p. 80 (1265), p. 90 (1277), p. 97 (1290), p. 99 (1320), p. 101 (1324), p. 137 (1390), p. 145 (1406), p. 155 (1418), p. 165 (1423), p. 178 (1431), p. 188 (1436), p. 201 (1439), p. 228 (1451), p. 230 (1451), p. 232 (1451); MM, V, p. 170 (1440), p. 171 (15<sup>e</sup> siècle); *Actes de Chilandar*, n° 18 (1299/1300); en latin *comerclo*: voir notamment TAFEL-THOMAS, *Urkunden*, III, n° 358 (1268), n° 378 (1285); BERTOLOTTO, *Documenti*, n° XXI (1290); DVL, I, n° 73, 74, 77, 78, 79 (1319-20); A. RUBIÓ Y LLUCH, *Diplomatari de l'Orient Català, 1302-1409*, Barcelone 1947, n° 25 (1320); *Acta Albaniae Veneta*, n° 64 (1324), n° 65 (1325); DÖLGER, *Regesten*, 3, n° 1956 (1268-1271). Cf. ANTONIADIS-BIBICOU, *Douanes*, p. 102 s.; M. HENDY, *The Economy, Fiscal Administration and Coinage of Byzantium*, Northampton 1989, p. 174, 282, 592, 594, 596-598; OIKONOMIDES, *Role*, p. 1050; KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 247-248.

190. ANTONIADIS-BIBICOU, *Douanes*, p. 109-110.

191. MM, V, p. 167 (1317): ἔτι δὲ καὶ εἰς τὰς τῆς Πελοποννήσου ἀπάσας χώρας καὶ τὰ κάστρα τῆς βασιλείας μου γινόμενας πανηγύρεις ὀφείλουσι διατηρεῖσθαι μὲν καὶ ἀπὸ τῶν κεφαλαίων πάντων ἀνώτεροι, διατηρεῖσθαι δὲ καὶ παντελῶς ἀνενόχλητοι καὶ χάριν δόσεως κομμερκίου, μηδὲ ἔνεκεν ποριατικοῦ διδόντες τὸ τυχόν. Cf. ANTONIADIS-BIBICOU, *Douanes*, p. 107-108.

192. DVL, I, n° 77 (1319-1320): « si marinarij Greci navigant cum ipsis Venetis, exigitur ab ipsis Grecis per comercarios commercium, similiter faciunt de Grecis, et quod hec sunt contra formam treuguarum ». Cf. LAIOU, *Débat*, p. 102. Sur la mise du *kommerkion* en fermage à l'époque considérée, voir GANCHOU, *Badoer*, p. 93.

193. GREGORAS, II, p. 842. À partir de 1261, Venise et Gênes s'assurèrent l'exemption du *kommerkion* par des traités conclus avec Byzance. Sur Venise, voir TAFEL-THOMAS, *Urkunden*, III, n° 358, p. 92-100 (1268); MM, III, p. 84-96 (1277); *Acta Albaniae Veneta*, n° 64 (1324); THIRIET, *Régestes*, I, n° 16, p. 2 (1332); MM, III, p. 135-144 (1390), p. 163-173 (1423), p. 216-224 (1448). Sur Gênes, voir JGR, I, p. 488-495 (1261); BELGRANO, *Prima serie*, p. 109 (1304), p. 120 (1317); BERTOLOTTO, *Documenti*, p. 545-550 (1341) = DÖLGER, *Regesten*, 5, n° 2864; *Liber iurium reipublicae Genuensis*, éd. E. RICOTTI, *Monumenta Historiae Patriae*, VII-IX, II, Turin 1854, p. 601-606 (1352) = DÖLGER, *Regesten*, 5, n° 2991. À l'exception des Vénitiens et des Génois, à l'époque qui nous intéresse les marchands byzantins de Monemvasie, les marchands de Barcelone, d'Aragon, de Catalogne, de Valence, de Tortosa, de Majorque, de Sardaigne, de Corse, d'Ancône, de Narbonne, de Florence, de Raguse ne payaient à Constantinople qu'un *kommerkion* réduit. Le *kommerkion* payé par les marchands mentionnés ci-dessus variait entre 1 % et 4 % de la valeur des marchandises. Sur les marchands byzantins de Monemvasie, voir MM, V, p. 165-168 (1316); cf. H. KALLIGAS, *Monemvasia, Seventh-Fifteenth Centuries*, dans *The Economic History of Byzantium from the Seventh through the Fifteenth Century*, éd. A. LAIOU, II, Washington D.C. 2002, p. 879-897, ici p. 886. Sur les marchands de Barcelone, d'Aragon, de Catalogne, de Valence, de Tortosa et de Majorque, voir MM, III, p. 97-98 (1296). Sur les marchands d'Ancône, voir MM, III, p. 16-19 (1308). Sur les marchands de Sardaigne et de Corse, voir MM, III, p. 98-99 (1315). Sur les marchands de Narbonne, voir JGR, I, p. 586-588; cf. ANTONIADIS-BIBICOU, *Douanes*, p. 118. Sur les marchands

*kommerkion* byzantin, afin d'augmenter les revenus douaniers de Byzance<sup>194</sup>. Mais Byzance ne tira pas profit de cette politique qui l'a conduite à la guerre avec Gênes, dont les intérêts commerciaux étaient entravés, et à la défaite de la flotte byzantine<sup>195</sup>.

## 2. LES AUTRES IMPÔTS INDIRECTS

Parmi les impôts indirects, il faut ranger en outre<sup>196</sup> :

### a. Les droits sur la circulation des personnes et des marchandises

Dans cette catégorie on peut placer :

- le *diabatikon* (διαβατικόν), droit exigé aux passages (διαβατά)<sup>197</sup>,
- le *poriatikon* (ποριατικόν), droit de passage surtout des rivières et des goulets<sup>198</sup>,
- l'*emblètikion* et l'*ekblètikion* (ἐμβλητικόν, ἐκβλητικόν), droit sur le chargement et le déchargement des marchandises<sup>199</sup>.

de Florence, voir MM, III, p. 200-205 (1439). Sur les marchands de Raguse, voir MM, III, p. 228-230 (1451); cf. ANTONIADIS-BIBICOU, *Douanes*, p. 110; LAIOU, *Constantinople*, p. 278; KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 256. Les citoyens de Iōannina bénéficièrent en 1319 d'une exemption totale du *kommerkion*: voir MM, V, p. 77-84 (1319). Cf. D. KYRITSÈS, *The 'Common Chrysobulls' of Cities and the Notion of Property in Late Byzantium*, *Σύμμεικτα* 13, 1999, p. 229-245, ici p. 237-238.

194. GRÉGORAS, II, p. 842. Cf. OIKONOMIDÈS, *Hommes d'affaires*, p. 48; NICOL, *Τελευταίοι αιώνες*, p. 349.

195. GRÉGORAS, II, p. 844-867; CANTACUZÈNE, III, p. 68-80. Cf. NICOL, *Τελευταίοι αιώνες*, p. 350; BALARD, *Romanie génoise*, I, p. 79.

196. Sur les catégories des impôts indirects, voir aussi ANTONIADIS-BIBICOU, *Douanes*, p. 122 s.

197. Voir MM, V, p. 167 (1317), d'après lequel le *diabatikon* était reçu par les gouverneurs (κεφαλαί) et les agents du fisc; PETIT, *Chilandar*, n° 65 (1321). H. ANTONIADIS-BIBICOU (*Douanes*, p. 123) l'identifie au *pedagio*: voir TAFEL-THOMAS, *Urkunden*, III, n° 358 (1268), où on le trouve avec *teloneo*, *comerclo*, *scaliatico*. Ch. GASPAREL (*Μεσαιωνική Κρήτη*, p. 100) suppose que le *pendagium* était un droit sur le moulage reçu par le meunier. On le trouve aussi comme *diabaton* (διαβατόν): voir GUILLOU, *Prodrome*, n° 26<sup>62-66</sup> (1332): διορίζεται ἡ βασιλεία μου διατηρεῖσθαι τὰ τοιαῦτα κτήματα αὐτῶν καὶ τοὺς ἐν αὐτοῖς παροίκους καὶ προσκαθημένους τούτων, καὶ ἀπὸ τῆς ἀπαιτήσεως τοῦ διαβατοῦ τῶν ζώων αὐτῶν καὶ ὅπου ἄρα καὶ διαβαίνωσι, καὶ ἀπὸ τῆς καταθέσεως τοῦ μιτάτου καὶ μὴ ἔχειν ἐπ' ἀδείας ποιεῖν ἐν τούτοις ταύτην μήτε τὸν καθολικῶς μήτε τὸν μερικῶς ἐν τῷ τοιοῦτῳ τόπῳ κεφαλατικέοντα, χάριν ἑαυτῶν, εἴτε καὶ στρατιωτῶν; *Actes de Zographou*, n° 32<sup>25-26</sup> (1342): τοῦ διαβατοῦ τῶν εἰσερχομένων καὶ ἐξερχομένων καραβίων, n° 37 (1346); *Actes de Vatopédi*, II, n° 93 (1346), n° 97 (1348). Dans l'accord de Michel I<sup>er</sup> Doukas avec le duc de Venise en 1210, on rencontre aussi le *diavato* (TAFEL-THOMAS, *Urkunden*, II, n° 122) et le *diabatikon* (διαβατικόν). Voir MM, III, p. 80 (1265): ἵνα ἔχωσιν οἱ ἐγνωσμένοι Βενέτικοι πάντες ἐξουσίαν εἰς πάσας τὰς χώρας τῆς βασιλείας μου, ἐφ' αἷς μέλλουσι ποιεῖν πραγματεῖαν κατὰ τε ξηρὴν καὶ θάλασσαν, ἀλλὰ καὶ χωρὶς πραγματείας ἐρχόμενοι ἵνα διέρχωνται καὶ εἰς γῆν καὶ εἰς θάλασσαν χωρὶς τινος δόσεως καὶ ἐμποδισμοῦ καὶ χωρὶς δόσεως τελωνίου, διαβατικοῦ, κομμερκίου, σκαλιατικοῦ καὶ ἄλλης ἀπάσης δόσεως; MM, III, p. 90 (1277); *Ἐγγραφα Πάτριου*, A', n° 36 (1269); *Actes de Vatopédi*, II, n° 78 (1332).

198. Voir MM, V, p. 167 (1317), d'après lequel le *poriatikon* était perçu par les gouverneurs (κεφαλαί) et les agents du fisc; *Actes de Zographou*, n° 26<sup>70-73</sup> (1327): ἵνα δὲ διαμένωσι ταῦτα καὶ ἀνενόχλητα χάριν ποριατικοῦ ἀπὸ τοῦ πόρου τοῦ εἰς τὸ Μαρμάριον καὶ οὐδὲν ἀπαιτῶνται τὸ τυχὸν ἀπὸ τῶν κατὰ καιροὺς εὕρισκομένων εἰς τὴν ἐνοχὴν τοῦ τοιοῦτου



*b. Les droits sur les moyens de transport*

Dans cette catégorie on peut placer :

- l'*antinaulon* (ἀντίναυλον), droit de douane qui frappait les navires commerciaux selon leur tonnage<sup>200</sup>,
- le *naulokatartiatikon* (ναυλοκαταρτιατικόν)<sup>201</sup>,
- le *liméniatikon* (λιμενιατικόν), droit sur le mouillage des bateaux dans les ports<sup>202</sup>,
- le *skaliatikon* (σκαλιατικόν)<sup>203</sup>.

πόρου, ἔνεκεν τούτου ἢ ἔνεκεν ποριατικοῦ τῶν ζώων αὐτῶν, n° 27 (1328), n° 33<sup>74-76</sup> (1342) : ὡσαύτως διαμένωσιν ἀνώτεροι τοῦ εἰς τὸν πόρον τοῦ Μαρμαρίου ποριατικοῦ καὶ τῶν ζώων αὐτῶν, τοῦ ἐτέρου πόρου τοῦ μέστου ποριατικοῦ καὶ τῶν ζώων αὐτῶν, n° 34 (1342). On le rencontre aussi comme *poros* (πόρος) : voir DÖLGER, *Regesten*, 3, n° 1956 (1268-1271) ; PETIT, *Chilandar*, n° 65 (1321) ; GUILLOU, *Prodrome*, n° 39<sup>97-99</sup> (1345) : ἔτι τε οὐκ ὀφείλουσι διδόναι τὰ σανδάλια τῶν προσκαθημένων τοῦ Ἐσφαγμένου τὸ ἀπαιτούμενον τρίτον, οὐδὲ πόρον, ἀλλὰ διατηρηθῆσονται καὶ ταῦτα ἐλεύθερα τῶν τοιούτων δόσεων. Cf. ANTONIADIS-BIBICOU, *Douanes*, p. 123, 134.

199. Il se distingue de l'ἐμβολή et de l'ἐκβολή, à savoir le droit d'entrée et de sortie des marchandises. Sur l'ἐμβλητικόν et l'ἐκβλητικόν, voir *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', n° 36 (1269) ; *Actes de Chilandar*, n° 17 (1299). Cf. ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Le bateau de Chilandar*, p. 32. Sur l'ἐμβολή et l'ἐκβολή, voir *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', n° 41<sup>7-10</sup> (1283) : δι' οὗ καὶ διορίζεται διατηρεῖσθαι τὰ τοιαῦτα τέσσαρα πλατύδια αὐτῆς, ἔνθα ἀπέρχονται, ἀνενόχλητα πάντη καὶ ἀδιάσειστα καὶ ἐλεύθερα πάσης δημοσιακῆς ἐπιβλαβείας καὶ συζητήσεως, μηδὲ εὐρίσκειν παρὰ τινος διενόκλησιν τινὰ ἐν πάσαις ταῖς χωραῖς τῆς βασιλείας μου, μήτε ἐπ' ἐμβολῇ πραγματειῶν, μήτε ἐπ' ἐκβολῇ... ; MM, V, p. 166 (1317) : καὶ ἐπέκεινα δὲ τῆς τοιαύτης ἐξκουσσείας εὐεργετῇ ἡ βασιλεία μου αὐτοῦς... ἵνα ἐφ' αἷς ἂν ποιῶσι πραγματείας διδῶσιν εἰς τὸ κομμέρικιον τῆς θεοδοξάστου Κωνσταντινουπόλεως ὑπὲρ ἐκβολῆς ποσότητος νομισμάτων ρ' νόμισμα α', καὶ ὑπὲρ ἐκβολῆς καὶ ἀγορᾶς ἐτέρας πραγματείας ποσότητος νομισμάτων ρ' νόμισμα α'. Cf. H. ANTONIADIS-BIBICOU (*Douanes*, p. 134), selon laquelle il s'agit du versement en espèces de la corvée sur le chargement et le déchargement des biens publics qui grevait une catégorie de contribuables, surtout les marins, et G. ROUILLARD (*Taxes maritimes*, p. 281), qui en outre les considère comme des droits identiques à l'ἐκπροσωπικόν ; voir *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', n° 36 (1269).

200. Il grevait sans doute les marins ou les passagers. Ce droit apparaît dans les sources au 12<sup>e</sup> siècle. Voir MM, V, p. 166 (1317) ; *Actes de Lavra*, II, n° 89 (1298) ; *Actes de Lavra*, III, n° 118 (1329). Cf. ANTONIADIS-BIBICOU, *Douanes*, p. 129 ; ROUILLARD, *Taxes maritimes*, p. 281-282 ; LBO, p. 127.

201. Le *katartiatikon* (καταρτιατικόν) est présenté comme un droit sur les bateaux, quand ils abordaient à un port. Voir ANTONIADIS-BIBICOU, *Douanes*, p. 134. Il est présenté comme un droit avec *naulon* dans les documents du monastère de Patmos. Voir *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', n° 33 (1264), n° 36 (1269).

202. Voir *Actes de Chilandar*, n° 17 (1299). Cf. ANTONIADIS-BIBICOU, *Douanes*, p. 134 ; ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Le bateau de Chilandar*, p. 32. De nature similaire devait être le *limniatikon* (λιμνιατικόν), qui concernait le mouillage des bateaux de pêche sur les lacs. Voir *Actes de Lavra*, II, n° 89 (1298) ; *Actes de Lavra*, III, n° 118 (1329).

203. Il s'agissait d'un droit sur le déchargement des marchandises aux échelles des quais et sur l'utilisation des entrepôts qui se trouvaient là en servant aussi comme des marchés de gros. Voir *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', n° 33 (1264), n° 36 (1269) ; *Actes de Chilandar*, n° 17 (1299) ; *Actes d'Iviron*, III, n° 70 (1301), n° 75 (1318), n° 79 (1320) ; *Actes de Lavra*, II, n° 89 (1298) ; *Actes de Lavra*, III, n° 118 (1329) ; *Actes de Zographou*, n° 32<sup>39-40</sup> (1342) : ἐξίγῃ παρὰ τῶν ἐκεῖσε κατὰ καιροῦς εὐρίσκομένων κεφαλῶν ; MM, III, p. 80 (1265), p. 90 (1277), p. 101 (1324) ; MM, V, p. 166 (1317) ; *Actes de Vatopédi*, I, n° 29 (1300), n° 30 (1301) ; *Actes de Vatopédi*, II, n° 81 (1338) ; en latin *scaliatico* : TAFEL-THOMAS, *Urkunden*, III, n° 358 (1268), n° 378 (1285) ; DVL, I, n° 79 (1319-20). On le rencontre aussi comme *skalla* (σκάλλα) ; voir *Actes de Kutlumuş*, n° 38<sup>4</sup>

*c. Les droits sur la vente de marchandises*

Il s'agit surtout de deux droits :

- le *pratikon* (πρατίκιον)<sup>204</sup>,
- l'*exôprasia* (ἐξωπρασία)<sup>205</sup>.

*d. Les droits sur le mesurage des marchandises*

Dans cette catégorie on peut inclure :

- le *gomariatikon* (γομαριατικόν), droit sur les produits transportés<sup>206</sup>,
- le *zygastikon* (ζυγαστικόν), droit sur le pesage des produits<sup>207</sup>,
- le *kambanistikon* (καμπανιστικόν), droit sur le pesage des marchandises<sup>208</sup>,
- le *mésitikon* (μεσιτικόν)<sup>209</sup>,
- le *mèniatikon* (μηνιατικόν)<sup>210</sup>,
- le *métriatikon* (μετριατικόν), droit sur le mesurage des produits liquides<sup>211</sup>,
- le *pachiatikon* (παχιατικόν), droit sur le mesurage des tissus<sup>212</sup> que les officiers concernés recevaient comme récompense.

<sup>6</sup> (1386): ἀπ' ἐκείνου γοῦν κατ' ὀλίγον ὑποτεμόντες πολλὴν καθήρπασαν γῆν τῶν Λαυριωτῶν οἱ τοῦ Κουτλουμούση, καὶ ἄλλα τινὰ δίκαια αὐτῶν, τὴν τε σκάλλαν καὶ τὴν ἀλείαν καὶ τὸ καπηλειτικόν. Cf. ANTONIADIS-BIBICOU, *Douanes*, p. 134-135 ; ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Le bateau de Chilandar*, p. 32.

<sup>204</sup>. Voir *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', n° 36 (1269). Cf. ANTONIADIS-BIBICOU, *Douanes*, p. 135-136.

<sup>205</sup>. H. ANTONIADIS-BIBICOU (*Douanes*, p. 136) pense que, d'après l'étymologie du mot, il s'agissait sans doute d'un droit semblable au *pratikon*, qui frappait cependant les transactions, quand au moins l'un des contractants opérait hors de son siège. Voir MM, V, p. 166 (1317).

<sup>206</sup>. Voir *Actes de Lavra*, II, n° 104<sup>168-169</sup> (1317): ὑπὲρ τοῦ γομαριατικοῦ, τοῦ κομμερκίου μετὰ καὶ τοῦ ὀψωνίου καὶ τοῦ καταγωγίου, ὑπέρπυρα πενήκοντα; MM, V, p. 166 (1317). Cf. *LBO*, p. 211. Sur le terme *gomarion* (γομάριον), qui signifiait le fardeau, voir SCHILBACH, *Metrologie*, p. 170.

<sup>207</sup>. Voir MM, V, p. 166 (1317). Cf. DÖLGER, *Gebührenwesen*, p. 19; ANTONIADIS-BIBICOU, *Douanes*, p. 137.

<sup>208</sup>. Voir MM, V, p. 166 (1317). Le *kampanon* (καμπανόν), qui est présenté comme un droit sur les ateliers, a peut-être une relation avec le *kambanistikon*; voir *Actes de Philothée*, n° 3<sup>29-31</sup> (1287): ἀπολαβαὶ ἤτοι ἐξωεργαστήρια καὶ σιδηροκαυσεῖα δύο καὶ ἐσωεργαστήριον ὅμοιον ἔν, μετὰ τῶν δικαιομάτων αὐτῶν ἤτοι καμπανοῦ μηνιατικοῦ καὶ καταθέσεως. Cf. ANTONIADIS-BIBICOU, *Douanes*, p. 137.

<sup>209</sup>. D'après H. ANTONIADIS-BIBICOU (*Douanes*, p. 136), il s'agissait du paiement des *kommerkia* par les marchands aux fonctionnaires attachés à l'administration. Elle le rattache aussi à la *messa* (baril et contenu d'un baril) comme mesure de pesage, puisqu'il figure parmi d'autres droits sur le pesage dans le chrysobulle en faveur des Monemvasiotes (MM, V, p. 166 [1317]).

<sup>210</sup>. D'après H. ANTONIADIS-BIBICOU (*Douanes*, p. 136), il s'agit d'un droit relatif à la *mina*, mesure de capacité. Voir *Actes de Philothée*, n° 3 (1287); MM, V, p. 166 (1317); *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', Appendice B (1326); *Ἐγγραφα Πάτμου*, A', Appendice C (1331).

<sup>211</sup>. MM, V, p. 166 (1317). Cf. ANTONIADIS-BIBICOU, *Douanes*, p. 137.

<sup>212</sup>. MM, V, p. 166 (1317). Cf. ANTONIADIS-BIBICOU, *Douanes*, p. 137. Voir aussi DÖLGER, *Gebührenwesen*, p. 19.

### e. Autres droits

Parmi les impôts indirects on peut aussi placer :

- la *katathésis* (κατάθεσις), qui est présentée à côté du *kampanon* et du *mèniatikon* comme droit sur les ateliers<sup>213</sup>,
- l'*ergastèriakon* (ἐργαστηριακόν)<sup>214</sup>,
- le *métaxiatikon* (μεταξιατικόν)<sup>215</sup>,
- le *kapèliatikon* (καπηλιατικόν)<sup>216</sup>,
- le *katagôgion* (καταγωγίον)<sup>217</sup>,
- l'*opsônion* (ὀψώνιον)<sup>218</sup>,

213. Voir *Actes de Philothée*, n° 3 (1287). La *katathésis*, en tant que droit, est un *unicum*. D'après F. DÖLGER (*Regesten*, 4, n° 2121 [1287]), il s'agit d'un droit sur l'ouverture d'ateliers, mais il pose un point d'interrogation, et en réalité on doit se contenter d'hypothèses. Je pense qu'il s'agit d'un paiement et d'un versement en argent concernant les ateliers mentionnés dans le chrysobulle, mais on ne peut préciser davantage le sens.

214. Probablement un droit sur les ateliers. Voir MM, V, p. 166 (1317). Cf. ZAKYTHINOS, *Despotat*, p. 243.

215. Probablement un droit sur les ateliers de soie. Voir MM, V, p. 166 (1317). Cf. ZAKYTHINOS, *Despotat*, p. 243.

216. Probablement un droit sur les tavernes. Voir MM, V, p. 166 (1317) ; *Actes de Kutlumus*, n° 38 (1386) ; *Actes de Lavra*, III, n° 157 (1405). Cf. DÖLGER, *Regesten*, 5, n° 3321 (1408). N. OIKONOMIDES (*Ottoman Influence*, p. 10) l'identifie à l'*oinopôleion* (οἰνοπωλεῖον) et pense que c'était un droit sur la vente du vin imposé aux tavernes de la Macédoine et de Lemnos. Sur l'*οἰνοπωλεῖον*, voir *Actes de Lavra*, III, n° 161 (1409). Cf. OIKONOMIDES, *Role*, p. 1038. – Vassiliki Kravari, qui a eu l'obligeance de lire une première rédaction de la présente étude, signale d'autres occurrences du *kapèliatikon* dans des actes de Vatopédi (*Actes de Vatopédi*, III, à paraître). Dans le même dossier des *Actes de Vatopédi*, III, un passage fait allusion à la taxe qui est perçue pour la fourniture de biscottes à la marine (ὕπὲρ ἀπαξιμαδίου τῶν κατέργων) et qui semble s'apparenter au *kokkiatikon*.

217. Le *katagôgion* (καταγωγίον) apparaît parmi les autres droits de douane. Voir *Actes de Lavra*, II, n° 104<sup>168-169</sup> (1317) : ὑπὲρ τοῦ γομαριατικοῦ, τοῦ κομμερκίου μετὰ καὶ τοῦ ὀψωνίου καὶ τοῦ καταγωγίου, ὑπέρπυρα πενήκοντα. Le *katagôgion* peut être compris comme un droit sur l'hébergement. Il peut avoir une relation avec les οἰκήματα πρὸς καταγωγὴν τῶν ἐξ ἐμπορίας (hébergement des marchands), que mentionne GRÉGORAS (II, p. 849).

218. On rencontre d'habitude l'*opsônion* (ὀψώνιον) à côté des droits de douane (*kommerkion*, *gomariatikon*) : *Actes d'Iviron*, III, n° 70 (1301), n° 75 (1318), n° 79 (1320) ; *Actes de Lavra*, II, n° 104 (1317) ; MM, V, p. 166 (1317) ; MM, II, p. 85 (1321). À la période moyenne, l'*opsônion* avait un rapport avec le ravitaillement des soldats (KAPLAN, *Les hommes et la terre*, p. 239-240). Dans un document de 1235 [MM, IV, p. 18 (1235)], l'*opsônion* est mentionné en tant que droit exigé des viviers d'un monastère. Pour l'époque qui nous intéresse, l'*opsônion* apparaît comme un droit qui frappe les bateaux ; dans un document de 1342, il est mentionné que les σοβίκια τοῦ εἰρημένου χωρίου τοῦ Χάντακος pouvaient pêcher libres de l'*opsônion*, du tiers ou de toute autre redevance : voir *Actes de Zographou*, n° 32 (1342), n° 37 (1346). Dans un autre document, l'*opsônion* apparaît comme le subside qu'un dénommé Kalothétos accorde à sa femme ; voir MM, II, p. 238-240 (1395) : ἵνα δῶ πρὸς τὴν γυναῖκα αὐτοῦ ὁ Καλόθετος... ὀψωνίου χάριν καὶ λοιπῆς ἐξόδου ὑπέρπυρα λ'. L'*opsônion* apparaît encore dans le chrysobulle en faveur des marchands de Monemvasie (1317) à côté de la μαγειρία en tant que redevance exigée par les fonctionnaires de l'État. Voir aussi MM, V, p. 172 (1391/2 ou 1394 d'après KALLIGAS, *Μονεμβασία*, p. 203) : καὶ μὴ ἔχειν ἐπ' ἀδείας τινά, κἂν τε κεφαλῇ ἐνι, κἂν τε ἄρχων, κἂν ἄλλος τις αὐθεντικὸς ἄνθρωπος, ποιῆσαι ἀγγαρεῖαν καμμίαν οὔτε εἰς αὐτούς, οὔτε εἰς τὰ ζῶα αὐτῶν, οὔτε εἰς τὰ τοῦτων πλευσίματα, οὐδὲ χεῖρα ἐπιβαλεῖν διὰ κἂν ἕνα τρόπον, μαγειρείας χάριν ἢ ὀψωνίου ἢ ἄλλου τινὸς καὶ ἀφελέσθαι ἢ κρέας ἐξ αὐτῶν ἢ κρασὶν ἢ ψάριον ἢ ἄλλο τι κἂν ἕνα πρᾶγμα ἀφ' ὧν πωλεῖν μέλλουσιν... Sur la *mageiria* (μαγειρία), voir aussi MM, II, p. 368-369 (1400) : ἡ δὲ γε

- l'*embatikion* (ἐμβατίκιον)<sup>219</sup>,
- l'*exéreumatikion* (ἐξερευματίκιον)<sup>220</sup>.

### 3. LES AUTRES DROITS ET OBLIGATIONS EN FAVEUR DES FONCTIONNAIRES

Dès l'Antiquité tardive, les revenus des fonctionnaires étaient basés pour une grande part sur les droits versés par les contribuables qui requéraient leurs services. Ces droits connus comme *sportula*, *suffragium*, συνήθειαι, παραμυθία, etc., étaient versés en cas de nomination ou d'avancement, ainsi que pour la délivrance d'attestations et de jugements ou pour la prestation d'autres services<sup>221</sup>. Lors de leur perception, les fonctionnaires étaient souvent accusés d'abus. Les empereurs byzantins essayaient de lutter contre ces phénomènes, mais leurs efforts n'étaient pas très efficaces<sup>222</sup>.

À l'époque qui nous intéresse, il n'est pas toujours facile de distinguer les droits au profit de fonctionnaires et les autres charges supplémentaires mentionnées dans les documents d'archives, surtout dans les documents qui font état d'exemptions fiscales accordées par l'empereur<sup>223</sup>. Le *métrètikion* (μετρητίκιον), qui apparaît dans les sources dès le 12<sup>e</sup> siècle, peut être considéré comme un droit sur le mesurage du tonnage des bateaux<sup>224</sup>, le *pachiati-*

Παλαιολογίνα ὀφείλει εἰς τὰ κατ' ἔτος εἴκοσιν ὑπέρπυρα αὐτῆς τὰ ἀπὸ τοῦ κήπου ποιῆσαι, ὡς βούλεται, ἐπεὶ ἴδια αὐτῆς εἰσι, καὶ παρυπεκράτησε ταῦτα, καὶ δέδεικται, ὡς οὐδὲνα ἐζημίωσε τῇ κεκρυμμένῃ συμφωνίᾳ, ἀλλ' ἄδειαν εἶχε καὶ αὕτη τῷ ἰδίῳ νίῳ ἀποχαρίζεσθαι καὶ κεῖνος τῇ ἰδίᾳ πάλιν μητρί, ὅθεν καί, εἴπερ βουλευθείη ἐκποιήσασθαι πρὸς τινὰ ταῦτά τε τὰ κατ' ἔτος εἴκοσιν ὑπέρπυρα ἀπὸ τοῦ κήπου καὶ τὰς συνήθεις μαγειρίας αὐτοῦ, ἄδειαν ἔξει, καὶ ὁ ταῦτα νομίμως ἐξωνησόμενος τὸ ἀνενόχλητον ἔξει ἐκ πάντων καὶ ἀνεπηρέαστον.

219. On pourrait placer parmi les impôts indirects l'*embatikion* (ἐμβατίκιον), droit payé par les paysans quand ils entraient dans l'état de *parèque*. F. DÖLGER (*Schatzkammern*, p. 169) considérait l'*ἐμβατίκιον* comme l'équivalent de l'*eisdektikon* (εἰσδεκτικόν) du 10<sup>e</sup> siècle. Voir *Actes d'Iviron*, III, n° 65 (1290), n° 67<sup>34-36</sup> (1295) : πακτωτικῶς αἰτεῖ μοδίῳν τριάκοντα γῆν ἐπὶ ἐτησίῳ πάκτῳ νομισμάτων τριῶν, δοῦς αὐτῷ καὶ ὑπὲρ ἐμβατικίου οὐ πλείω ἢ δουκάτα τὸν ἀριθμὸν ἔξ. Sur un droit similaire en Crète à l'époque de la domination vénitienne, voir GASPARES, *Μεσαιωνική Κρήτη*, p. 159-161.

220. L'*exéreumatikion* apparaît comme un droit sur les bateaux (καράβια καὶ τα σανδάλια) du monastère de Vatopédi. Voir *Actes de Vatopédi*, II, n° 92 (1345). Sur l'interprétation de cette charge, voir *Actes de Vatopédi*, II, p. 196. Parmi les impôts commerciaux apparaissent, à l'époque considérée, le *kosmiatikon* (κοσμιατικόν) [MM, V, p. 166 (1317)], l'*énias* (ἐνιάς) [MM, V, p. 166 (1317) : τῆς ἐνιάδος εἰς τὰς εἰς αὐτοὺς περὶ αὐτὴν ἀπάσας σκάλας], dont on ne peut pas préciser le sens, et aussi les latins *arboratico* [DVL, I, n° 79 (1319-20)], *dacito* [TAFEL-THOMAS, *Urkunden*, III, n° 378 (1285)], *pragmatico* [*Acta Albaniae Veneta*, n° 64 (1324)] et *theloneo* [droit de douane provenant probablement du *télônion* (τελώνιον) byzantin; voir ANTONIADIS-BIBICOU, *Douanes*, p. 108; MM, III, p. 80 (1265) : χωρὶς δόσεως τελωνίου, p. 90 (1277) : ἄνευ τινὸς δόσεως καὶ τελωνίου; TAFEL-THOMAS, *Urkunden*, III, n° 358 (1268), n° 378 (1285); *Acta Albaniae Veneta*, n° 64 (1324), n° 65 (1325) : *talloneo*].

221. DÖLGER, *Gebührenwesen*, p. 6; KARAYANNOPULOS, *Finanzwesen*, p. 168 s., 175.

222. Sur les dispositions de Justinien I<sup>er</sup> (527-565), de Léon III (717-741), de Nicéphore I<sup>er</sup> (802-811), de Basile I<sup>er</sup> (867-886), de Léon VI (886-912) et de Constantin VII (913-920) qui se réfèrent aux impôts, voir DÖLGER, *Gebührenwesen*, p. 7-14.

223. Sur les droits prélevés au profit des fonctionnaires aux 11<sup>e</sup>-12<sup>e</sup> siècles, voir DÖLGER, *Gebührenwesen*, p. 15-19.

224. *Ἐγγράφα Πάτμου*, A', n° 36 (1269). Cf. DÖLGER, *Gebührenwesen*, p. 19.

*kon* (παχιατικόν) comme un droit sur le mesurage des tissus<sup>225</sup>. L'*oinométrion* (οἰνομέτριον) peut aussi être compris comme un droit sur l'évaluation de la récolte de raisins ou sur la production du vin<sup>226</sup>.

Dans la même catégorie de taxes, on peut probablement placer le *kritikon* (κριτικόν), qui apparaît au 15<sup>e</sup> siècle dans le Péloponnèse en tant que paiement en espèces versé aux fonctionnaires chargés de l'administration de la justice<sup>227</sup>.

Parmi les *épèreiai*, on signale aussi certaines charges fiscales relatives à l'obligation des contribuables d'offrir l'hospitalité aux hauts fonctionnaires de l'État ou aux soldats de passage. Il s'agit du *mitaton* (μιτάτον), l'obligation d'offrir l'hospitalité aux soldats pour hiverner. Cette charge apparaît aussi comme la vente obligatoire de blé à bas prix au profit des gouverneurs provinciaux (κεφαλατικεύοντων). Cette obligation, connue dès le 10<sup>e</sup> siècle, pouvait être remplacée à partir du 11<sup>e</sup> siècle par un paiement en espèces<sup>228</sup>.

225. MM, V, p. 166 (1317). Cf. DÖLGER, *Gebührenwesen*, p. 19; ANTONIADIS-BIBICOU, *Douanes*, p. 137. À la même catégorie de charges pourraient probablement s'ajouter aussi le γομαριατικόν, le ζυγαστικόν, le καμπανιστικόν, le μεσιτικόν, le μηνιατικόν, le μετριατικόν, qui font partie des impôts indirects mentionnés ci-dessus.

226. *Actes d'Esphigménou*, n° 14<sup>229</sup> (1318): ὑπὲρ οἰνομετρίου ἐφ' ἐνὶ ὑπερπύρῳ οἴνου ἐγχώριον μέτρον ἔν, avec commentaire p. 101, n° 16 (1321); *Actes de Xénophon*, n° 15 (1321), n° 16 (1321); *Actes de Xéropotamou*, n° 18c (1317/8); *Actes d'Iviron*, IV, n° 89 (1346). Cf. DÖLGER, *Gebührenwesen*, p. 26-27. Le βιολόγιον (*biologion*), qui désignait l'inventaire des biens (*biologia*) de divers propriétaires, peut sans doute être considéré comme un droit sur leur enregistrement, ainsi que le καπνολόγιον (*kapnologion*), qui désignait l'inventaire du nombre de têtes. Sur les *biologia*, voir *Ἐγγραφα Πάμμων*, A', n° 30 (1262); *Actes de Vatopédi*, II, n° 98<sup>51</sup> (1348): τῆς καταγραφομένης ἐν τοῖς βιολογίοις. Sur ces charges, voir MM, V, p. 83 (1319): ἵνα οὐδὲν ἀπαιτῆται ὅλως ἐξ αὐτῶν βιολόγιον ἢ καπνολόγιον ἢ νόμιστρον ἢ λιμναῖον πάκτον ἢ ζευγολόγιον ἢ ὀρικὴ ἢ μελισσοεννόμιον ἢ χοιροδεκατία, ἃ δῆτα καὶ ἐπενοήθησαν πρὸ ὀλίγου καὶ ἐπετέθησαν παρὰ τῶν δεσποζόντων ἐπ' αὐτοῖς, ἔχει θέλημα ἡ βασιλεία μου, ἵνα εὐρίσκονται οἱ τοιοῦτοι ἀναπαίτητοι ἀπὸ τῶν εἰρημένων κεφαλαίων. Cf. *LBO*, p. 194-195; DÖLGER, *Gebührenwesen*, p. 23-24.

227. MM, V, p. 172-173 (1391/2 ou 1394): καὶ οὐδὲ κριτικὸν τὸ τυχὸν δίδωσιν οἱ τοιοῦτοι αὐτοῖς, ἀλλ' ἵνα γένηται σεκρέτον ἐν τῇ ῥηθείᾳ χώρᾳ, ὡς κρίνεσθαι τούτους ἐν αὐτῷ. Cf. ZAKYTHINOS, *Despotat*, p. 241. Au début du 15<sup>e</sup> siècle, et plus précisément en 1400, il est mentionné dans un document que δοῦναι τὸ βουτζιατικὸν τῶν ἀμπελίων αὐτῶν καὶ ὅτε ἔφορος ἦν τῆς μονῆς αὐτῶν ὁ Παλαιολόγος, ἔνοχος εὐρισκόμενος κατὰ καιροὺς καὶ εἰς τὸ βουτζιατικόν, εἶπεν ὡς ὀφείλει ἡ μονὴ πρὸς αὐτὸν εἰς βουτζιατικὸν ὑπέρπυρα ἀδελφάτου ἐνός...: MM, II, p. 431 (1400) = DARROUZÈS, *Regestes*, n° 3161 (1400). Le βουτζιατικόν (*boutziatikon*) vient probablement de βουτζιον (*boutzion*), qui est mentionné par Antónios Pyropoulos parmi d'autres poids (15<sup>e</sup> siècle). Le βουτσίν (*boutsin*) signifie le baril, donc le *boutzion* pourrait avoir trait au mesurage de liquides, probablement du vin. Il est possible que le *boutziatikon* représente le paiement du fonctionnaire qui faisait le mesurage. Voir E. SCHILBACH, *Byzantinische metrologische Quellen* (Βυζαντινὰ Κείμενα καὶ Μελέται 19), Thessalonique 1982, p. 32 et 138; IDEM, *Metrologie*, p. 156; *LBO*, p. 199.

228. MM, IV, p. 352 (1266); LEMERLE, *Chrysobulle* (1294); *Actes d'Iviron*, III, n° 58 (1259), n° 72 (1310); *Actes de Lavra*, II, n° 71 (1259), n° 89 (1298); *Actes de Lavra*, III, n° 118 (1329); *Actes de Philothée*, n° 3 (1287), n° 4 (1287), n° 9 (1346); *Actes de Chilandar*, n° 43 (1319): τοῦ παρὰ τῶν κεφαλατικεύοντων ἐν ταῖς ἐκείσε χώραις μιτάτου, n° 45 (1319); PETIT, *Chilandar*, n° 45 (1319), n° 60 (1321), n° 61 (1321), n° 62 (1321), n° 63 (1321), n° 70, n° 71 (1321), n° 113 (1327), n° 138 (1351); *Actes de Zographou*, n° 23 (1325), n° 26 (1327), n° 27 (1328), n° 32 (1342), n° 33 (1342): τοῦ μιτάτου τῶν κατὰ καιροὺς εὐρισκομένων κεφαλᾶδων ἐκείσε, ἔτι τὲ καὶ τοῦ μιτάτου τοῦ θεοφρουρήτου φοςσάτου, n° 34 (1342), n° 37 (1346); *Actes de*

De même, l'*aplèkton* (ἀπλήκτον) était l'obligation d'offrir l'hospitalité aux fonctionnaires ou militaires de passage, mais il apparaît aussi comme la fourniture de vivres à l'armée, quand elle partait à la guerre ou en revenait. Cette obligation apparaît dans les sources dès le 10<sup>e</sup> siècle et pouvait aussi être transformée en redevance en espèces<sup>229</sup>.

Outre le *mitaton*, les gouverneurs provinciaux pouvaient réclamer aux contribuables de leur territoire certaines autres redevances comme une sorte de paiement. Ces redevances devaient constituer τὰ τοῦ κεφαλατικίου δίκαια<sup>230</sup>. Le *kommerkion*, le *diabatikon* et le *poriatikon* apparaissent dans un chrysobulle de 1317 en faveur de Monemvasie comme redevances exigées par les gouverneurs et les ἐκέισε τὰ δημόσια διενεργούντες, tandis que l'*opsônion* et la *mageiria* apparaissent comme redevances exigées par d'autres fonctionnaires<sup>231</sup>. Dans un chrysobulle de 1342 en faveur du monastère de Zôgraphou, il semble que les gouverneurs de Chrysoupolis exigeaient des

*Xéropotamou*, n° 23<sup>20</sup> (1324): πέζευμα στρατιωτῶν, que les éditeurs identifient au *mitaton*; *Actes de Vatopédi*, I, n° 62 (1324); *Actes d'Esphigménou*, n° 23 (1347 ?); *Actes de Docheiariou*, n° 25 (1349); *Actes de Saint-Pantéléèmon*, n° 11 (1353); GUILLOU, *Prodrome*, n° 26<sup>62-66</sup> (1332): διορίζεται ἡ βασιλεία μου διατηρεῖσθαι τὰ τοιαῦτα κτήματα αὐτῶν καὶ τοὺς ἐν αὐτοῖς παροίκους καὶ προσκαθημένους τούτων, καὶ ἀπὸ τῆς ἀπαιτήσεως τοῦ διαβατοῦ τῶν ζώων αὐτῶν καὶ ὅπου ἄρα καὶ διαβαίνωσι, καὶ ἀπὸ τῆς καταθέσεως τοῦ μιτάτου καὶ μὴ ἔχειν ἐπ' ἀδείας ποιεῖν ἐν τούτοις ταύτην μήτε τὸν καθολικῶς μήτε τὸν μερικῶς ἐν τῷ τοιοῦτῳ τόπῳ κεφαλατικεύοντα, χάριν ἐαυτῶν, εἴτε καὶ στρατιωτῶν, n° 39 (1345); ALEXANDER, *Chrysobull*, p. 181-183; *Actes de Vatopédi*, II, n° 93<sup>30-31</sup> (1346): μιτάτον μερικῆς κεφαλῆς καὶ καθολικῆς, n° 97 (1348). Cf. DÖLGER, *Beiträge*, p. 60-61; ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Αγροτικό περίσσευμα*, p. 200; KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β'*, p. 236.

229. *Actes d'Esphigménou*, Appendice A (1259); *Actes d'Iviron*, III, n° 58 (1259), n° 72 (1310); *Actes de Lavra*, II, n° 71 (1259), n° 89 (1298); *Actes de Lavra*, III, n° 118 (1329); *Actes de Philothée*, n° 3 (1287), n° 4 (1287); MM, V, p. 81 (1319). Cf. H. AHRWEILER, *Byzance et la mer. La marine de guerre, la politique et les institutions maritimes de Byzance aux VII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles*, Paris 1966, p. 144; ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Αγροτικό περίσσευμα*, p. 200; M. BARTUSIS, *State Demands for the Billeting of Soldiers in Late Byzantium*, ZRVI 26, 1987, p. 115-123, ici p. 121; G. KOLIAS, *Περί απλήκτου*, EEBS 17, 1941, p. 144-184; DÖLGER, *Beiträge*, p. 60-61; LBO, p. 140; KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β'*, p. 236.

230. Voir le document sur la nomination des *képhalai* (K. SATHAS, *MB*, VI, Venise 1877, p. 643): ὀφείλοντος καὶ αὐτοῦ λαμβάνειν ἐξ αὐτῶν καὶ ἀρκεῖσθαι εἰς μόνα τὰ κατὰ εὐλογον συνήθως ἀπαιτούμενα τοῦ κεφαλατικίου δίκαια, καὶ μηδὲν πλέον λαμβάνειν παρὰ τὸ διατεταγμένον δίκαιον, ἐπεὶ καὶ τούτου ἕνεκεν ἐγένετο αὐτῷ τὸ παρὸν τῆς βασιλείας μου πρόσταγμα. Voir aussi MM, IV, p. 352 (1266); *Actes d'Esphigménou*, n° 28<sup>13</sup> (1387): τὰ δίκαια τοῦ κεφαλατητίου κατέχοντος; MM, III, p. 173 (1427): λαμβάνων [Georges Gémistos] κατ' ἔτος ἐντὸς τοῦ προσοδίου αὐτοῦ πάντα τὰ δίκαια τοῦ κεφαλατικίου τῆς αὐτῆς χώρας, p. 174 (1428), p. 225 (1450). Cf. DÖLGER, *Beiträge*, p. 50-51; ZAKYTHINOS, *Despotat*, p. 240.

231. MM, V, p. 167 (1317): ἀδιάσειστοι παντελῶς ἀπὸ τε τῆς ἀπαιτήσεως τοῦ κομμερκίου, τοῦ διαβατικοῦ καὶ τοῦ ποριατικοῦ παρὰ τε τῶν κατὰ καιροὺς εὐρισκομένων εἰς κεφαλὴν τῶν εἰρημένων κάστρων καὶ παρὰ τῶν ἐκέισε τὰ δημόσια διενεργούντων... ἀλλὰ καὶ αὐτοὶ οἱ κατὰ καιρὸν μέλλοντες ἔχειν τὴν ἐνοχὴν τῆς θεοδοξάστου Κωνσταντινουπόλεως ἀφέξονται τελείως τοῦ ἐπάγειν ἐπήρειαν αὐτοῖς καὶ ἀπαίτησιν τὴν τυχοῦσαν ἢ ὀψωνίου ἢ μαγειρείας. Cf. ΜΑΚΣΙΜΟΝΙĆ, *Provincial Administration*, p. 160; K.-P. MATSCHKE, *Notes on the Economic Establishment and Social Order of the Late Byzantine Kephalaï*, BF 19, 1993, p. 139-143. Voir aussi KYRITSÈS, *Κράτος*, p. 187.

bateaux du village de Chandax dans la région du Strymon le *skaliatikon*<sup>232</sup>. On rencontre aussi dans les sources l'exigence, de la part des τὰ δημοσιακὰ διενεργούντας et des autres gouverneurs<sup>233</sup>, de grain, de raisin ou de toute autre chose et la contribution – déjà connue – pour l'entretien des ambassadeurs<sup>234</sup>.

Aux impôts directs et indirects mentionnés ci-dessus s'est ajouté à partir de 1371 le tribut du *haradj* (χαράτσι), que l'empereur byzantin dut verser au sultan turc après la victoire des Turcs sur l'armée serbe à Černomen. Les Byzantins versèrent le *haradj* jusqu'à la chute finale de l'empire, à l'exception de la période qui va de 1403 à 1426, pendant laquelle il ne fut payé que par certaines régions byzantines<sup>235</sup>.

### III. – LA POLITIQUE FISCALE DES PALÉOLOGUES

#### BRÈVE REVUE

L'époque des Paléologues fut marquée par la contraction du territoire byzantin et aussi par l'affaiblissement économique et militaire de l'empire. En ce qui concerne l'économie, l'augmentation des dépenses de l'État et la concession de privilèges économiques à l'aristocratie indigène et aux forces

232. *Actes de Zographou*, n° 32 (1342). Cf. MAKSIMOVIĆ, *Provincial Administration*, p. 160 ; K.-P. MATSCHKE, Notes on the Economic Establishment and Social Order of the Late Byzantine Kephalaï, *BF* 19, 1993, p. 139-143. Voir aussi KYRITSÈS, *Κράτος*, p. 187. L. MAKSIMOVIĆ (*Provincial Administration*, p. 160) suppose que le *kaniskion*, le *charagma* et le *dimodaion* peuvent aussi être considérés comme des redevances reçues par les fonctionnaires de l'État.

233. *Actes d'Esphigménou*, n° 31<sup>10-13</sup> (1409 ?) : ἐπεὶ δε καὶ τινα ἐπενοήθησαν παρὰ τοῖς κατὰ καιρὸν ἐνεργοῦσιν, ἐντέλλομαι ἐκκοπῆναι καὶ αὐτά, ἡγουν τὸ εἰσέρχεσθαι τοὺς τὰ δημοσιακὰ διενεργούντας καὶ προφάσει... σταφυλὰς καὶ τὸ γέννημα τῶν ἐποίκων αὐτῶν, ἀλλὰ καὶ τὸ χάριν διοικήσεως ἀπαιτεῖσθαι ἐκ τῶν τοιούτων κτημάτων τι ; MM, V, p. 173 (1391/2 ou 1394) : καὶ οὐδὲν ἔχῃ τις ἐπ' ἀδείας ποτέ, κἂν τε κεφαλὴ ἔνι, κἂν τε ἄρχων, κἂν τις ἄλλος αὐθεντικὸς ἄνθρωπος, ποιῆσαι ἀγγαρεῖαν οὔτε εἰς αὐτοὺς, οὔτε εἰς τὰ ζῶα αὐτῶν, οὔτε εἰς τὰ τούτων πλευσίματα, οὐδὲ χεῖρα ἐπιβαλεῖν διὰ κἂν ἓνα τρόπον καὶ ἀφελέσθαι ἢ κρέας ἐξ αὐτῶν ἢ κρασὶν ἢ ὀψάριον ἢ ἄλλο τι κἂν ἓνα πρᾶγμα ἀφ' ὧν πωλεῖν μέλλουσιν. Voir aussi *Actes de Lavra*, II, n° 89<sup>168-169</sup> (1298) : ἢ εἰς ἐτέραν κατάθεσιν ὑπερπύρων σιτοκρίθου χάριν καὶ σταφυλῶν ; *Actes de Lavra*, III, n° 118 (1329) ; MILLET, *Inscriptions byzantines*, n° IV (1320) : καταθέσεως βρωσίμων καὶ ποσίμων καὶ ἄλλοίων εἰδῶν, n° V (1322). Cf. ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Αγροτικό περίσσευμα*, p. 200 ; ΚΟΝΤΟΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΥ, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 237.

234. Voir *Actes de Lavra*, II, n° 71<sup>81</sup> (1259) : συνδοσίας ἀπαιτουμένης λόγω διοικήσεως τῶν ἀποκρισιαρίων, n° 89<sup>169-170</sup> (1298) : εἰς συνδοσίαν ἀπαιτουμένην λόγω διοικήσεως ἀποκρισιαρίων ; *Actes de Lavra*, III, n° 118 (1329). Voir aussi la συνδοσία γεννημάτων (contribution de produits agricoles) : *Actes d'Esphigménou*, n° 23<sup>31</sup> (1347 ?), ainsi que la συνδοσία en général : MM, V, p. 13 (1259) ; *Actes de Lavra*, II, n° 72 (1263) ; *Actes de Philothée*, n° 3 (1287), n° 4 (1287) ; PETIT, *Chilandar*, n° 45 (1319), n° 60 (1321), n° 61 (1321), n° 62 (1321), n° 63 (1321), n° 70 (1321), n° 71 (1321), n° 138 (1351). Le terme apparaît aussi dans l'histoire de PACHYMÉRÈS (III, p. 237), qui parle de contributions (συνδοσίεις). Cf. ΚΟΝΤΟΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΥ, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 237.

235. OSTROGORSKY, *État tributaire*, p. 49-51 ; ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, *Haradj* ; NICOL, *Τελευταίοι αιώνες*, p. 431-433, 465.

navales étrangères ont rendu difficile l'amélioration des finances publiques<sup>236</sup>. L'étude de la fiscalité byzantine entreprise dans les pages qui précèdent montre cependant que certains efforts sur le renforcement de l'économie byzantine ont été réalisés. En particulier, l'augmentation des charges fiscales, remarquable de la deuxième moitié du 13<sup>e</sup> jusqu'au milieu du 14<sup>e</sup> siècle, reflète l'effort des Paléologues d'augmenter leurs revenus par la fiscalité et de renforcer l'économie byzantine.

En 1259 Michel VIII confisqua certaines terres du monastère de Vatopédi afin de financer une expédition militaire<sup>237</sup>. Le même empereur exigea de quelques domaines monastiques le versement de la *kastroktisia* et de la *katergoktisias*. L'exigence de ces charges a probablement un rapport avec l'effort de Michel VIII de renforcer la défense de l'État en construisant des forteresses et des bateaux<sup>238</sup>.

Andronic II Paléologue adopta une politique fiscale rigoureuse. D'après les informations des historiens byzantins, en 1283 Andronic II a exigé des provinces occidentales de l'empire le dixième des *pronoiai*, pour financer une opération militaire<sup>239</sup>, en 1300 il a lancé une campagne fiscale, dont les revenus devaient servir à payer les mercenaires alains<sup>240</sup>, à l'automne de 1304 il a imposé le *sitokrithon* (σιτόκριθον) pour le paiement des mercenaires catalans<sup>241</sup>, tandis que la même année il a prélevé un tiers des *pronoiai* occidentales afin de faire face aux dépenses extraordinaires que causa l'embauche des mercenaires catalans<sup>242</sup>.

Les domaines des monastères n'ont pas été exemptés des exigences mentionnées ci-dessus<sup>243</sup>. Au début du 14<sup>e</sup> siècle, Andronic II procéda à la confiscation des terres que l'État avait concédées aux monastères. Son intention était de les attribuer aux soldats byzantins pour le renforcement de l'armée<sup>244</sup>.

236. A. LAIOU-C. MORRISON, *The Byzantine Economy*, Cambridge 2007, p. 225-226.

237. En 1265, il a concédé à Vatopédi le monastère des Saints-Anargyres au mont Paggaïos en tant que récompense. Voir *Actes de Vatopédi*, I, n° 16 (1265).

238. MM, IV, p. 332 (1272). Cf. MANIATÈ-KOKKINÈ, *Δωρεές*, p. 33-34. Sur l'effort de reconstruction de Michel VIII, voir aussi D. GEANAKOPOLOS, *Emperor Michael Palaeologus and the West, 1258-1282. A Study in Byzantine-Latin Relations*, Cambridge Mass. 1959, p. 122-130.

239. PACHYMÉRÈS, III, p. 81. Cf. LAIOU, *Débat*, p. 102-105. Sur l'institution de la *pronoia*, voir notamment H. AHRWEILER, La *pronoia* à Byzance, dans *Structures féodales et féodalisme dans l'Occident méditerranéen (x<sup>e</sup>-xiii<sup>e</sup> siècles)*, Rome 1980, p. 681-689; T. MANIATÈ-KOKKINÈ, *Ο βυζαντινός θεσμός της πρόνοιας. Συμβολή στη μελέτη του χαρακτήρα του*, Thèse, Thessalonique 1990.

240. GRÉGORAS, I, p. 205.

241. PACHYMÉRÈS, IV, p. 539. Sur le *sitokrithon*, voir OSTROGORSKY, *Féodalité*, p. 284; LAIOU, *Débat*, p. 103-104.

242. PACHYMÉRÈS, IV, p. 541: Διὰ ταῦτα καὶ τῶν κατὰ δύσιν προνοιῶν ἤπτετο καὶ τὸ τρίτον ἐκ τούτων ἀφῆρει. Cf. LAIOU, *Constantinople*, p. 187-188.

243. LAIOU, *Débat*, p. 103.

244. PACHYMÉRÈS, IV, p. 425. Cf. CHARANIS, *Monastic Properties*, p. 111; A. FAILLER, *Pachymeria alia*, *REB* 51, 1993, p. 248-258.



Les mesures fiscales d'Andronic II et la dévaluation de la monnaie d'or qui eut lieu sous son règne ont porté certains résultats<sup>245</sup>. Nicéphore Grégoras mentionne que l'imposition lourde de 1321 apporta aux coffres de l'État la somme étonnante d'un million d'hyperpères<sup>246</sup>. Mais la guerre civile qui éclata en 1321 annula tous les efforts pour l'amélioration des finances.

Les incidences de la guerre civile furent ravageuses pour la politique financière d'Andronic II. Le désordre dans les campagnes ne permettait pas la perception régulière des impôts. Jean Cantacuzène mentionne explicitement que la perception des impôts fut impossible en 1321<sup>247</sup>. Mécontents de la lourdeur de la fiscalité, les citoyens se tournèrent vers les promesses d'Andronic III qui prônait des exemptions fiscales<sup>248</sup>. En outre, la confiscation des biens en faveur des partisans de deux opposants a déséquilibré la répartition de la terre<sup>249</sup>. L'abandon de la campagne, qui a commencé pendant la guerre des deux Andronic, allait revêtir une dimension encore plus grande pendant la guerre civile suivante<sup>250</sup>.

En accédant au trône, Andronic III (1328-1341) ne s'en est pas tenu à ses promesses. Nicéphore Grégoras mentionne qu'Andronic III envoya des percepteurs dans les villes et les villages de Macédoine et de Thrace, qui avaient tant souffert de l'impôt et des invasions turques et bulgares, afin de reprendre la lutte contre les Turcs vers 1334/6<sup>251</sup>.

Pendant son règne court, une autre charge a probablement été ajoutée aux finances publiques : le versement aux Ottomans, après la conquête turque de la Bithynie, d'un tribut pour la possession des villes byzantines de cette région<sup>252</sup>.

La guerre civile qui a suivi la mort d'Andronic III a conduit l'économie de Byzance au désastre. D'après Nicéphore Grégoras, les revenus de l'État ont alors été anéantis<sup>253</sup>. Grégoras mentionne que, quand Jean Cantacuzène est

245. Sur la dévaluation de la monnaie d'or, voir KONTOGIANNOPOULOU, *Ανδρόνικος Β΄*, p. 272-273.

246. GRÉGORAS, I, p. 317-318.

247. CANTACUZÈNE, I, p. 93, 137, 230.

248. GRÉGORAS, I, p. 319, 392-393 ; CANTACUZÈNE, I, p. 193. Cf. KYRRÈS, *Βυζάντιον*, p. 68-69, 143-144.

249. GRÉGORAS, I, p. 352-353, 396-397 ; CANTACUZÈNE, I, p. 119, 287. Voir aussi *Actes de Zographou*, n° 24 (1326 ?), sur d'autres concessions pendant la guerre civile. Cf. KYRRÈS, *Βυζάντιον*, p. 75-78.

250. LEFORT, *Rural Economy*, p. 105.

251. GRÉGORAS, I, p. 524.

252. Dans le traité qu'Andronic III a conclu avec les Turcs en 1333, l'empereur byzantin a convenu, d'après une chronique contemporaine, de verser aux Ottomans un tribut annuel de 12 000 hyperpères pour la possession des villes restantes byzantines de Bithynie. Voir CANTACUZÈNE, I, p. 446-448 ; R.-J. LOENERTZ, La chronique brève de 1352, II, *OCP* 30, 1964, p. 39-50, ici p. 40, 52-54 ; SCHREINER, *Kleinchroniken*, I, n° 8/27, II, p. 243-244. Cf. U. BOSCH, *Kaiser Andronikos III. Palaiologos. Versuch einer Darstellung der byzantinischen Geschichte in den Jahren 1321-1341*, Amsterdam 1965, p. 146-149, 152-158 ; NICOL, *Τελευταίοι αιώνες*, p. 271.

253. On rencontre souvent dans les sources des mentions sur le manque d'argent et le recours à l'imposition extraordinaire afin d'en trouver. Voir GRÉGORAS, II, p. 748, 752 : καὶ ἄμα

entré à Constantinople, il n'a trouvé dans les coffres de l'État rien d'autre plḗn ἄερος καὶ κόνεως καὶ τῶν Ἐπικουρείων εἰπεῖν ἀτόμων<sup>254</sup>.

En outre, la perception des impôts ne pouvait pas être réalisée normalement. Le *mégas doux* Apokaukos essaya en 1345 de revendiquer les droits de douane de Hiéron, alors qu'il ne disposait pas d'une force navale suffisante pour faire face à la réaction des Génois<sup>255</sup>. Il visait à disposer des revenus fiscaux de cette année pour la subsistance de la marine byzantine<sup>256</sup>.

Les abus des percepteurs des impôts ne manquaient pas<sup>257</sup>. Il semble que certains d'entre eux aient amassé de grandes fortunes, comme Patrikiôtès, qui a offert en 1341 ses biens à Cantacuzène pour payer l'armée<sup>258</sup>. Nicéphore Grégoras mentionne aussi Jean Batatzès, dont il décrit ainsi le comportement : καὶ αὐτὸς ἀσήμου γένους ὑπάρχων πλούσιος ἐξ ἀπογραφικῶν ἐγεγόνει ἐμποριῶν, ἄλλας ἐξ ἄλλων ταχὺ μετιών, καὶ παραλλάττων ἀεὶ τῶν εὐτελεστέρων τὰς μείζους<sup>259</sup>.

Pendant la guerre civile, l'arrière-pays de Thrace fut dévasté<sup>260</sup>, le commerce byzantin était sous le contrôle italien et les revenus douaniers aboutissaient en grande partie dans les caisses des puissances navales italiennes<sup>261</sup>. Durant la guerre civile, la politique financière de Byzance fut basée sur les prêts<sup>262</sup>, sur les donations des souverains étrangers<sup>263</sup> et sur les offres des puissants de l'empire<sup>264</sup>.

χρημάτων πόρος ἦν οὐδεὶς οὐδαμῶθεν, οὔτε τοῖς πένησιν ἐννοῆσαι δι' ἐργασίας ἡστινοσοῦν, οὔτε τοῖς ἄρχουσιν, ὅθεν ἔρανόν τινα δασμολογοῦντες ἀργυρολογήσουσι. Voir aussi GRÉGORAS, II, p. 789; CANTACUZÈNE, II, p. 471 : χρημάτων τε πόρος οὐδαμῶθεν... καὶ αἱ πρόσδοι ἐκλεοίπασιν τῶν κοινῶν τῆς χώρας διεφθαρμένης.

254. GRÉGORAS, II, p. 790. Sur la guerre civile, voir K.-P. MATSCHKE, *Fortschritt und Reaktion in Byzanz im 14. Jahrhundert*. Konstantinopel in der Bürgerkriegsperiode von 1341 bis 1354, Berlin 1971.

255. CANTACUZÈNE, II, p. 522; THIRIET, *Régestes*, I, n° 164, p. 54 (1344); DVL, I, n° 141 (1344). Cf. BALARD, *Romanie génoise*, I, p. 77.

256. CANTACUZÈNE, II, p. 537 : εἴτα καὶ τοῖς ἄλλοις ἅπασιν φόρους τάξαι ἐτησίους, ἐξ ὧν χρηματιζόμενος διαθρέψει τὸ ναυτικόν.

257. CANTACUZÈNE, II, p. 81.

258. CANTACUZÈNE, II, p. 58-63.

259. GRÉGORAS, II, p. 741.

260. GRÉGORAS, II, p. 622, 742, 747, 817; CANTACUZÈNE, II, p. 303, 305, 338, 461, 476.

261. GRÉGORAS, II, p. 842. Cf. BALARD, *Romanie génoise*, II, p. 682.

262. On relève notamment le cas d'Anne de Savoie, qui a donné en gage la joaillerie de la couronne en 1343, afin de recevoir de Venise un prêt de 30 000 ducats; voir DÖLGER, *Regesten*, 5, n° 2891. Cf. NICOL, *Βενετία*, p. 326-327; P. HETHERINGTON, *The Jewels from the Crown: Symbol and Substance in the Later Byzantine Imperial Regalia*, *BZ* 96, 2005, p. 157-168, ici p. 157.

263. On signale en particulier l'offre d'une somme d'argent importante de la part du duc de Moscou, qui fut utilisée pour le paiement de mercenaires turcs; voir GRÉGORAS, III, p. 198-200. Cf. NICOL, *Τελευταῖοι αἰῶνες*, p. 347.

264. Jean Cantacuzène utilisa son propre argent pendant la guerre civile. Voir GRÉGORAS, II, p. 595 : ἔτι τε δωρεὰ καὶ χάριτες καὶ τῶν πρὶν ὀφλημάτων ἐκτίσεις ἐκ τῶν οἰκείων χρημάτων αὐτοτελῆ τὴν διάρκειαν ἔχουσαι · χρημάτων γὰρ τηνικαῦτα καὶ τοιαύτης δαπάνης ἐσπάνιζε τὰ βασιλικά πρυτανεῖα, p. 600, 855-856 : ... ἐθελοντὰς συνεισφέρειν εἰς ἐράνου φορὰν τὰ προσόντα, καὶ παῖδας αὐτοὺς εἰ δέοι χρημάτων ἀλλάττεσθαι κοινῆς ὠφελείας ἕνεκα, p. 857. Voir aussi CANTACUZÈNE, II, p. 58-63, 65 : τὴν δὲ δαπάνην τῶν τριήρων, τὴν μὲν ἐκ τῶν δημοσίων τοῖς ταμίαις ἐκέλευε παρέχειν, τὴν δ' ἐκ τῶν ἰδίων παρήχετο αὐτός, p. 68, 350.

En accédant au trône, Jean Cantacuzène s'occupa en premier lieu du redressement de l'économie. Il sollicita l'aide économique des puissants de l'empire, mais sans rien obtenir<sup>265</sup>. L'empereur essaya par la suite d'attaquer le monopole des Génois sur le ravitaillement de Constantinople en céréales en construisant une flotte et en réduisant les droits de douane de la capitale. La réduction de ces droits aurait dû diriger un grand nombre de bateaux commerciaux vers le port byzantin, augmentant ainsi les revenus de l'État<sup>266</sup>. Mais la réaction des Génois fut immédiate. Gênes prit les armes et donna l'assaut à la flotte byzantine, qui fut battue<sup>267</sup>. Durant la guerre, Jean Cantacuzène imposa un prélèvement fiscal aux villes et villages de Thrace, afin de faire face à l'accroissement de ses dépenses<sup>268</sup>. Nicéphore Grégoras mentionne qu'après la défaite des Byzantins ἡ τ' ἐλπὶς τῶν ἐτησίων προσόδων, εἰ μὴ τὸ πᾶν, ἀλλ' οὖν τὸ πλεῖστον ἐκκέκοπται μέρος<sup>269</sup>.

Malgré sa défaite, Jean Cantacuzène était déterminé à rendre Constantinople indépendante économiquement et défensivement. En 1349, l'empereur essaya à nouveau de construire des bateaux. Nicéphore Grégoras mentionne que, afin de rassembler les fonds nécessaires, Jean VI soumit à l'imposition le commerce du blé et la production du vin<sup>270</sup>. Les recettes des nouveaux impôts servirent, comme le mentionne Jean Cantacuzène, à la construction d'à peu près deux cents bateaux<sup>271</sup>.

Cependant, l'effort rénovateur de Jean VI ne changea pas de manière notable la position internationale de l'empire. Les puissances italiennes de Venise et de Gênes continuèrent à dominer sur la mer byzantine et à utiliser à leur profit l'armée byzantine, comme ce fut le cas pendant la guerre entre Venise et Gênes en 1351-1352, dans laquelle Byzance fut forcée de s'engager<sup>272</sup>.

À partir du milieu du 14<sup>e</sup> siècle, la situation économique de Byzance connut une nouvelle dégradation. Les Ottomans s'installèrent à titre permanent sur le territoire européen et ils soumirent au fisc toutes les villes

265. CANTACUZÈNE, III, p. 33-42. Cf. NICOL, *Τελευταίοι αιώνες*, p. 348.

266. GRÉGORAS, II, p. 842. Cf. OIKONOMIDÈS, *Hommes d'affaires*, p. 46; NICOL, *Τελευταίοι αιώνες*, p. 349.

267. GRÉGORAS, II, p. 844-867; CANTACUZÈNE, III, p. 68-80. Cf. NICOL, *Τελευταίοι αιώνες*, p. 350; BALARD, *Romanie génoise*, I, p. 79.

268. GRÉGORAS, II, p. 856: ἐξεπέμποντο δὲ καὶ οἱ τὰς Θρακικὰς ἀργυρολογήσοντες πόλεις καὶ χώρας τῆς κοινῆς καὶ ἀναγκαίας ταυτησὶ χρείας εἵνεκα.

269. GRÉGORAS, II, p. 867.

270. GRÉGORAS, II, p. 870; CANTACUZÈNE, III, p. 80-81. Cf. OIKONOMIDÈS, *Hommes d'affaires*, p. 47-48; NICOL, *Τελευταίοι αιώνες*, p. 357.

271. CANTACUZÈNE, III, p. 81. Cf. OIKONOMIDÈS, *Hommes d'affaires*, p. 48; NICOL, *Τελευταίοι αιώνες*, p. 357.

272. Voir notamment PHILOTHÉE, *Discours*, p. 235-264 (*Φιλοθέου Κόκκινου Λόγοι καὶ Ομιλίαι*, éd. B. PSEUTOGKAS, Thessalonique 1981); DÖLGER, *Regesten*, 5, n° 2991 (1352). Cf. NICOL, *Τελευταίοι αιώνες*, p. 371-374.

conquises<sup>273</sup>. En outre, l'extension des Turcs sur le territoire byzantin ne permettait pas la pratique régulière du commerce et de l'agriculture<sup>274</sup>.

L'effort de Jean V de renforcer la défense de l'État en installant des soldats sur les domaines monastiques ne changea pas la situation<sup>275</sup>. En outre, sous son règne Byzance est devenue dépendante des Ottomans, et l'empereur byzantin fut obligé de leur verser un tribut et de leur fournir un service militaire<sup>276</sup>.

Jusqu'en 1402, Byzance versa le tribut, qui était particulièrement onéreux<sup>277</sup>. Après la défaite des Ottomans devant les Mongols à la bataille d'Ankara, Byzance se dispensa du versement du tribut et reconquit certaines régions de la Macédoine, de la mer Noire, de la mer de Marmara et les Sporades<sup>278</sup>. Pourtant les documents qui proviennent des monastères du Mont Athos, lesquels ont retrouvé la plupart de leurs biens, nous informent que tant les monastères que d'autres propriétaires de Macédoine continuèrent à payer une partie du *haradj* à l'État byzantin. Manuel II Paléologue (1391-1425) concéda aux contribuables les deux tiers du tribut qu'ils versaient aux Turcs, mais il garda le dernier tiers pour l'État. Cet impôt continue d'être mentionné comme *haradj*<sup>279</sup>.

273. GRÉGORAS, III, p. 118-119, 220-222, 224; CANTACUZÈNE, III, p. 276-279. Cf. P. CHARANIS, On the Date of the Occupation of Callipoli by the Turks, *BS* 16, 1955, p. 113-117 = *Social, Economic and Political Life in the Byzantine Empire*, Variorum Reprints, Londres 1973 (XVIII); NICOL, *Τελευταίοι αιώνες*, p. 381-382. Sur la perception des impôts des villes de Chersonèse, voir aussi DÉMÉTRIUS CYDONÈS, *Sur Kallipolè* (Δημήτριος Κυδώνης, Συμβουλευτικός έτερος Περί Καλλιπόλεως, *PG* 154, 1009-1036), 1012<sup>D</sup>: Τοῦ γὰρ περὶ τὸν Ἑλλησποντον καὶ τὴν Προποντίδα συμβάντος σεισμοῦ, ὃς πάντα ἀνέτρεψε, καὶ τὸ χωρίον τοῦτο τοῖς βαρβάροις προδεδωκότος, ἥ τε Χερσόνησος πᾶσα τούτοις ἐδούλευσε, καὶ τὰς ἐν Θράκῃ πόλεις δι' ἑαυτῶν ἐποιήσαντο, καὶ πρὶν ἔτος ἐξήκειν, φόρους τε ἡμᾶς ἐπράξαντο, καὶ τὴν πρὸ τῶν τειχῶν ἔτεμον γῆν. Cf. NÉRANTZÈ-BARMAZÈ, *Βυζάντιο*, p. 26.

274. Voir DÉMÉTRIUS CYDONÈS, *PG* 154, 1004<sup>D</sup> (Δημητρίου του Κυδώνου Ρωμαίους συμβουλευτικός, *PG* 154, 961-1008). Voir aussi DÉMÉTRIUS CYDONÈS, *Correspondance*, n° 47. Cf. NÉRANTZÈ-BARMAZÈ, *Βυζάντιο*, p. 59.

275. Voir MM, I, p. 507-508 (1367) = DARROUZÈS, *Regestes*, n° 2534; DÖLGER, *Regesten*, 5, n° 3118. Voir aussi Manuel II, *Prostagma* (1408), éd. V. MOŠIN, *Akti iz svetogorskikh archiva* (Srpska Kraljevska Akademija, Spomenik XII), Belgrade 1939, p. 165. Cf. I. ŠEVČENKO, Nicolas Cabasilas «Anti Zealot» Discourse: a Reinterpretation, *DOP* 11, 1957, p. 79-171, ici p. 159; CHARANIS, *Monastic Properties*, p. 114-116; BARTUSIS, *Army*, p. 106, 165, 168-169, sur la confiscation des biens monastiques pour des raisons militaires; *Byzantine Monastic Foundation Documents: A Complete Translation of the Surviving Founders' Typika and Testaments*, éd. J. THOMAS-A. CONSTANTINIDES HERO, Washington D.C. 2000, p. 1492. Cf. NÉRANTZÈ-BARMAZÈ, *Βυζάντιο*, p. 137.

276. OSTROGORSKY, *État tributaire*, p. 49-51; NICOL, *Τελευταίοι αιώνες*, p. 435, 440, 442, 459-460; INALCIK, *Οθωμανική αυτοκρατορία*, p. 30. Les domaines byzantins ne sont pas tombés à l'état tributaire en même temps, et la période de la dépendance vis-à-vis des Turcs ne fut pas la même pour tous. Voir M. SPREMIĆ, Harač Soluna u xv veku, *ZRVI* 10, 1967, p. 187-195.

277. DÉMÉTRIUS CYDONÈS, *Correspondance*, n° 442 (1391), p. 407; CHALKOKONDYLÈS, I, p. 57-58; SPHRANTZÈS, p. 60. Cf. OSTROGORSKY, *État tributaire*, p. 52-53; NICOL, *Τελευταίοι αιώνες*, p. 465.

278. *DVL*, II, n° 159 (1403). Cf. BARKER, *Manuel II*, p. 225; OSTROGORSKY, *État tributaire*, p. 53; NICOL, *Τελευταίοι αιώνες*, p. 494-495; INALCIK, *Οθωμανική αυτοκρατορία*, p. 37-40.

279. ARKADIOS VATOPÉDINOS, Βασιλική διαταγή προς Δημήτριον τον Βουλιώτην περί Αγίου Όρους, *Γρηγόριος ό Παλαμάς* 2, 1918, p. 449-452. Cf. OSTROGORSKY, *État tributaire*,

En outre, Manuel II frappa les Moréotes d'impôts spéciaux, afin de construire une muraille de six miles s'étendant du golfe Saronique jusqu'au golfe de Corinthe, muraille appelée Hexamilion. Son but était de renforcer la défense du Péloponnèse byzantin<sup>280</sup>. Essayant de protéger les finances impériales, l'empereur leva en 1418 un impôt d'un *carat per mitro* sur le vin consommé par les Vénitiens dans leurs maisons ou dans les tavernes<sup>281</sup>. Malgré les plaintes des Vénitiens, l'impôt fut maintenu jusqu'à l'année suivante, lorsqu'il fut limité au vin consommé dans les tavernes<sup>282</sup>.

Manuel essaya de renforcer les forces navales de l'État en construisant une flotte. Afin de couvrir les dépenses nécessaires, il semble avoir frappé les citoyens byzantins d'un impôt nouveau, le *kokkiatikon*<sup>283</sup>. Mais ces efforts ne pouvaient pas améliorer la situation de Byzance<sup>284</sup>.

Le dernier empereur byzantin qui a essayé d'augmenter les revenus publics est Constantin XI, qui a taxé le commerce et les marchandises parvenant à Constantinople, dont le vin et les peaux. La réaction des Vénitiens, dont les intérêts économiques étaient touchés, fut immédiate. En août 1450, ils protestèrent auprès de l'empereur byzantin, lui reprochant d'avoir enfreint les dispositions du traité que ses prédécesseurs avaient conclu avec eux<sup>285</sup>. Constantin répondit que ces impôts ne heurtaient pas le traité ; malgré les pro-

p. 54-58 ; OIKONOMIDÈS, *Haradj*, p. 682-683 ; BARKER, *Manuel II*, p. 280 ; NICOL, *Τελευταίοι αιώνες*, p. 509-510. Sur la mention du *haradj* dans les documents byzantins, voir aussi ARKADIOS VATOPÉDINOS, *Αγιορειτικά ανάλεκτα εκ του αρχείου της μονής του Βατοπεδίου*, *Γρηγόριος ο Παλαμάς* 3, 1919, p. 209-223, 326-339, 429-441, n° 34 ; *Actes de Docheiariou*, n° 52 (1409 ou 1414) ; *Actes de Lavra*, III, n° 161<sup>65-66</sup> (1409) : ὁμοῦ φαμελῖαι ιθ', χῆραι β', ὑπέρπυρα ἑκατὸν δεκατέσσερα, ἀφ' ὧν ὀφείλουσι διδόναι οἱ ἀναγεγραμμένοι τιμιώτατοι μοναχοὶ πρὸς τὸ θεοφρούρητον βεστιάριον τοῦ κραταιοῦ καὶ ἀγίου ἡμῶν αὐθέντου καὶ βασιλέως κατ' ἔτος χάριν τοῦ ἀνήκοντος τρίτου χαρατζίου τῶν εἰρημένων φαμελιῶν ὑπέρπυρα τριακοντακτῶ.

280. SCHREINER, *Kleinchroniken*, II, p. 402-403 (1415) ; SPHRANTZÈS, p. 96. Cf. ZAKYTHINOS, *Despotat*, p. 167-172 ; NICOL, *Τελευταίοι αιώνες*, p. 514.

281. Voir notamment THIRIET, *Régestes*, II, n° 1688, p. 163, n° 1705, p. 167. Cf. CHRYSOSTOMIDES, *Privileges*, p. 308-309 ; A. LAIOU, *The Byzantine Economy in the Mediterranean Trade System: Thirteenth-Fifteenth Centuries*, *DOP* 34-35, 1980-1981, p. 177-222 = *Gender, Society and Economic Life in Byzantium*, Variorum, Hampshire 1992 (VII), p. 216. Sur *mitro* ou *miro*, unité de mesure du vin ou de l'huile, voir CHRYSOSTOMIDES, *Privileges*, p. 300.

282. THIRIET, *Régestes*, II, n° 1757, p. 178. Cf. CHRYSOSTOMIDES, *Privileges*, p. 309-310.

283. Sur le *kokkiatikon*, voir ci-dessus, n. 183.

284. Le repli des Ottomans était d'ailleurs temporaire. Le siège de Constantinople par Murat II en 1422 marqua le commencement d'une série nouvelle d'attaques turques contre le territoire byzantin, et en 1424 l'État byzantin était revenu à l'état de dépendance. Voir DÖLGER, *Regesten*, 5, n° 3412-3414. Cf. OSTROGORSKY, *État tributaire*, p. 58 ; BARKER, *Manuel II*, p. 379 ; NICOL, *Τελευταίοι αιώνες*, p. 521-523, 542, 568-570. Sur le traité de 1424, aux termes duquel l'empereur byzantin devait payer au sultan turc un tribut annuel de 100 000 ducats, voir DOUKAS (Bonn), p. 196 ; CHALKOKONDYLÈS, II, p. 17 ; SCHREINER, *Kleinchroniken*, II, p. 426. Cf. BARKER, *Manuel II*, p. 379-381 ; NICOL, *Βερετία*, p. 454. Selon M. SPREMIĆ (Harač Soluna u XV veku, *ZRVI* 10, 1967, p. 187-195), Thessalonique et probablement d'autres régions byzantines payaient le tribut avant 1423.

285. THIRIET, *Régestes*, III, n° 2831, p. 158, n° 2834, p. 159. Cf. NICOL, *Βερετία*, p. 484-485.

testations des Vénitiens, certains de ces impôts continuèrent à être perçus, sans améliorer pourtant les finances byzantines<sup>286</sup>.

En concluant, on peut remarquer que la restauration de l'Empire byzantin par les Paléologues en 1261 n'a pas apporté le renouvellement nécessaire des structures internes qui aurait permis à l'État de suivre l'évolution économique et politique de l'époque. Les revenus publics, étant restreints notamment à cause de la concession de privilèges économiques à l'aristocratie byzantine et aux puissances italiennes, ne pouvaient pas couvrir les dépenses de l'État (administration, armée, paiements aux étrangers, tribut). L'augmentation du nombre des impôts supplémentaires dont font état les sources, dès le milieu du 13<sup>e</sup> siècle et jusque vers le milieu du 14<sup>e</sup> siècle, montre que l'État pouvait encore utiliser la fiscalité pour le renforcement des finances publiques. Pourtant, la diminution du nombre des impôts à partir du milieu du 14<sup>e</sup> siècle, et notamment au 15<sup>e</sup> siècle, est un indice de la dévastation que les finances publiques avaient subie pendant les guerres civiles, la fiscalité ne pouvant plus fonctionner régulièrement. L'État byzantin a succombé aux puissances étrangères, étant incapable de récupérer ses forces. La politique fiscale des Paléologues peut être caractérisée comme occasionnelle, et non pas bien organisée, et les recettes fiscales ne suffisaient pas pour couvrir les dépenses de la politique extérieure qui étaient en constante augmentation. Dès que l'économie se fut effondrée, l'effondrement de l'État n'était plus qu'une question de temps.

## INDEX GREC DES TERMES FISCAUX

Les chiffres indiquent les numéros des notes et renvoient tant au texte, par le biais des appels de note, qu'à l'annotation, par le biais des notes de bas de page.

Sont repris les termes fiscaux spécifiques, à l'exclusion du vocabulaire plus général qualifiant les documents fiscaux (ή [μεγάλη] θέσις, τὸ ἰσοκώδικον, ὁ κῶδιξ, ὁ περιορισμός, τὸ πρακτικόν), les redevables de l'impôt (ὁ ἀκτῆμων, ὁ ἀργός, ὁ βοϊδάτος, ὁ ζευγαράτος, ὁ πάροικος) ou les impôts de manière générique (ή ἀπαίτησις, ή διανομή, ή διενόχλησις, ή δόσις, ή ἐξέλασις, ή ἐπήρεια, ή ἐπίθεσις, ή ζημία, ή καταδυναστεία, ή κατατριβή, τὸ κεφάλαιον, τὸ οἰκούμενον, ή συγκρότησις, ή συνδοσία, ή συντέλεια, τὸ τέλος).

ἀβιωτίκιον (τὸ) 117-122.

ἀγάπη (ή) 157.

ἀγγραρεία (ή) 61-62, 64-73, 82.

ἀερικόν (τὸ) 91-92.

ἀήρ (ὁ) 91, 93-94, 96, 112, 115.

ἀκτημονητίκιον (τὸ) 177.

ἀλατοτέλος (τὸ) 178.

ἀλεία (ή) 45.

ἀλιευτική (ή) 48.

ἀλιευτική τετραμοιρία (ή) 48.

ἀλωνιατικόν (τὸ) 105, 112.

ἀλώπια (τὰ) 58-59, 136.

ἀνεπιγνώστικιον (τὸ) 176-177.

ἀντικανίσκιον (τὸ) 30.

<sup>286</sup>. DVL, II, n° 207 (1450), p. 380; DÖLGER, *Regesten*, 5, n° 3527. Cf. NICOL, *Βενετία*, p. 485.

ἀντίναυλον (τὸ) 200.  
ἀπαίτησις (ἡ) νομίθρου 42.  
ἀπαίτησις (ἡ) τοῦ πανίου 166.  
ἀπαιτούμενον τρίτον (τὸ) 48.  
ἄπληκτον (τὸ) 229.  
ἀποστατός (ὁ) 46.

βαλάνιστρον (τὸ) 53.  
βιβάριον (τὸ) 47.  
βιγλιατικόν (τὸ) 83, 89-90.  
βιολόγιον (τὸ) 226.  
βουτζιατικόν (τὸ) 227.

γομαριατικόν (τὸ) 206, 218, 225.  
γουβελιατικόν (τὸ) 172-174.

δεκατεία [-τία] (ἡ) 37, 143.  
δέκατον (τὸ) τῆς γεννηματικῆς  
κατασπορᾶς 180.  
δέκατον (τὸ) τῶν ζευγαρίων 143, 180.  
δέκατον (τὸ) τοῦ οἴνου 181.  
διαβατίκιον (τὸ) 197.  
διαβατικόν (τὸ) 197, 231.  
διαβατόν (τὸ) 197.  
δικέρατον (τὸ) 91.  
διμοδαῖον [-διαῖον] (τὸ) 131, 136-141,  
232.  
δόσις (ἡ) γειμόρου 42.  
δόσις (ἡ) ἐξωτύπων 42.  
δόσις (ἡ) πλωίμων 88, 124.  
δόσις (ἡ) τοξαρίων 128.

εἰσδεκτικόν (τὸ) 219.  
ἐκβλητίκιον (τὸ) 199.  
ἐκβολή (ἡ) 88, 124, 199.  
ἐκπροσωπικόν (τὸ) 199.  
ἐκφόρησις (ἡ) καὶ μετακομιδὴ ἄλατος  
74.  
ἐμβατίκιον (τὸ) 219.  
ἐμβλητίκιον (τὸ) 199.  
ἐμβολή (ἡ) 199.  
ἐνιάς (ἡ) 220.  
ἐννόμιον (τὸ) 37-38, 86.  
ἐξάφολλον (τὸ) 91.  
ἐξέλασις (ἡ) πεζῶν 125.  
ἐξερευματίκιον (τὸ) 220.  
ἐξέτασις (ἡ) ἄλατος 74.  
ἐξωπρασία (ἡ) 205.  
ἐργαστηριακόν (τὸ) 214.  
εὗρεσις (ἡ) βασιμύλων 130.  
εὕρεσις (ἡ) θησαυροῦ 86, 93-94, 96-97,  
99, 105-106, 113-116.

ζευγαρατίκιον (τὸ) 142-150, 160.  
ζευγολόγιον (τὸ) 151-155.  
ζημία (ἡ) 79-80, 82.  
ζυγαστικόν (τὸ) 207, 225.

καμίνων καῦσις (ἡ) 77-78.  
καμπανιστικόν (τὸ) 208, 225.  
καμπανόν (τὸ) 208, 213.  
κανίσκιον (τὸ) 30, 131, 141, 232.  
καπηλιατικόν (τὸ) 216.  
καπνολόγιον (τὸ) 226.  
καστροκτισία (ἡ) 83-86, 99, 106, 238.  
καταγώγιον (τὸ) 217.  
κατάθεσις (ἡ) 213.  
καταρτιατικόν (τὸ) 201.  
κατεργοκτισία (ἡ) 83, 85-88, 238.  
κεφαλατίκιον (τὸ) 185, 187, 230.  
κοκκιατικόν (τὸ) 183-184, 216, 283.  
κομμέρκιον (τὸ) 188-194, 218, 231.  
κονταρατίκιον (τὸ) 126.  
κοσμιατικόν (τὸ) 220.  
κουβελιατικόν (τὸ) 172-174.  
κριτικόν (τὸ) 227.

λιμενιατικόν/λιμνιατικόν (τὸ) 202.  
λιμναῖον πάκτον (τὸ) 45.

μαγειρία (ἡ) 218, 231.  
μανδριατικόν (τὸ) 50.  
μείζαι/μύζαι (αἱ) 122.  
μελισσοεννόμιον (τὸ) 39.  
μεσιτικόν (τὸ) 209, 225.  
μεταξιατικόν (τὸ) 215.  
μετρητίκιον (τὸ) 224.  
μετριατικόν (τὸ) 211, 225.  
μηνιατικόν (τὸ) 210, 213, 225.  
μιτᾶτον (τὸ) 228.  
μουρτάτοι (οἱ) 127.

ναυλοκαταρτιατικόν (τὸ) 201.  
νόμιθρον/νόμιστρον (τὸ) 42-43.  
νομικόν (τὸ) 44.

ξενοτέλος (τὸ) 177.  
ξυλάχυρον (τὸ) 75, 78.  
ξυλόσυρμα (τὸ) 76, 78.

οἰκομόδιον (τὸ) 132-136.  
οἰνομέτριον (τὸ) 226.  
οἰνοπωλεῖον (τὸ) 216.  
ὀκτάβα (ἡ) 188.  
ὄρειατικόν (τὸ) 52.

- ὀρεινή (ή) 54.  
 ὀρική (ή) 54, 85-86, 99, 106.  
 ὀσπητιακόν 185-187.  
 ὀψώνιον (τὸ) 218, 231.  
 παραγγαρεία (ή) 61, 63, 71, 79, 82.  
 παραλεία (ή) 45.  
 παρθενοφθορία (ή) 93-94, 96-97, 105, 109-112.  
 παροικιατικόν (τὸ) 146, 177.  
 παροχή (ή) καρβάνων 78.  
 παχιατικόν (τὸ) 212, 225.  
 πέζευμα (τὸ) στρατιωτῶν 228.  
 πλανηνά/πλανηνή (ή) 51-52.  
 ποριατικόν (τὸ) 198, 231.  
 πόρος (ὁ) 198.  
 πρατίκιον (τὸ) 204-205.  
 προβατοδεκατία (ή) 40.  
 προβατοεννόμιον (τὸ) 40.  
 προβατοχοιροδεκατία (ή) 40.  
 σιταρκία (ή) 85-86, 99, 105-106, 156-162.  
 σιτόκριθον (τὸ) 241.  
 σκαλιατικόν (τὸ) 203, 232.  
 σκάλλα (ή) 203.  
 στροβυλαῖαι (αἱ) 55.  
 συνδοσία (ή) γεννημάτων 234.  
 συνωνή (ή) 159.  
 τελώνιον (τὸ) 220.  
 τοπιατικόν (τὸ) 52, 179.  
 τριτομοιρία (ή) 48.  
 φλωριατικόν (τὸ) 122.  
 φονικόν (τὸ) 96-98, 103-105.  
 φόνος (ὁ) 86, 93-96, 99-104, 106-108.  
 φοσιατικόν (τὸ) 129.  
 χάραγμα (τὸ) 131, 136, 141, 232.  
 χαράτσι (τὸ) 235, 279.  
 χοιροδεκατία (ή) 41.  
 χοιροεννόμιον (τὸ) 41.  
 χοιροπρόβατον (τὸ) 41.  
 ψωμοζημία (ή) 79, 81-82.  
 ὠφέλεια (ή) 168-171.

## BIBLIOGRAPHIE

- Acta Albaniae Veneta: Acta Albaniae Veneta saeculorum XIV et XV*, éd. J. VALENTINI, pars prima, tomus primus, Panormi 1967.  
*Actes de Chilandar, I: Actes de Chilandar. I, Des origines à 1319* (Archives de l'Athos 20), éd. M. ŽIVOJINović, V. KRAVARI, Ch. GIROS, Paris 1998.  
*Actes de Dionysiou: Actes de Dionysiou* (Archives de l'Athos 4), éd. N. OIKONOMIDÈS, Paris 1968.  
*Actes de Docheiariou: Actes de Docheiariou* (Archives de l'Athos 13), éd. N. OIKONOMIDÈS, Paris 1984.  
*Actes d'Esphigménou: Actes d'Esphigménou* (Archives de l'Athos 6), éd. J. LEFORT, Paris 1973.  
*Actes d'Iviron, I: Actes d'Iviron. I, Des origines au milieu du X<sup>e</sup> siècle* (Archives de l'Athos 14), éd. J. LEFORT, N. OIKONOMIDÈS, D. PAPACHRYSSANTHOU, avec la collaboration de H. MÉTRÉVÉLI, Paris 1985.  
*Actes d'Iviron, II: Actes d'Iviron. II, Du milieu du X<sup>e</sup> siècle à 1204* (Archives de l'Athos 16), éd. J. LEFORT, N. OIKONOMIDÈS, D. PAPACHRYSSANTHOU, avec la collaboration de V. KRAVARI et de H. MÉTRÉVÉLI, Paris 1990.



- Actes d'Iviron, III: Actes d'Iviron. III, De 1204 à 1328* (Archives de l'Athos 18), éd. J. LEFORT, N. OIKONOMIDÈS, D. PAPACHRYSSANTHOU, V. KRAVARI, avec la collaboration de H. MÉTRÉVÉLI, Paris 1994.
- Actes d'Iviron, IV: Actes d'Iviron. IV, De 1328 au début du xvi<sup>e</sup> siècle* (Archives de l'Athos 19), éd. J. LEFORT, N. OIKONOMIDÈS, D. PAPACHRYSSANTHOU, V. KRAVARI, avec la collaboration de H. MÉTRÉVÉLI, Paris 1995.
- Actes de Kutlumuş: Actes de Kutlumuş* (Archives de l'Athos 2), éd. P. LEMERLE, Paris 1988<sup>2</sup>.
- Actes de Lavra, II: Actes de Lavra. II, De 1204 à 1328* (Archives de l'Athos 8), éd. P. LEMERLE, A. GUILLOU, N. SVORONOS, D. PAPACHRYSSANTHOU, Paris 1977.
- Actes de Lavra, III: Actes de Lavra. III, De 1329 à 1500* (Archives de l'Athos 10), éd. P. LEMERLE, A. GUILLOU, N. SVORONOS, D. PAPACHRYSSANTHOU, Paris 1979.
- Actes de Lavra, IV: Actes de Lavra. IV, Études historiques, Actes serbes, Compléments et index* (Archives de l'Athos 11), éd. P. LEMERLE, A. GUILLOU, N. SVORONOS, D. PAPACHRYSSANTHOU, avec la collaboration de S. ĆIRKOVIĆ, Paris 1982.
- Actes de Philothée: Actes de Philothée* (Actes de l'Athos VI), éd. W. REGEL, E. KURTZ, B. KORABLEV, VV 20, 1913, Appendice 1.
- Actes de Saint-Pantéléémôn: Actes de Saint-Pantéléémôn* (Archives de l'Athos 12), éd. P. LEMERLE, G. DAGRON, S. ĆIRKOVIĆ, Paris 1982.
- Actes de Vatopédi, I: Actes de Vatopédi. I, Des origines à 1329* (Archives de l'Athos 21), éd. J. BOMPAIRE, J. LEFORT, V. KRAVARI, Ch. GIROS, Paris 2001.
- Actes de Vatopédi, II: Actes de Vatopédi. II, De 1330 à 1376* (Archives de l'Athos 22), éd. J. LEFORT, V. KRAVARI, Ch. GIROS, K. SMYRLIS, Paris 2006.
- Actes de Xénophon: Actes de Xénophon* (Archives de l'Athos 15), éd. D. PAPACHRYSSANTHOU, Paris 1986.
- Actes de Xéropotamou: Actes de Xéropotamou* (Archives de l'Athos 3), éd. J. BOMPAIRE, Paris 1964.
- Actes de Zographou: Actes de Zographou* (Actes de l'Athos IV), éd. W. REGEL, E. KURTZ, B. KORABLEV, VV 13, 1907, Appendice 1.
- ALEXANDER, *Chrysobull*: P. ALEXANDER, A Chrysobull of the Emperor Andronicus II Palaeologus in Favor of the See of Kanina in Albania, *Byz.* 15, 1940-1941, p. 167-207.
- ANGOLD, *Government*: M. ANGOLD, *A Byzantine Government in Exile. Government and Society under the Lascarids of Nicaea (1204-1261)*, Oxford 1975.
- ANTONIADIS-BIBICOU, *Douanes*: H. ANTONIADIS-BIBICOU, *Recherches sur les douanes à Byzance*, Paris 1963.
- ATHANASE, *Correspondance*: A.-M. MAFFRY TALBOT (éd.), *The Correspondence of Athanasius I Patriarch of Constantinople* (CFHB VII), Dumbarton Oaks 1975.
- BALARD, *Romanie génoise*: M. BALARD, *La Romanie génoise (xii<sup>e</sup>-début du xve siècle)*, I-II, Rome 1978.
- BARKER, *Manuel II*: J. BARKER, *Manuel II Palaeologus (1391-1425). A Study in Late Byzantine Statesmanship*, New Brunswick NJ 1969.
- BARTUSIS, *Army*: M. BARTUSIS, *The Late Byzantine Army*, Philadelphia 1992.
- BCH: *Bulletin de Correspondance Hellénique*.
- BELGRANO, *Prima serie*: L. BELGRANO, *Prima serie di documenti riguardanti la colonia di Pera, Atti della Società ligure di Storia patria*, XIII, Gênes 1877-1884, p. 99-317.

- BÉNOU, *Prodrome*: L. BÉNOU (éd.), *Le codex B du monastère Saint-Jean Prodrome (Serrès)*, A (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles), Paris 1998.
- BERTOLOTTO, *Documenti*: G. BERTOLOTTO, Nuova serie di documenti sulle relazioni di Genova con l'Impero bizantino, *Atti della Società ligure di Storia patria*, Appendice al volume XXVIII, Rome 1902.
- CANTACUZÈNE: *Ioannis Cantacuzeni ex imperatoris Historiarum Libri IV*, I-III, éd. L. SCHOPEN, Bonn 1828-1832; traduction allemande: G. FATOUROS-T. KRISCHER, *Johannes Kantakuzenos, Geschichte*, I-II, Stuttgart 1982-1986.
- CHALKOKONDYLÈS: *Laonicus Chalcocondyles, Historiarum demonstrationes*, éd. I. BEKKER, Bonn 1843; éd. E. DARKÓ, I-II, Budapest 1922-1927.
- CHARANIS, *Monastic Properties*: P. CHARANIS, The Monastic Properties and the State in the Byzantine Empire, *DOP* 4, 1948, p. 51-119 = *Social, Economic and Political Life in the Byzantine Empire*, Variorum Reprints, Londres 1973 (I).
- CHRYSOSTOMIDES, *Privileges*: J. CHRYSOSTOMIDES, Venetian Commercial Privileges under the Palaeologi, *Studi Veneziani* 12, 1970, p. 267-356.
- DARROUZÈS, *Regestes*: *Les registes des actes du patriarcat de Constantinople*. 1, *Les actes des patriarches*. Fasc. 6, *Les registes de 1377 à 1410*, éd. J. DARROUZÈS, Paris 1979.
- DÉMÉTRIUS CYDONÈS, *Correspondance*: R.-J. LOENERTZ (éd.), *Démétrius Cydonès, Correspondance*, II (Studi e Testi 208), Vatican 1960; traduction allemande: F. TINNEFELD, *Demetrios Kydones, Briefe*, Stuttgart 2003.
- DÖLGER, *Beiträge*: F. DÖLGER, *Beiträge zur Geschichte der byzantinischen Finanzverwaltung besonders des 10. und 11. Jahrhunderts*, Berlin-Leipzig 1927.
- DÖLGER, *Schatzkammern*: F. DÖLGER, *Aus den Schatzkammern des heiligen Berges*, Munich 1948.
- DÖLGER, *Gebührenwesen*: F. DÖLGER, Zum Gebührenwesen der Byzantiner, dans *Byzanz und die europäische Staatenwelt*, Darmstadt 1964.
- DÖLGER, *Regesten*: F. DÖLGER, *Regesten der Kaiserurkunden des oströmischen Reiches*, 3-5, Munich 1960-1977.
- DOUKAS: *Duca Michaelis Ducae nepotis Historia byzantina*, éd. I. BEKKER, Bonn 1834 = *Istoria Turco-Bizantină*, éd. V. GRECU, Bucarest 1958.
- DVL, I-II: *Diplomatarium Veneto-Levantinum sive acta et diplomata res Venetas Graecas atque Levantis illustrantia*, a. 1300-1350, I, éd. G. THOMAS-R. PREDELLI, Venise 1880; a. 1351-1454, II, éd. G. THOMAS, Venise 1899.
- Έγγραφα Πάτμου, Α'-Β': E. VRANOUSI (éd.), *Βυζαντινά έγγραφα της μονής Πάτμου*, Α' - αυτοκρατορικά, Athènes 1980; M. NYSTAZOPOULOU-PÉLÉKIDOU (éd.), *Βυζαντινά έγγραφα της μονής Πάτμου*, Β' - δημοσίων λειτουργιών, Athènes 1980.
- EEPhSAPTh: *Επιστημονική Έπετηρίς της Φιλοσοφικής Σχολής του Άριστοτελείου Πανεπιστημίου Θεσσαλονίκης*.
- GANCHOU, *Badoer*: Th. GANCHOU, Giacomo Badoer et kyr Théodôros Batatzès, «chomerchier di pesi» à Constantinople (flor. 1401-1449), *REB* 61, 2003, p. 49-95.
- GASPARÈS, *Μεσαιωνική Κρήτη*: Ch. GASPARÈS, *Η γη και οι αγρότες στη Μεσαιωνική Κρήτη 13ος-14ος αιώνας* (Εθνικό Ίδρυμα Ερευνών. Μονογραφίες 4), Athènes 1997.
- GRÉGOIRE DE CHYPRE, *Correspondance*: *Γρηγορίου του Κυπρίου οικουμενικού πατριάρχου Επιστολαί και Μύθοι*, éd. S. EUSTRATIADÈS, Alexandrie 1910.
- GRÈGORAS: *Nicephori Gregorae Byzantina Historia*, I-II, éd. L. SCHOPEN, Bonn 1829; III, éd. I. BEKKER, Bonn 1834; traduction allemande: J. L. VAN DIETEN, *Nikephoros Gregoras, Rhomäische Geschichte*, Stuttgart 1973-2007.

- GUILLOU, *Prodrome*: A. GUILLOU (éd.), *Les archives de Saint-Jean-Prodrome sur le mont Ménéce* (Bibliothèque byzantine. Documents 3), Paris 1955.
- INALCIK, *Οθωμανική αυτοκρατορία*: H. INALCIK, *Η Οθωμανική αυτοκρατορία. Η κλασική εποχή, 1300-1600*, Athènes 1995. Titre de l'original: *The Ottoman Empire. The Classical Age 1300-1600*, London 1973. Traduction grecque de M. KOKOLAKÈS.
- JGR: *Jus Graeco-Romanum*, éd. J. et P. ZÉPOS, I-VIII, Athènes 1931.
- KALLIGAS, *Μονεμβασία*: H. KALLIGAS, *Η Βυζαντινή Μονεμβασία και οι πηγές της ιστορίας της*, Athènes 2003. Titre de l'original: *Byzantine Monemvasia. The Sources*, Monemvasia 1990. Traduction grecque de M. MBLÉTAS.
- KAPLAN, *Les hommes et la terre*: M. KAPLAN, *Les hommes et la terre à Byzance du VI<sup>e</sup> au XI<sup>e</sup> siècle: Propriété et exploitation du sol*, Paris 1982.
- KARAGIANNPOULOS, *Problem*: I. KARAGIANNPOULOS, *Ein Problem der spätbyzantinischen Agrargeschichte*, *JÖB* 30, 1981, p. 207-237.
- KARAGIANNPOULOS, *Βυζαντινό Κράτος*: I. KARAGIANNPOULOS, *Το Βυζαντινό Κράτος*, I, Athènes 1988.
- KARAYANNOPULOS, *Finanzwesen*: J. KARAYANNOPULOS, *Das Finanzwesen des frühbyzantinischen Staates*, Munich 1958.
- KONTOGIANNPOULOU, *Ανδρόνικος Β'*: A. KONTOGIANNPOULOU, *Η εσωτερική πολιτική του Ανδρονίκου Β' Παλαιολόγου (1282-1328). Διοίκηση-Οικονομία (Βυζαντινά Κείμενα και Μελέται 36)*, Thessalonique 2004.
- KYRITSÈS, *Κράτος*: D. KYRITSÈS, *Κράτος και αριστοκρατία την εποχή του Ανδρονίκου Β': το αδιέξοδο της στασιμότητας*, dans *Ο Μανουήλ Πανσέληνος και η εποχή του* (ΕΙΕ/ΙΒΕ. Το Βυζάντιο Σήμερα 3), Athènes 1999, p. 177-194.
- KYRRÈS, *Βυζάντιον*: K. KYRRÈS, *Το Βυζάντιον κατά τον ΙΔ' αιώνα ή Η πρώτη φάσις της έριδος των δύο Ανδρονίκων*, Leucosie 1982.
- LAIU, *Constantinople*: A. LAIU, *Constantinople and the Latins. The Foreign Policy of Andronicus II, 1282-1328*, Cambridge Mass. 1972.
- LAIU, *Peasant Society*: A. LAIU, *Peasant Society in the Late Byzantine Empire. A Social and Demographic Study*, Princeton NJ 1977.
- LAIU, *Débat*: A. LAIU, *Le débat sur les droits du fisc et les droits régaliens au début du 14<sup>e</sup> siècle*, *REB* 58, 2000, p. 97-122.
- LBO: I. KARAGIANNPOULOS, *Λεξικό Βυζαντινής Ορολογίας. Οικονομικοί Όροι*, I, Thessalonique 2000.
- LEFORT, *Fiscalité*: J. LEFORT, *Fiscalité médiévale et informatique: Recherches sur les barèmes pour l'imposition des paysans byzantins au XIV<sup>e</sup> siècle*, *Revue Historique* 512, octobre-décembre 1974, p. 315-356.
- LEFORT, *Rural Economy*: J. LEFORT, *Rural Economy and Social Relations in the Countryside*, *DOP* 47, 1993, p. 101-113.
- LEMERLE, *Chrysobulle*: P. LEMERLE, *Un chrysobulle d'Andronic II Paléologue pour le monastère de Karakalla*, *BCH* 60, 1936, p. 428-446.
- MM: F. MIKLOSICH-J. MÜLLER (éd.), *Acta et diplomata graeca medii aevi sacra et profana*, I-VI, Vienne 1860-1890.
- MAKSIMOVIĆ, *Provincial Administration*: L. MAKSIMOVIĆ, *The Byzantine Provincial Administration under the Palaiologoi*, Amsterdam 1988.
- MANIATÈ-KOKKINÈ, *Δωρεές*: T. MANIATÈ-KOKKINÈ, *Αυτοκρατορικές και ηγεμονικές δωρεές προς ξένους και από ξένους στο βυζαντινό χώρο (12ος-15ος αιώνας)* (Το Βυζάντιο και οι ξένοι 5), Athènes 2003.
- MILLET, *Inscriptions byzantines*: G. MILLET, *Inscriptions byzantines de Mistra*, *BCH* 23, 1899, p. 97-118.

- MORRISON, *Découverte*: C. MORRISON, La découverte des trésors à l'époque byzantine. Théorie et pratique de l'εὔρεσις θησαυροῦ, *TM* 8, 1981, p. 321-343 = *Monnaie et finances à Byzance: analyses, techniques*, Variorum, Hampshire 1994 (IV).
- NÉRANTZÈ-BARMAZÈ, *Βυζάντιο*: B. NÉRANTZÈ-BARMAZÈ, *Το Βυζάντιο και η Δύση (1354-1369). Συμβολή στην ιστορία των πρώτων χρόνων της μονοκρατορίας του Ιωάννη Ε' Παλαιολόγου*, Thessalonique 1993.
- NICOL, *Τελευταίοι αιώνες*: D. NICOL, *Οι τελευταίοι αιώνες του Βυζαντίου, 1261-1453*, Athènes 1996. Titre de l'original: *The Last Centuries of Byzantium, 1261-1453*, Cambridge 1993<sup>3</sup>. Traduction grecque de S. KOMNĒNOS.
- NICOL, *Βενετία*: D. NICOL, *Βυζάντιο και Βενετία*, Athènes 2004. Titre de l'original: *Byzantium and Venice*, Cambridge 1999.
- OIKONOMIDÈS, *Haradji*: N. OIKONOMIDÈS, Le haradji dans l'Empire byzantin du x<sup>v</sup> siècle, dans *Actes du I<sup>er</sup> Congrès International des Études Balkaniques et Sud-Est Européennes*, III, Sofia 1969, p. 681-688 = *Documents et études sur les institutions de Byzance (vii<sup>e</sup>-xv<sup>e</sup> siècle)*, Variorum Reprints, Londres 1976 (XIX).
- OIKONOMIDÈS, *Hommes d'affaires*: N. OIKONOMIDÈS, *Hommes d'affaires grecs et latins à Constantinople (xiii<sup>e</sup>-xv<sup>e</sup> siècles)*, Montréal 1979.
- OIKONOMIDÈS, *Ottoman Influence*: N. OIKONOMIDÈS, Ottoman Influence on Late Byzantine Fiscal Practice, *Südost-Forschungen* 45, 1986, p. 1-24.
- OIKONOMIDÈS, *Fiscalité*: N. OIKONOMIDÈS, *Fiscalité et exemption fiscale à Byzance (ix<sup>e</sup>-xi<sup>e</sup> s.)*, Athènes 1996.
- OIKONOMIDÈS, *Αγροτικό περίσσευμα*: N. OIKONOMIDÈS, Αγροτικό περίσσευμα και ο ρόλος του κράτους γύρω στο 1300, dans *Ο Μανουήλ Πανσέληνος και η εποχή του* (ΕΙΕ/ΙΒΕ. Το Βυζάντιο Σήμερα 3), Athènes 1999, p. 195-205.
- OIKONOMIDÈS, *Role*: N. OIKONOMIDÈS, The Role of the Byzantine State in the Economy, dans *The Economic History of Byzantium from the Seventh through the Fifteenth Century*, éd. A. LAIOU, 3, Dumbarton Oaks Research Library and Collection, Washington D.C. 2002, p. 973-1058.
- OIKONOMIDÈS, *Le bateau de Chilandar*: N. OIKONOMIDÈS, Le bateau de Chilandar, dans *Social and Economic Life in Byzantium*, éd. E. ZACHARIADOU, Variorum Collected Studies Series, Ashgate 2004 (IV), p. 32.
- OSTROGORSKY, *Féodalité*: G. OSTROGORSKY, *Pour l'histoire de la féodalité byzantine*, Bruxelles 1954.
- OSTROGORSKY, *État tributaire*: G. OSTROGORSKY, Byzance, État tributaire de l'empire turc, *ZRVI* 5, 1958, p. 49-58.
- PACHYMÉRÈS: *Georges Pachymérès, Relations historiques*, I-II, éd. A. FAILLER, trad. V. LAURENT (CFHB XXIV/1-2), Paris 1984; III-IV, éd. et trad. A. FAILLER (CFHB XXIV/3-4), Paris 1999.
- PAPAGIANNÈ, *Φορολογικές πληροφορίες*: E. PAPAGIANNÈ, Φορολογικές πληροφορίες από επιστολές του Μεγάλου Βασιλείου (329/31-379) και του Θεοφυλάκτου Αχρίδας (1050/55-1125/26), dans *Η καθημερινή ζωή στο Βυζάντιο. Τομές και συνέχειες στην ελληνιστική και ρωμαϊκή παράδοση*, 15-17 Σεπτεμβρίου 1988, Athènes 1989, p. 391-407.
- PETIT, *Chilandar*: *Actes de Chilandar* (Actes de l'Athos V), éd. L. PETIT-B. KORABLEV, VV 17, 1975, Appendice 1.
- ROUILLARD, *Taxes maritimes*: G. ROUILLARD, Les taxes maritimes et commerciales d'après des actes de Patmos et de Lavra, dans *Mélanges Charles Diehl*:

- études sur l'histoire et sur l'art de Byzance*. I, *Histoire*, Paris 1930, p. 277-289.
- SCHILBACH, *Metrologie*: E. SCHILBACH, *Byzantinische Metrologie*, Munich 1970.
- SCHREINER, *Kleinchroniken*: P. SCHREINER, *Die byzantinischen Kleinchroniken* (CFHB XII/1-3), Vienne 1976-1978.
- SOLOVJEV-MOŠIN, *Povelje*: A. SOLOVJEV-V. MOŠIN (éd.), *Grčke povelje Srpskih vladara*. *Diplomata graeca regum et imperatorum Serviae*, Belgrade 1936, réimpression Variorum Reprints, Londres 1974.
- SPHRANTZÈS: *Georgius Sphrantzes, Χρονικόν*, éd. I. BEKKER, Bonn 1838.
- STAVRIDOU-ZAFRAKA, *Αγγραρεία*: A. STAVRIDOU-ZAFRAKA, *Η αγγραρεία στο Βυζάντιο*, *Βυζαντινά* 11, 1982, p. 21-54.
- SVORONOS, *Cadastre*: N. SVORONOS, *Recherches sur le cadastre byzantin et la fiscalité aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles: le cadastre de Thèbes*, *BCH* 83, 1959, p. 1-166 = *Études sur l'organisation intérieure, la société et l'économie de l'Empire byzantin*, Variorum Reprints, Londres 1973 (III).
- SVORONOS, *Βυζαντινή επαρχία*: N. SVORONOS, *Η βυζαντινή επαρχία. Πέντε μαθήματα* (Βιβλιοθήκη Γενικής Παιδείας 18), Athènes 1991.
- TAFEL-THOMAS, *Urkunden*: *Urkunden zur älteren Handels- und Staatsgeschichte der Republik Venedig mit besonderer Beziehung auf Byzanz und die Levante*, éd. G. TAFEL-G. THOMAS, I (814-1205), Vienne 1856; II (1205-1255), Vienne 1856; III (1256-1299), Vienne 1857.
- THÉOPHYLACTE, *Lettres*: P. GAUTIER (éd.), *Théophylacte d'Achrida, Lettres* (CFHB XVI/2), Thessalonique 1986.
- THIRIET, *Régestes*: F. THIRIET, *Régestes des délibérations du Sénat de Venise concernant la Romanie*, I-III (Documents et Recherches I, II, IV), Paris-La Haye 1958-1961.
- VRANOSSI, *Institutions*: E. VRANOSSI, *Notes sur quelques institutions du Péloponnèse byzantin* (Ι' ἄβιωτικόν, le φλωριατικόν et les δύο μείζαι ου μύζαι), *Études Balkaniques* 4, 1978, p. 81-88.
- XANALATOS, *Beiträge*: D. XANALATOS, *Beiträge zur Wirtschafts- und Sozialgeschichte Makedoniens im Mittelalter hauptsächlich auf Grund der Briefe des Erzbischofs Theophylaktos von Achrida*, Munich 1937.
- ZAKYTHINOS, *Despotat*: D. ZAKYTHINOS, *Le Despotat grec de Morée. Vie et institutions*, Édition revue et augmentée par Ch. MALTÉZOU, Variorum, Londres 1975.

Anastasia KONTOGIANNOPOULOU  
 Centre de Recherche d'Hellénisme Médiéval et Moderne  
 Académie d'Athènes, Grèce